

# Journal officiel

## de l'Union européenne

C 297



Édition  
de langue française

### Communications et informations

56<sup>e</sup> année  
12 octobre 2013

Numéro d'information

Sommaire

Page

#### IV Informations

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

##### Commission européenne

2013/C 297/01	Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité ( <i>publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la législation d'harmonisation de l'Union</i> ) <sup>(1)</sup> .....	1
---------------	--	---

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

2013/C 297/02	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001 .....	32
2013/C 297/03	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (règlement général d'exemption par catégorie) <sup>(1)</sup> .....	35

# FR

Prix:  
4 EUR

<sup>(1)</sup> Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

(suite au verso)

## V Avis

## PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

**Commission européenne**

2013/C 297/04	Aide d'État — Espagne — Aide d'État SA.34998 (2013/C) (ex 2012/N) — LIP — Aide en faveur de Ford España — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne <sup>(1)</sup> .....	63
2013/C 297/05	Aide d'État — Allemagne — Aide d'État SA.34881 (2013/C) (ex 2013/NN) (ex 2012/CP) — Aide présumée aux entreprises pharmaceutiques allemandes en difficulté financière accordée au moyen de la dérogation aux rabais obligatoires — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne <sup>(1)</sup> .....	76
2013/C 297/06	Aide d'État — Slovaquie — Aide d'État SA.33797 (2013/C) (ex 2013/NN) — Aide présumée à NCHZ — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne <sup>(1)</sup> .....	85



---

<sup>(1)</sup> Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

## IV

(Informations)

## INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

## COMMISSION EUROPÉENNE

**Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité***(publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la législation d'harmonisation de l'Union)***(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2013/C 297/01)

OEN (1)	Référence et titre de la norme harmonisée (et document de référence)	Référence de la norme remplacée	Date de cessation de la présomption de conformité de la norme remplacée Note 1	Article de la directive 1999/5/CE
1	2	3	4	5
Cenelec	EN 41003:2008 Règles particulières de sécurité pour les matériels de sécurité destinés à être reliés aux réseaux de télécommunications et/ou aux systèmes de distribution par câbles	EN 41003:1998 Note 2.1	Date dépassée (1.7.2011)	Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
Cenelec	EN 50360:2001 Norme de produit pour la mesure de conformité des téléphones mobiles aux restrictions de base relatives à l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques (300 MHz - 3 GHz)			Article 3, paragraphe 1, point a)
	EN 50360:2001/A1:2012	Note 3	13.2.2015	
	EN 50360:2001/AC:2006			
Cenelec	EN 50364:2010 Limitation de l'exposition humaine aux champs électromagnétiques émis par les dispositifs fonctionnant dans la gamme de fréquences de 0 Hz à 300 GHz, utilisés pour la surveillance électronique des objets (EAS), l'identification par radiofréquence (RFID) et les applications similaires	EN 50364:2001 Note 2.1	Date dépassée (1.11.2012)	Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
Cenelec	EN 50371:2002 Norme générique pour démontrer la conformité des appareils électriques et électroniques de faible puissance aux restrictions de base concernant l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques (10 MHz - 300 GHz) - Public			Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
Cenelec	EN 50385:2002 Norme produit pour la démonstration de la conformité des stations de base radio et des stations terminales fixes pour les radiotélécommunications, aux restrictions de base et aux niveaux de référence relatifs à l'exposition de l'homme aux champs électromagnétiques (110 MHz - 40 GHz) - Application au public en général			Article 3, paragraphe 1, point a)

1	2	3	4	5
Cenelec	EN 50401:2006 Norme produit pour démontrer la conformité des équipements fixes de transmission radio (110 MHz - 40 GHz) destinés à une utilisation dans les réseaux de communication sans fil, aux restrictions de base ou aux niveaux de référence relatives à l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques de fréquence radio, lors de leur mise en service			Article 3, paragraphe 1, point a)
	EN 50401:2006/A1:2011	Note 3	29.8.2014	
Cenelec	EN 50566:2013 Norme produit pour démontrer la conformité des champs radiofréquence produits par les dispositifs de communication sans fil tenus à la main ou portés près du corps (30 MHz - 6 GHz)			Article 3, paragraphe 1, point a)
Cenelec	EN 55022:2006 Appareils de traitement de l'information - Caractéristiques des perturbations radioélectriques - Limites et méthodes de mesure CISPR 22:2005 (Modifié)	EN 55022:1998 + A1:2000 + A2:2003 Note 2.1	Date dépassée (1.10.2011)	Article 3, paragraphe 1, point b)
	EN 55022:2006/A1:2007 CISPR 22:2005/A1:2005	Note 3	Date dépassée (1.10.2011)	
Cenelec	EN 55022:2010 Appareils de traitement de l'information - Caractéristiques des perturbations radioélectriques - Limites et méthodes de mesure CISPR 22:2008 (Modifié)	EN 55022:2006 et ses amendements Note 2.1	1.12.2013	Article 3, paragraphe 1, point b)
	EN 55022:2010/AC:2011			
Cenelec	EN 55024:1998 Appareils de traitement de l'information - Caractéristiques d'immunité - Limites et méthodes de mesure CISPR 24:1997 (Modifié)	Norme(s) générique(s) appropriée(s) Note 2.1	Date dépassée (1.7.2001)	Article 3, paragraphe 1, point b)
	EN 55024:1998/A1:2001 CISPR 24:1997/A1:2001	Note 3	Date dépassée (1.10.2004)	
	EN 55024:1998/A2:2003 CISPR 24:1997/A2:2002	Note 3	Date dépassée (1.12.2005)	
Cenelec	EN 55024:2010 Appareils de traitement de l'information - Caractéristiques d'immunité - Limites et méthodes de mesure CISPR 24:2010	EN 55024:1998 et ses amendements Note 2.1	1.12.2013	Article 3, paragraphe 1, point b)
Cenelec	EN 55032:2012 Compatibilité électromagnétique des équipements multimédia - Exigences d'émission CISPR 32:2012			Article 3, paragraphe 1, point b)
	EN 55032:2012/AC:2012			
Cenelec	EN 60065:2002 Appareils audio, vidéo et appareils électroniques analogues - Exigences de sécurité IEC 60065:2001 (Modifié)	EN 60065:1998 Note 2.1	Date dépassée (1.3.2007)	Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
	EN 60065:2002/A1:2006 IEC 60065:2001/A1:2005 (modifié)	Note 3	Date dépassée (1.12.2008)	
	EN 60065:2002/A11:2008	Note 3	Date dépassée (1.7.2010)	

1	2	3	4	5
	EN 60065:2002/A12:2011	Note 3	Date dépassée (24.1.2013)	
	EN 60065:2002/A2:2010 IEC 60065:2001/A2:2010 (modifié)	Note 3	Date dépassée (1.10.2013)	
	EN 60065:2002/AC:2007			
	EN 60065:2002/AC:2006			
Cenelec	EN 60215:1989 Règles de sécurité applicables aux matériels d'émission radioélectrique IEC 60215:1987			Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
	EN 60215:1989/A1:1992 IEC 60215:1987/A1:1990	Note 3	Date dépassée (1.6.1993)	
	EN 60215:1989/A2:1994 IEC 60215:1987/A2:1993	Note 3	Date dépassée (15.7.1995)	
Cenelec	EN 60730-1:2011 Dispositifs de commande électrique automatiques à usage domestique et analogue – Partie 1: Exigences générales IEC 60730-1:2010 (Modifié)			Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE) + Article 3, paragraphe 1, point b)
Cenelec	EN 60825-1:2007 Sécurité des appareils à laser – Partie 1: Classification des matériels et exigences IEC 60825-1:2007	EN 60825-1:1994 + A1:2002 + A2:2001	Date dépassée (1.9.2010)	Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
Cenelec	EN 60825-2:2004 Sécurité des appareils à laser – Partie 2: Sécurité des systèmes de télécommunication par fibres optiques (STFO) IEC 60825-2:2004	EN 60825-2:2000 Note 2.1	Date dépassée (1.9.2007)	Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
	EN 60825-2:2004/A1:2007 IEC 60825-2:2004/A1:2006	Note 3	Date dépassée (1.2.2010)	
	EN 60825-2:2004/A2:2010 IEC 60825-2:2004/A2:2010	Note 3	Date dépassée (1.10.2013)	
Cenelec	EN 60825-4:2006 Sécurité des appareils à laser – Partie 4: Protecteurs pour lasers IEC 60825-4:2006	EN 60825-4:1997 + A1:2002 + A2:2003 Note 2.1	Date dépassée (1.10.2009)	Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
	EN 60825-4:2006/A1:2008 IEC 60825-4:2006/A1:2008	Note 3	Date dépassée (1.9.2011)	
	EN 60825-4:2006/A2:2011 IEC 60825-4:2006/A2:2011	Note 3	3.5.2014	
Cenelec	EN 60825-12:2004 Sécurité des appareils à laser – Partie 12: Sécurité des systèmes de communications optiques en espace libre utilisés pour la transmission d'informations IEC 60825-12:2004			Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
Cenelec	EN 60950-1:2006 Matériel de traitement de l'information - Sécurité – Partie 1: Exigences générales IEC 60950-1:2005 (Modifié)	EN 60950-1:2001 + A11:2004 Note 2.1	Date dépassée (1.12.2010)	Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
	EN 60950-1:2006/A11:2009	Note 3	Date dépassée (1.12.2010)	

1	2	3	4	5
	EN 60950-1:2006/A12:2011	Note 3	Date dépassée (24.1.2013)	
	EN 60950-1:2006/A1:2010 IEC 60950-1:2005/A1:2009 (modifié)	Note 3	Date dépassée (1.3.2013)	
	EN 60950-1:2006/AC:2011			
Cenelec	EN 60950-22:2006 Matériels de traitement de l'information - Sécurité – Partie 22: Matériels destinés à être installés à l'extérieur IEC 60950-22:2005 (Modifié)			Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
	EN 60950-22:2006/AC:2008			
Cenelec	EN 60950-23:2006 Matériels de traitement de l'information - Sécurité – Partie 23: Matériels de grande taille pour le stockage des données IEC 60950-23:2005			Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
	EN 60950-23:2006/AC:2008			
Cenelec	EN 61000-3-2:2006 Compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 3-2: Limites - Limites pour les émissions de courant harmonique (courant appelé par les appareils <= 16 A par phase) IEC 61000-3-2:2005	EN 61000-3-2:2000 + A2:2005 Note 2.1	Date dépassée (1.2.2009)	Article 3, paragraphe 1, point b)
	EN 61000-3-2:2006/A1:2009 IEC 61000-3-2:2005/A1:2008	Note 3	Date dépassée (1.7.2012)	
	EN 61000-3-2:2006/A2:2009 IEC 61000-3-2:2005/A2:2009	Note 3	Date dépassée (1.7.2012)	
Cenelec	EN 61000-3-3:2008 Compatibilité électromagnétique (CEM) - Partie 3-3: Limites - Limitation des variations de tension, des fluctuations de tension et du papillotement dans les réseaux publics d'alimentation basse tension, pour les matériels ayant un courant assigné <= 16 A par phase et non soumis à un raccordement conditionnel IEC 61000-3-3:2008	EN 61000-3-3:1995 + A1:2001 Note 2.1	Date dépassée (1.9.2011)	Article 3, paragraphe 1, point b)
Cenelec	EN 61000-3-11:2000 Compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 3-11: Limites - Limitation des variations de tension, des fluctuations de tension et du papillotement dans les réseaux publics d'alimentation basse tension - Equipements ayant un courant appelé <= 75 A et soumis à un raccordement conditionnel IEC 61000-3-11:2000	Norme(s) générique(s) appropriée(s) Note 2.1	Date dépassée (1.11.2003)	Article 3, paragraphe 1, point b)
Cenelec	EN 61000-3-12:2005 Compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 3-12: Limites - Limites pour les courants harmoniques produits par les appareils connectés aux réseaux publics basse tension ayant un courant appelé > 16 A et <= 75 A par phase IEC 61000-3-12:2004	Norme(s) générique(s) appropriée(s) Note 2.1	Date dépassée (1.7.2004)	Article 3, paragraphe 1, point b)
Cenelec	EN 61000-3-12:2011 Compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 3-12: Limites - Limites pour les courants harmoniques produits par les appareils connectés aux réseaux publics basse tension ayant un courant appelé > 16 A et <= 75 A par phase IEC 61000-3-12:2011 + IS1:2012	EN 61000-3-12:2005 Note 2.1	16.6.2014	Article 3, paragraphe 1, point b)

1	2	3	4	5
Cenelec	EN 61000-6-1:2007 Compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 6-1: Normes génériques - Immunité pour les environnements résidentiels, commerciaux et de l'industrie légère IEC 61000-6-1:2005	EN 61000-6-1:2001 Note 2.1	Date dépassée (1.12.2009)	Article 3, paragraphe 1, point b)
Cenelec	EN 61000-6-2:2005 Compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 6-2: Normes génériques - Immunité pour les environnements industriels IEC 61000-6-2:2005	EN 61000-6-2:2001 Note 2.1	Date dépassée (1.6.2008)	Article 3, paragraphe 1, point b)
	EN 61000-6-2:2005/AC:2005			
Cenelec	EN 61000-6-3:2007 Compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 6-3: Normes génériques - Norme sur l'émission pour les environnements résidentiels, commerciaux et de l'industrie légère IEC 61000-6-3:2006	EN 61000-6-3:2001 + A11:2004 Note 2.1	Date dépassée (1.12.2009)	Article 3, paragraphe 1, point b)
	EN 61000-6-3:2007/A1:2011 IEC 61000-6-3:2006/A1:2010	Note 3	12.1.2014	
	EN 61000-6-3:2007/A1:2011/AC:2012			
Cenelec	EN 61000-6-4:2007 Compatibilité électromagnétique (CEM) – Partie 6-4: Normes génériques - Norme sur l'émission pour les environnements industriels IEC 61000-6-4:2006	EN 61000-6-4:2001 Note 2.1	Date dépassée (1.12.2009)	Article 3, paragraphe 1, point b)
	EN 61000-6-4:2007/A1:2011 IEC 61000-6-4:2006/A1:2010	Note 3	12.1.2014	
Cenelec	EN 62311:2008 Evaluation des équipements électroniques et électriques en relation avec les restrictions d'exposition humaine aux champs électromagnétiques (0 Hz - 300 GHz) IEC 62311:2007 (Modifié)			Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
Cenelec	EN 62479:2010 Evaluation de la conformité des appareils électriques et électroniques de faible puissance aux restrictions de base concernant l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques (10 MHz à 300 GHz) IEC 62479:2010 (Modifié)	EN 50371:2002 Note 2.1	Date dépassée (1.9.2013)	Article 3, paragraphe 1, point a) (et article 2 de la directive 2006/95/CE)
ETSI	EN 300 065-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Equipements télégraphiques à bande étroite pour impression directe destinés à la réception d'informations météorologiques ou nautiques (NAVTEX); Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 300 065-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 065-3 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Equipements télégraphiques à bande étroite pour impression directe destinés à la réception d'informations météorologiques ou nautiques (NAVTEX); Partie 3: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 3, point e), de la Directive R&TTE	EN 300 065-3 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (28.2.2011)	Article 3, paragraphe 3

1	2	3	4	5
ETSI	EN 300 086-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service mobile terrestre; Équipement de communication radio muni d'un connecteur RF interne ou externe et servant principalement à la transmission analogique de la voix; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 300 086-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2010)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 086-2 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Service mobile terrestre - Équipements hertziens munis d'un connecteur RF interne ou externe destinés principalement à la parole analogique - Partie 2: norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 300 086-2 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 113-2 V1.5.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Service mobile terrestre - Équipements de radio pour la transmission de données (et/ou de parole) par modulation à enveloppe constante ou non constante, avec connecteur d'antenne -	EN 300 113-2 V1.4.2 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 135-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service mobile terrestre; équipements radio bande publique (CB); équipements radio bande publique à modulation angulaire (équipements radio PR 27); Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 300 135-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2009)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 152-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Balises radioélectriques maritimes d'indication de position en cas d'urgence (EPIRB) destinées à fonctionner à 121,5 MHz ou à 121,5 MHz et 243 MHz pour des besoins de localisation uniquement - Partie 2: EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 152-3 V1.1.1 CEM et spectre radioélectrique (ERM) - Balises radioélectriques maritimes d'indication de position en cas d'urgence (EPIRB) destinées à fonctionner à 121,5 MHz ou à 121,5 MHz et 243 MHz pour des besoins de localisation uniquement - Partie 3: EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3.3e de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 3
ETSI	EN 300 219-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service mobile terrestre; Équipements hertziens munis d'un connecteur RF interne ou externe et servant principalement à la transmission analogique de la voix; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 220-2 V2.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre (ERM) - Appareils à faible portée (SRD) - Équipements radioélectriques fonctionnant dans la gamme de fréquences 25 MHz à 1 000 MHz avec des niveaux de puissance ne dépassant pas 500 mW - Partie 2: EN harmonisée couvrant les exigences essentielles sous couvert de l'article 3.2 de la Directive R&TTE	EN 300 220-2 V2.1.2 Note 2.1	Date dépassée (31.5.2013)	Article 3, paragraphe 2



1	2	3	4	5
ETSI	EN 300 220-2 V2.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils de faible portée (AFP); équipements radioélectriques fonctionnant dans la gamme de fréquences 25 MHz à 1 000 MHz avec des niveaux de puissance ne dépassant pas 500 mW; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 300 220-2 V2.3.1 Note 2.1	28.2.2014	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 224-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service de recherche sur site; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 296-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service mobile terrestre; équipements hertziens utilisant des antennes intégrées destinées principalement à la transmission analogique de la parole Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 300 296-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2010)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 296-2 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service mobile terrestre; équipements hertziens utilisant des antennes intégrées destinées principalement à la transmission analogique de la parole Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 300 296-2 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 296-2 V1.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service mobile terrestre; équipements hertziens utilisant des antennes intégrées destinées principalement à la transmission analogique de la parole Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 300 296-2 V1.3.1 Note 2.1	31.5.2015	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 328 V1.7.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Système de transmission de données à large bande; Matériels de transmission de données fonctionnant dans la bande ISM à 2,4 GHz et utilisant des techniques de modulation à étalement du spectre; Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 300 328 V1.6.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2008)	Article 3, paragraphe 2

La présente version de la norme donne une présomption de conformité aux exigences de l'article 3, paragraphe 2, de la directive 1999/5/CE à la condition suivante: l'équipement doit mettre en œuvre un mécanisme de partage de spectre adéquat, par exemple LBT (Listen Before Talk), DAA (Detect And Avoid), etc. afin de se conformer à l'exigence spécifiée à la clause 4.3.5 de la présente version. Ce mécanisme doit faciliter le partage entre les différentes technologies et applications qui existent actuellement et, en cas de congestion, un accès égal sera assuré aux utilisateurs (et, par conséquent, une dégradation élégante du service à tous les utilisateurs). L'efficacité des différents mécanismes de partage peut être évaluée au moyen des clauses appropriées de la norme EN 300 328, version 1.8.1.

ETSI	EN 300 328 V1.8.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Systèmes de transmission à large bande - Équipements de transmission de données fonctionnant dans la bande ISM à 2,4 GHz et utilisant des techniques de modulation à large bande - Norme Européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE (V1.8.0)	EN 300 328 V1.7.1 Note 2.1	31.12.2014	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 330-2 V1.5.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Equipements radioélectriques dans la gamme de fréquence de 9 kHz à 25 MHz et systèmes de boucle inductive dans la gamme de fréquence de 9kHz à 30 MHz - Partie 2: EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la Directive R&TTE	EN 300 330-2 V1.3.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2011)	Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 300 341-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service mobile terrestre (RP02); Équipement de communication radio à antenne intégrée et servant à la transmission de signaux pour initialiser une réponse spécifique d'un récepteur; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 373-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Émetteurs et récepteurs mobiles maritimes dans les bandes MF et HF; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 300 373-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.9.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 373-3 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM). Émetteurs et récepteurs mobiles maritimes en usage dans les bandes MF et HF - Partie 3: norme européenne harmonisée (EN) couvrant les exigences essentielles de l'article 3.3(e) de la Directive R&TTE - Équipements comprenant un équipement intégré ou associé pour appel sélectif numérique (DSC) de classe E	EN 300 373-3 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.9.2011)	Article 3, paragraphe 3
ETSI	EN 300 390-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service mobile terrestre; Équipements de radio utilisant une antenne intégrée et destinés à la transmission de données et de la parole; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	ETS 300 390/A1 ED.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2001)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 422-2 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Microphones sans fil dans la plage de fréquences comprise entre 25 MHz et 3 GHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, article 2 de la Directive R&TTE (V1.3.0)	EN 300 422-2 V1.2.2 Note 2.1	Date dépassée (31.5.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 433-2 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Service mobile terrestre - Équipements à canaux banalisés (C.B.) - Partie 2: norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE (V1.2.1)	EN 300 433-2 V1.1.2 Note 2.1	Date dépassée (30.3.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 440-2 V1.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Dispositifs à courte portée - Équipements radio à utiliser dans la plage de fréquences de 1 GHz à 40 GHz - Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles du paragraphe 3, article 2 de la Directive R&TTE	EN 300 440-2 V1.3.1 Note 2.1	Date dépassée (31.5.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 454-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Liaison large bande audio; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 471-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service mobile terrestre; Règles d'accès et de partage des canaux utilisés en commun par un équipement conforme à l'EN 300 113; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 300 609-4 V9.2.1 Système mondial de télécommunications mobiles (GSM); Partie 4: Norme européenne (EN) harmonisée pour les répé- teurs GSM couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 609-4 V10.2.1 Système mondial de télécommunications mobiles (GSM); Partie 4: Norme européenne (EN) harmonisée pour les répé- teurs GSM couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la directive R&TTE	EN 300 609-4 V9.2.1 Note 2.1	31.8.2014	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 674-2-1 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Télématique pour la circulation et le transport routiers (RTTT); Appareils de transmission pour communi- cations spécialisées à courte portée (DSRC) (500 kbit/s / 250 kbit/s) fonctionnant dans la bande industrielle, scientifique et médicale des 5,8 GHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE, sous-partie 1: exigences pour équipements d'infrastructure (RSU)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 674-2-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Télématique pour la circulation et le transport routiers (RTTT); Appareils de transmission pour communi- cations spécialisées à courte portée (DSRC) (500 kbit/s / 250 kbit/s) fonctionnant dans la bande industrielle, scientifique et médicale des 5,8 GHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE, sous-partie 2: exigences pour les équipements embarqués (OBU)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 676-2 V1.5.1 Émetteurs, récepteurs et émetteurs récepteurs radio VHF portables, mobiles ou fixes au sol pour le service mobile aéronautique, utilisant la modulation d'amplitude - Partie 2: norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la direc- tive R&TTE	EN 300 676-2 V1.4.1 Note 2.1	Date dépassée (31.5.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 698-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) – Émetteurs et récepteurs de radio téléphone pour le service mobile maritime fonctionnant dans les bandes VHS utilisées sur les voies navigables intérieures – Partie 2: Normes européens (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielle du paragraphe 3, article 2, de la directive R&TTE	EN 300 698-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2010)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 698-3 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) – Émetteurs et récepteurs de radio téléphone pour le service mobile maritime fonctionnant dans les bandes VHS utilisées sur les voies navigables intérieures – Partie 3: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielle du paragraphe 3.3 (e) de la directive R&TTE	EN 300 698-3 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2010)	Article 3, paragraphe 3
ETSI	EN 300 718-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Balises d'avalanche; systèmes Émetteur-Récepteur; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la direc- tive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 718-3 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Balises d'avalanche; systèmes Émetteur-Récepteur; Partie 3: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 3, point e), de la directive R&TTE	EN 300 718-3 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 3

1	2	3	4	5
ETSI	EN 300 720-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Systèmes et appareils de communications UHF embarqués; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 300 720-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.7.2009)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 300 761-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils de faible portée (AFP); Identification automatique des véhicules (AVI) du chemin de fer; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 025-2 V1.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils de radiotéléphone en VHF pour la téléphonie générale et appareils associés pour Appel numérique sélectif (DSC) de classe D; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 300 162-2 V1.2.1 EN 301 025-2 V1.3.1 Note 2.1	Date dépassée (31.5.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 025-3 V1.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils de radiotéléphone en VHF pour la téléphonie générale et appareils associés pour Appel numérique sélectif (DSC) de classe D; Partie 3: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 3, point (e), de la directive R&TTE	EN 301 025-3 V1.3.1 EN 300 162-3 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (31.5.2012)	Article 3, paragraphe 3
ETSI	EN 301 091-2 V1.3.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à courte portée; Télématique pour la circulation et le transport routiers (RTTT); Équipement radar à courte portée opérant dans la bande 76 Ghz à 77 Ghz — Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 091-2 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2008)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 166-2 V1.2.3 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Service mobile terrestre; Équipements radio pour communications analogiques et ou numériques (vocales et/ou données) fonctionnant sur canaux en bande étroite et ayant un connecteur d'antenne; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 166-2 V1.2.2 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 178-2 V1.2.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Équipements radiotéléphones portables VHF pour le service maritime mobile fonctionnant dans les bandes VHF (seulement pour les applications non GMDSS); Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 178-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.10.2008)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 357-2 V1.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Dispositifs audio sans fil fonctionnant dans la bande de fréquences 25 MHz à 2 000 MHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 357-2 V1.3.1 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2010)	Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 360 V1.2.1 Stations terriennes et systèmes à satellites (SES); Norme européenne (EN) harmonisée pour les terminaux interactifs de transmission par satellite (SIT) et pour les terminaux d'usagers de transmission par satellite (SUT) émettant vers des satellites géostationnaires dans les bandes de fréquences de 27,5 à 29,5 GHz, couvrant l'exigence essentielle de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 360 V1.1.3 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2007)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 406 V2.1.1 Système de télécommunications numériques améliorées sans cordon (DECT); Norme européenne (EN) harmonisée s'appliquant au système de télécommunications numériques améliorées sans cordon (DECT) et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la directive R&TTE	EN 301 406 V1.5.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 423 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme européenne (EN) harmonisée s'appliquant au système terrestre de téléphonie en vol (TFTS), et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	TBR 023 ED.1 Note 2.1	Date dépassée (30.9.2002)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 426 V1.2.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les stations terriennes mobiles terrestres(LMES) ainsi que les stations terriennes mobiles maritimes (MMES) non destinées à des communications de détresse et de sécurité et fonctionnant dans les bandes de fréquences de 1,5/1,6 GHz, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 426 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2002)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 427 V1.2.1 Systèmes et stations terriennes de satellites (SES); Norme européenne (EN) harmonisée pour Stations terriennes mobiles terrestres (LMES) pour données à faible débit, à l'exception des stations terriennes de satellites mobiles aéronautiques, fonctionnant dans les bandes de fréquences 11/12/14 GHz, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 427 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2003)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 428 V1.3.1 Systèmes et stations terriennes de satellites (SES); Norme européenne (EN) harmonisée pour microstations (VSAT) en émission seule, en émission-réception ou en réception seule fonctionnant dans les bandes de fréquences 11/12/14 GHz, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 428 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2007)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 430 V1.1.1 Systèmes et stations terriennes de satellites (SES); Norme européenne (EN) harmonisée pour stations terriennes portables (TES) pour reportage d'actualité par satellite (SNG) fonctionnant dans les bandes de fréquences 11-12/13-14 GHz, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	TBR 030 ED.1 Note 2.1	Date dépassée (31.1.2001)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 441 V1.1.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les stations terriennes mobiles, incluant les stations portatives pour réseaux de communications personnelles par satellite (S-PCN) dans les bandes de 1,6/2,4 GHz du service mobile par satellite, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	TBR 041 ED.1 Note 2.1	Date dépassée (31.1.2001)	Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 442 V1.2.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES) - Norme harmonisée pour les stations terrestres mobiles (MES), comprenant les stations terrestres portatives, les réseaux de communications personnelles par satellite (S-PCN) opérant dans les bandes de 2,0 GHz pour le service de communication mobile (MSS) couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 301 442 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.5.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 443 V1.3.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les microstations (VSAT) en émission seule, en émission/réception ou en réception seule fonctionnant dans les bandes de fréquences de 11/12/14 GHz, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 443 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2007)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 444 V1.1.1 Systèmes et stations terriennes de satellites (SES); Norme européenne (EN) harmonisée pour stations terriennes mobiles terrestres (LMES) fonctionnant dans les bandes de fréquence de 1,5 GHz et 1,6 GHz fournissant des communications vocales et/ou de données, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	TBR 044 ED.1 Note 2.1	Date dépassée (31.1.2001)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 444 V1.2.1 Systèmes et stations terriennes de satellites (SES); Norme européenne (EN) harmonisée pour stations terriennes mobiles terrestres (LMES) fonctionnant dans les bandes de fréquence de 1,5 GHz et 1,6 GHz fournissant des communications vocales et/ou de données, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 444 V1.1.1 Note 2.1	30.4.2015	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 444 V1.2.2 Systèmes et stations terriennes de satellites (SES); Norme européenne (EN) harmonisée pour stations terriennes mobiles terrestres (LMES) fonctionnant dans les bandes de fréquence de 1,5 GHz et 1,6 GHz fournissant des communications vocales et/ou de données, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 444 V1.2.1 Note 2.1	30.9.2016	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 447 V1.1.1 Systèmes aux stations terrestres par satellites (SES); Norme européenne (EN) harmonisée pour stations terriennes de satellites sur navire opérant dans la bande de fréquences (ESVs) de 4/6 GHz allouée au service satellite fixe couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 449 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les spectre de diffusion pour station de base opérant dans la bande cellulaire de 450 MHz (CDMA 450) et dans les bandes PAMR 410, 450 et 870 (CDMA-PAMR), couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 459 V1.4.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les terminaux interactifs de transmission par satellite pour services interactifs (SIT) et pour les terminaux d'utilisateurs de transmission par satellite (SUT) émettant vers des satellites géostationnaires dans les bandes de fréquences de 27,5 à 29,5 GHz et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 459 V1.3.1 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2009)	Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 489-1 V1.9.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) pour les équipements de communication radio et services; Partie 1: exigences techniques communes	EN 301 489-1 V1.8.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2013)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-10 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) aux équipements hertziens et services; Partie 10: Exigences spécifiques pour les appareils téléphoniques sans cordon de première et de deuxième génération (CT1, CT1+ et CT2)	EN 301 489-10 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-11 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 11: Conditions particulières pour les émetteurs du service de radiodiffusion sonore terrestre	EN 301 489-11 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2007)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-12 V2.2.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 12: Conditions particulières pour les microstations, les terminaux interactifs par satellite fonctionnant dans les bandes de fréquences entre 4 GHz et 30 GHz du service fixe par satellite (SFS)	EN 301 489-12 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2010)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-13 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 13: Conditions particulières pour les matériels de radio en bande de canaux banalisée et appareils auxiliaires (vocal et/ou non vocal)	EN 301 489-13 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-14 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 14: Conditions particulières pour les émetteurs analogiques et numériques du service de radiodiffusion de télévision terrestre	EN 301 489-14 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.7.2006)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-15 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 15: Conditions particulières pour les équipements de radio amateurs disponibles dans le commerce	EN 301 489-15 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-16 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 16: Conditions particulières pour les équipements de communications de radio cellulaire analogiques, mobiles et portables	EN 301 489-16 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-17 V2.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements de radiocommunication; Partie 17: Exigences particulières applicables aux systèmes de transmission de données à large bande	EN 301 489-17 V1.3.2 Note 2.1	Date dépassée (1.10.2011)	Article 3, paragraphe 1, point b)

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 489-17 V2.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements de radiocommunication; Partie 17: Exigences particulières applicables aux systèmes de transmission de données à large bande	EN 301 489-17 V2.1.1 Note 2.1	31.5.2014	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-18 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 18: Exigences spécifiques pour les équipements du Réseau radio transeuropéen (TETRA)	EN 301 489-18 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-19 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 19: Conditions particulières pour les stations terriennes mobiles fonctionnant seulement en réception (ROMES) dans la bande de fréquences de 1,5 GHz pour la réception de données	EN 301 489-19 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-2 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 2: Conditions particulières pour les équipements de radiomessagerie	EN 301 489-2 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-20 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 20: Conditions particulières pour les stations terriennes mobiles (MES) du service mobile par satellite (SFS)	EN 301 489-20 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-22 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 22: Conditions particulières pour équipement radio mobile et fixe aéronautique VHF basé au sol	EN 301 489-22 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (28.2.2007)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-23 V1.5.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services - Partie 23: conditions spécifiques concernant l'IMT-2000 CDMA, l'étalement par séquence Directe (UTRA et E-UTRA), la Station de Base (BS) radio, le répéteur et les dispositifs annexés (V1.5.1)	EN 301 489-23 V1.4.1 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2013)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-24 V1.5.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 24: Conditions spécifiques pour IMT-2000 CDMA en distribution directe (UTRA et E-UTRA) pour les équipements radio auxiliaires et de mobile et portable (UE)	EN 301 489-24 V1.4.1 Note 2.1	Date dépassée (31.7.2012)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-25 V2.3.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 25: Conditions spécifiques pour stations mobiles et équipements auxiliaires utilisant le CDMA 1x à étalement de spectre	EN 301 489-25 V2.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2007)	Article 3, paragraphe 1, point b)



1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 489-26 V2.3.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 26: Conditions spécifiques pour stations de base et équipements auxiliaires utilisant le CDMA 1x à étalement de spectre	EN 301 489-26 V2.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2007)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-27 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 27: Conditions spécifiques pour implants médicaux actifs de puissance ultra basse (ULP-AMI) et leurs périphériques (ULP-AMI-P)			Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-28 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 28: Conditions spécifiques pour les liaisons vidéo numériques sans fil			Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-29 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 29: Exigences spécifiques relatives aux dispositifs des services de données médicales (MEDS) fonctionnant dans les bandes de 401 MHz à 402 MHz et de 405 MHz à 406 MHz			Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-3 V1.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 3: Exigences particulières pour les appareils à faible portée (SRD) fonctionnant sur des fréquences entre 9 kHz et 40 GHz	EN 301 489-3 V1.3.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-3 V1.6.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) pour les équipements et services hertziens - Partie 3: conditions spécifiques pour les dispositifs à courte portée (SRD) fonctionnant sur des fréquences comprises entre 9 kHz et 246 GHz (V1.5.1)	EN 301 489-3 V1.4.1 Note 2.1	31.5.2015	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 489-31 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 31: Conditions spécifiques pour équipements dans la bande de 9 kHz à 315 kHz pour implants médicaux actifs de puissance ultra basse (ULP-AMI) et leurs périphériques associés (ULP-AMI-P)			Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-32 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 32: Conditions spécifiques pour applications terrestres et radars d'introspection et sondage de murs			Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-33 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 33: Conditions spécifiques applicables aux dispositifs de communications à ultra large bande (ULB)			Article 3, paragraphe 1, point b)

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 489-34 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) –Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 34: Conditions spécifiques concernant la source d'alimentation externe (EPS) pour téléphones mobiles			Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-34 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) –Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 34: Conditions spécifiques concernant la source d'alimentation externe (EPS) pour téléphones mobiles	EN 301 489-34 V1.1.1 Note 2.1	28.2.2014	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-34 V1.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) –Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 34: Conditions spécifiques concernant la source d'alimentation externe (EPS) pour téléphones mobiles	EN 301 489-34 V1.3.1 Note 2.1	28.2.2015	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-4 V1.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique concernant les équipements hertziens et les services; Partie 4: Conditions spécifiques pour les liaisons radio fixes, les stations de base des systèmes à large bande de transmission de données, les services et équipements auxiliaires	EN 301 489-4 V1.3.1 Note 2.1	Date dépassée (31.1.2011)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-4 V2.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) pour les équipements et services hertziens - Partie 4: conditions spécifiques pour les liaisons radio fixes et équipements auxiliaires	EN 301 489-4 V1.4.1 Note 2.1	31.8.2014	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 489-5 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 5: Conditions particulières applicables aux appareils radioélectriques mobiles terrestres privés (PMR) et aux appareils auxiliaires (vocaux et/ou non vocaux)	EN 301 489-5 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-50 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et aspects du spectre radio (ERM) - Norme de compatibilité électromagnétique pour les équipements et les services radio – Partie 50: Conditions spécifiques pour station de base de réseau cellulaire, répéteur et équipement auxiliaire (V.1.1.1)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 489-6 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 6: Conditions particulières applicables aux équipements du système de télécommunications numériques améliorés sans cordon (DECT)	EN 301 489-6 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (31.5.2010)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-7 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 7: Conditions spécifiques applicables à la radio mobile et portable et aux équipements auxiliaires dans les systèmes de télécommunications cellulaires numériques (GSM et DCS)	EN 301 489-7 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (31.1.2009)	Article 3, paragraphe 1, point b)

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 489-8 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 8: Exigences spécifiques applicables aux stations de base GSM	EN 301 489-8 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2005)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 489-9 V1.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens et services; Partie 9: Conditions spécifiques applicables aux microphones sans fil et aux appareils de liaison audio à fréquence radio (RF) similaire, à la gestion des appareils audio sans fils et des écouteurs	EN 301 489-9 V1.3.1 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2009)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 502 V10.2.1 Système mondial de communications mobiles (GSM); Norme harmonisée (EN) pour équipements de station de base couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 502 V9.2.1 Note 2.1	31.8.2014	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 502 V9.2.1 Système mondial de communications mobiles (GSM); Norme harmonisée (EN) pour équipements de station de base couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 502 V8.1.2 Note 2.1	Date dépassée (31.7.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 511 V9.0.2 Système mondial de communications mobiles (GSM); Norme harmonisée concernant les stations mobiles dans les bandes GSM 900 et DCS 1800, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE (1999/5/CE)	EN 301 511 V7.0.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2004)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 526 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme européenne (EN) harmonisée relative au spectre de diffusion pour stations mobiles opérant dans la bande cellulaire de 450 MHz (CDMA 450) et dans les bandes PAMR 410, 450 et 870 (CDMA-PAMR), couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 559-2 V1.1.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM)- Dispositifs à courte portée (SRD) - Implants médicaux actifs de faible puissance (LP-AMI) fonctionnant dans la plage de fréquences de 2 483,5 MHz à 2 500 MHz - Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 681 V1.4.1 Systèmes et stations terriennes de communications par satellite (SES) - EN harmonisée pour les stations terriennes mobiles (MES) de systèmes mobiles par satellite géostationnaire incluant les stations terriennes portables pour réseaux de communications personnelles par satellite (S-PCN) fonctionnant dans les bandes 1,5/1,6 GHz, dans le service mobile par satellite (SMS) couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la Directive R&TTE (V1.4.0)	EN 301 681 V1.3.2 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 721 V1.2.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES); Norme européenne (EN) harmonisée pour stations terriennes mobiles fournissant des communications de données bas débit (LBRDC) sur satellites en orbites basses (LEO) et fonctionnant dans des bandes de fréquence inférieures à 1 GHz, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 721 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2002)	Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 783-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM)- Service mobile terrestre - Equipements radio pour amateur en vente libre - Partie 2: EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe.2, de la Directive R&TTE	EN 301 783-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.9.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 796 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les appareils de téléphone sans cordon de 1ère génération CT1 et CT1, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 797 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les appareils de téléphone sans cordon de 2ème génération CT2, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 839-2 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à faible portée pour les implants et accessoires médicaux de puissance active ultra basse (ULP-AMI) et périphériques (ULP-AMI-P), fonctionnant dans la bande de fréquences de 402 MHz 405 MHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 839-2 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 840-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Microphones numériques sans fil fonctionnant dans la bande de fréquences de 1 785 MHz à 1 800 MHz harmonisée par le CEPT; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée à l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 841-3 V1.1.1 Liaison numérique air-sol en VHF (VDL) mode 2 - Caractéristiques techniques et méthodes de mesure pour les équipements au sol – Partie 3: Normes européenne (EN) harmonisées couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE (V1.1.1)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 843-1 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens maritime et services; Partie 1: Exigences techniques communes	EN 301 843-1 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2006)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 843-1 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens maritime et services; Partie 1: Exigences techniques communes	EN 301 843-1 V1.2.1 Note 2.1	31.5.2014	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 843-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens maritimes et services; Partie 2: Conditions spécifiques applicables aux radiotéléphones émetteurs et récepteurs VHF	EN 301 843-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2006)	Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 843-4 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens maritimes et services; Partie 4: -Conditions particulières pour les récepteurs NAVTEX en bande étroite à impression directe fonctionnant dans le service maritime mobile	EN 301 843-4 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2006)	Article 3, paragraphe 1, point b)

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 843-5 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens maritimes et services; Partie 5: Conditions spécifiques applicables aux transmetteurs-récepteurs radio téléphone			Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 843-6 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme de compatibilité électromagnétique (CEM) concernant les équipements hertziens maritimes et services; Partie 6: Conditions spécifiques applicables aux stations terriennes à bord des navires transmettant au dessus de 3 GHz			Article 3, paragraphe 1, point b)
ETSI	EN 301 893 V1.6.1 Réseaux d'accès radio à large bande (BRAN); Réseaux locaux radio haute fréquence de 5 GHz; Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 893 V1.5.1 Note 2.1	Date dépassée (31.12.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 893 V1.7.1 Réseaux d'accès radio à large bande (BRAN); Réseaux locaux radio haute fréquence de 5 GHz; Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 893 V1.6.1 Note 2.1	31.12.2014	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-1 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 1: introduction et exigences communes	EN 301 908-1 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (31.1.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-1 V6.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 1: Introduction et exigences communes (V6.2.0)	EN 301 908-1 V5.2.1 Note 2.1	31.1.2015	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-10 V4.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Stations de base (BS), Répéteurs et équipement utilisateur (UE) pour les réseaux cellulaires de troisième génération IMT-2000; Partie 10: Norme européenne (EN) harmonisée concernant les IMT-2000, FDMA/TDMA (DECT) et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 908-10 V2.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-11 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 11: Répéteurs CDMA à étalement direct (UTRA FDD)	EN 301 908-11 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-12 V4.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Stations de base et équipement usager pour les réseaux cellulaires de troisième génération IMT-2000. Partie 12: Norme harmonisée pour IMT-2000- CDMA à porteuse multiple (CDMA 2000) (Répéteurs) couvrant les exigences essentielles sous couvert de l'article 3.2 de la Directive R&TTE	EN 301 908-12 V3.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-13 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 13: équipement d'utilisateur (UE) pour accès radio terrestre universel évolué (E-UTRA)	EN 301 908-13 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (31.1.2013)	Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 908-14 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 14: stations de base (BS) pour accès radio terrestre universel évolué (E-UTRA)	EN 301 908-14 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (31.1.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-15 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 15: Accès radio terrestre universel évolué (E-UTRA FDD) (Répéteurs)	EN 301 908-15 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-16 V4.2.1 Comptabilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Stations de base et équipement usager pour les réseaux cellulaires de troisième génération IMT-2000. Partie 16: norme harmonisée pour IMT-2000- CDMA développé à porteuse multiple pour mobile à transmission à large bande (UMB) (UE) couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-17 V4.2.1 Comptabilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Stations de base et équipement usager pour les réseaux cellulaires de troisième génération IMT-2000. Partie 17: Norme harmonisée pour IMT-2000- CDMA développé à porteuse multiple pour mobile à transmission à large bande (UMB) (BS) couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-18 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 18: Stations de base (BS) radioélectriques multinormes (MSR) E-UTRA, UTRA et GSM/EDGE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-18 V6.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 18: Stations de base (BS) radioélectriques multinormes (MSR) E-UTRA, UTRA et GSM/EDGE	EN 301 908-18 V5.2.1 Note 2.1	31.8.2014	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-19 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 19: OFDMA TDD WMAN (WiMAX mobile) - Equipement utilisateur (UE) des systèmes TDD			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-19 V6.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 19: équipement d'utilisateur (UE) TDD OFDMA TDD WMAN (WiMAX mobile) (V6.1.1)	EN 301 908-19 V5.2.1 Note 2.1	31.3.2015	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-2 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 2: Equipement d'utilisateur (UE) CDMA à étalement direct (UTRA FDD)	EN 301 908-2 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-2 V5.4.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la directive R&TTE - Partie 2: équipement d'utilisateur (UE) CDMA à étalement direct (UTRA FDD)	EN 301 908-2 V5.2.1 Note 2.1	30.9.2014	Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 908-20 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 20: OFDMA TDD WMAN (WiMAX mobile) - Stations de base (BS) des systèmes TDD			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-20 V6.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 20: stations de base (BS) FDD OFDMA TDD WMAN (WiMAX mobile) (V6.1.1)	EN 301 908-20 V5.2.1 Note 2.1	30.9.2014	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-21 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 21: OFDMA TDD WMAN (WiMAX mobile) - Equipement utilisateur (UE) des systèmes FDD			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-22 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 22: OFDMA TDD WMAN (WiMAX mobile) - Stations de base (BS) des systèmes FDD (V5.1.1)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-3 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 3: stations de base (BS) CDMA à étalement direct (UTRA FDD)	EN 301 908-3 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-4 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 4: CDMA à porteuse multiple (cdma 2000) - Equipement utilisateur (UE)	EN 301 908-4 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-4 V6.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 4: Equipement d'utilisateur (UE) CDMA à porteuse multiple (cmda2000) (V6.1.1)	EN 301 908-4 V5.2.1 Note 2.1	31.3.2015	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-5 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 5: CDMA à porteuse multiple (cdma 2000) - Stations de base (BS)	EN 301 908-5 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-6 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 6: Equipement d'utilisateur (UE) CDMA TDD (UTRA TDD)	EN 301 908-6 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-7 V5.2.1 Réseaux cellulaires IMT - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE - Partie 7: Stations de base (BS) CDMA TDD (UTRA TDD)	EN 301 908-7 V4.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 908-8 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Stations de base (BS) et équipement utilisateur (UE) pour les réseaux cellulaires de troisième génération IMT-2000; Partie 8: Norme européenne (EN) harmonisée concernant les IMT-2000, TDMA à porteuse unique (UWC 136) (UE) et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 301 908-9 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Stations de base (BS) et équipement utilisateur (UE) pour les réseaux cellulaires de troisième génération IMT-2000; Partie 9: Norme européenne (EN) harmonisée concernant les IMT-2000, TDMA à porteuse unique (UWC 136) (BS) et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 929-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Émetteurs et récepteurs VHF de stations côtières pour GMDSS et autres applications dans le service maritime mobile; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 301 929-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2008)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 301 997-2 V1.1.1 Transmission et multiplexage (TM); Équipement multipoint; Équipement radio pour utilisation dans les systèmes multimédia sans fil (MWS) dans la bande de fréquences de 40,5 GHz à 43,5 GHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 017-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Équipements de transmission pour le service de diffusion radio en modulation d'amplitude (AM); Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 018-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Équipements de transmission pour le service de radiodiffusion sonore en modulation d'amplitude (AM); Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 302 018-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2007)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 054-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Auxiliaires de la météorologie (Met Aids); Les radiosondes fonctionnant dans la gamme de fréquences de 400,15 MHz à 406 MHz avec des niveaux de puissance ne dépassant pas 200 mW; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 064-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Liaisons vidéo sans fil (WVL) fonctionnant dans la bande de fréquences de 1,3 GHz à 50 GHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 065 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - appareils à courte portée (SRD) utilisant la technologie à bande ultra large (UWB) dans le cadre des communications - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 302 065 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.6.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 066-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Applications terrestres et radars d'inspection et sondage de murs; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 302 066-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2009)	Article 3, paragraphe 2



1	2	3	4	5
ETSI	EN 302 077-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Équipements de transmission pour les services de radiodiffusion audionumérique terrestre (T-DAB); Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 186 V1.1.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les stations terriennes d'aéronef (AES) fonctionnant dans les bandes de fréquences de 11/12/14 GHz et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 194-2 V1.1.2 Compatibilité électromagnétique et spectre électromagnétique (ERM); Radar de navigation utilisé sur les voies d'eau intérieures; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 195-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Équipements radio dans la bande de fréquences de 9 kHz à 315 kHz pour les implants médicaux actifs d'ultra faible puissance et accessoires; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 208-2 V1.4.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Dispositifs d'identification par radiofréquences fonctionnant dans la bande de fréquences de 865 MHz à 868 MHz avec des niveaux de puissance allant jusqu'à 2 W - Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE (V1.4.1)	EN 302 208-2 V1.3.1 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2013)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 217-2-2 V1.3.1 Systèmes radioélectriques fixes; Caractéristiques et exigences relatives aux équipements et antennes point à point; Partie 2-2: Systèmes numériques fonctionnant dans des bandes de fréquences où s'applique la coordination des fréquences; norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'Article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 302 217-2-2 V1.2.3 Note 2.1	Date dépassée (31.1.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 217-2-2 V1.4.1 Systèmes radioélectriques fixes - Caractéristiques et exigences relatives aux équipements et antennes point à point - Partie 2-2: norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE pour les systèmes numériques opérant dans des bandes de fréquences où une coordination des fréquences est appliquée	EN 302 217-2-2 V1.3.1 Note 2.1	Date dépassée (30.9.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 217-2-2 V2.1.1 Systèmes radioélectriques fixes - Caractéristiques et exigences relatives aux équipements et antennes point à point - Partie 2-2: norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE pour les systèmes numériques opérant dans des bandes de fréquences où une coordination des fréquences est appliquée	EN 302 217-2-2 V1.4.1 Note 2.1	31.3.2015	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 217-3 V1.3.1 Systèmes radioélectriques fixes - Caractéristiques et exigences relatives aux équipements et antennes point à point - Partie 3: EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'Article 3.2 de la Directive R&TTE relative aux équipements fonctionnant dans des bandes de fréquence où s'appliquent soit les procédures simplifiées de coordination des fréquences, soit aucune coordination des fréquences	EN 302 217-3 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.4.2011)	Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 302 217-3 V2.1.1 Systèmes radioélectriques fixes - Caractéristiques et exigences relatives aux équipements et antennes point à point - Partie 3: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE relative aux équipements fonctionnant dans des bandes de fréquence où s'appliquent soit les procédures simplifiées de coordination des fréquences, soit aucune coordination des fréquences (V2.1.0)	EN 302 217-3 V1.3.1 Note 2.1	31.3.2015	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 217-4-2 V1.5.1 Systèmes radioélectriques fixes - Caractéristiques et exigences relatives aux équipements et antennes point à point - Partie 4-2: Antennes - EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 302 217-4-2 V1.4.1 Note 2.1	Date dépassée (31.10.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 245-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Équipements de transmission pour la diffusion du service de Digital Radio Mondiale (DRM); Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 248 V1.1.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); radar de navigation pour utilisation sur les navires non SOLAS; Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 264-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Dispositifs à courte portée;- Télématique pour la circulation et le transport routiers (RTTT); Equipements radars à courte portée fonctionnant dans la bande comprise entre 77 GHz et 81 GHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 288-2 V1.3.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à courte portée; Télématique pour la circulation et le transport routiers (RTTT); Équipement radar à courte portée opérant dans la bande 24 Ghz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 302 288-2 V1.2.2 Note 2.1	Date dépassée (31.10.2010)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 288-2 V1.6.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à courte portée; Télématique pour la circulation et le transport routiers (RTTT); Équipement radar à courte portée opérant dans la bande 24 Ghz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 302 288-2 V1.3.2 Note 2.1	31.12.2013	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 291-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à courte portée (SRD); Équipements de courtes portées à communications numériques inductives opérant à 13,56 MHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 296-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Équipements de transmission pour la diffusion du service de télévision numérique terrestre (DVB-T) - partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la directive R&TTE (V1.2.1)	EN 302 296 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (28.2.2013)	Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 302 297 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Équipements de transmission pour le service de radiodiffusion télévisuelle numérique terrestre (DVB-T); Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 326-2 V1.2.2 Systèmes radioélectriques fixes; Équipements multipoint et antennes; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE pour les équipements radio numérique multipoint	EN 302 326-2 V1.1.2 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2009)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 326-3 V1.3.1 Systèmes radioélectriques fixes; Équipements multipoint et antennes; Partie 3: norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE pour les antennes radio multipoint	EN 302 326-3 V1.2.2 Note 2.1	Date dépassée (31.10.2009)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 340 V1.1.1 Systèmes aux stations terrestres par satellites (SES); Norme européenne (EN) harmonisée pour stations terrestres de satellites sur navire opérant dans la bande de fréquences (ESVs) de 11/12/14 GHz allouée au service satellite fixe couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 372-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à faible portée (SRD); Equipements pour la détection et le mouvement; Radar de sondage de niveau dans un réservoir (TPLR) opérant dans les bandes de fréquences 5,8 GHz, 10 GHz, 25 GHz, 61 GHz et 77 GHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R & TTE (V1.2.1)	EN 302 372-2 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.11.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 426 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme harmonisée pour répéteurs de spectre opérant dans la bande de 450 MHz (CDMA 450) et les bandes PAMR 410, 450 et 870 MHz (CDMA-PAMR) couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 435-2 V1.3.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) – Dispositifs à courte portée (SRD) – Caractéristiques techniques pour les SRD utilisant la technologie à bande ultralarge (UWB) – Applications dans les équipements de classification et d'analyse des matériaux de construction fonctionnant dans la bande de fréquences de 2,2 GHz à 8,5 GHz – Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 302 435-2 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (30.9.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 448 V1.1.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les stations terrestres à bord des trains (ESTs), fonctionnant dans les bandes de fréquences de 14/12 GHz, et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 454-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Auxiliaires météorologiques; Radiosondes employées dans la bande de fréquences de 1 668,4 MHz à 1 690 MHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 302 480 V1.1.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les systèmes GSM embarqués à bord des avions et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 498-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à courte portée (SRD); Caractéristiques techniques des matériels de SRD utilisant la technologie à bande ultra-large (UWB); Applications de caractérisation et de discrimination d'objets pour les dispositifs d'outillage électrique opérant dans la bande de fréquence de 2,2 GHz à 8,5 GHz; Partie 2: EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la directive R&TTE (V1.1.1)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 500-2 V2.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à faible portée (SRD) utilisant la technologie à bande ultra large (UWB); Equipements de géolocalisation opérant dans la bande de fréquences de 6 GHz à 9 GHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la directive R&TTE	EN 302 500-2 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (31.7.2012)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 502 V1.2.1 Réseaux à large bande pour accès radio (BRAN); Systèmes fixes à large bande de transmission de données de 5,8 GHz; Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE	EN 302 502 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.3.2010)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 510-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Équipements radio dans la bande de fréquences de 30 MHz à 37,5 MHz pour membranes d'implants médicaux actifs de puissance ultra basse et accessoires; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 536-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique; Appareils à faible portée; Équipements hertziens dans les bandes de fréquences de 315 kHz à 600 kHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 537-2 V1.1.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à faible portée (SRD); Systèmes à faible puissance pour données médicales fonctionnant dans les bandes de fréquences de 401 MHz à 402 MHz et de 405 MHz à 406 MHz; Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 544-1 V1.1.2 Systèmes de transmission des données à large bande fonctionnant dans la bande de fréquences comprise entre 2 500 MHz et 2 690 MHz; Partie 1: Stations de base TDD; norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 302 544-1 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.9.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 544-2 V1.1.1 Systèmes de transmission de données à large bande fonctionnant dans la bande de fréquences de 2 500 MHz à 2 690 MHz; Partie 2: Stations d'équipement utilisateur TDD; Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 302 561 V1.2.1 Comptabilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Service mobile terrestre - Equipements radio utilisant une enveloppe de modulation constante ou non opérant dans un canal d'une largeur de bande de 25 KHz 50 kHz, 100 kHz ou 150 kHz - EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la Directive R&TTE	EN 302 561 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (31.8.2011)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 567 V1.1.1 Réseaux d'accès radio à large bande (BRAN); Systèmes WAS/RLAN multiple-gigabit dans la bande de 60 GHz; norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 567 V1.2.1 Réseaux d'accès radio à large bande (BRAN); Systèmes WAS/RLAN multiple-gigabit dans la bande de 60 GHz; norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE	EN 302 567 V1.1.1 Note 2.1	31.10.2013	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 571 V1.1.1 Systèmes intelligents de transport (ITS); Équipement de radiocommunication fonctionnant dans la bande de fréquences de 5 855 MHz à 5 925 MHz; Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 574-1 V1.1.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES) - Norme harmonisée pour stations terriennes de communication par satellite pour MSS opérant dans les bandes de fréquences de 1 980 MHz à 2 010 MHz (terre-espace) et de 2 170 MHz à 2 200 MHz (espace-terre) - Partie 1: composant terrestre complémentaire (CGC) pour des systèmes à large bande: norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 574-2 V1.1.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES) - Norme harmonisée pour stations terriennes de communication par satellite pour MSS opérant dans les bandes de fréquences de 1 980 MHz à 2 010 MHz (terre-espace) et de 2 170 MHz à 2 200 MHz (espace-terre) - Partie 2: équipement d'utilisateur (EU) pour systèmes à large bande: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 574-3 V1.1.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES) - Norme harmonisée pour stations terriennes de communication par satellite pour MSS opérant dans les bandes de fréquences de 1 980 MHz à 2 010 MHz (terre-espace) et de 2 170 MHz à 2 200 MHz (espace-terre) - Partie 3: équipement d'utilisateur (EU) pour systèmes à bande étroite: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 608 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à faible portée; Équipements hertziens destinés aux systèmes ferroviaires Eurobalise; Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 609 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM); Appareils à faible portée; Équipements hertziens destinés aux systèmes ferroviaires Euroloop; Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 302 617-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Transmetteurs radio, récepteurs et modules transmetteurs UHF au sol pour le service mobile aéronautique utilisant la modulation d'amplitude - Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 623 V1.1.1 Systèmes d'accès sans fil à large bande (BWA) dans la bande de 3 400 MHz à 3 800 MHz; Stations terminales mobiles; Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 625 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM). Applications à large bande de 5 GHz pour les secours en cas de catastrophe (BBDR) - EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 645 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Appareils à courte portée. Systèmes de navigation satellite global (GNSS) Répéteurs - EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 686 V1.1.1 Systèmes de transport intelligents (STI) - Equipements de radiocommunications fonctionnant dans la bande de fréquences de 63 GHz à 64 GHz. Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 729-2 V1.1.2 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Appareils à courte portée (SRD) - Equipement radar de sondage de niveau (LPR) fonctionnant dans des gammes de fréquences comprises entre 6 GHz et 8,5 GHz, 24,05 GHz et 26,5 GHz, 57 GHz et 64 GHz, 75 GHz et 85 GHz - Partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE (V1.1.1)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 752 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Renforceurs d'échos radar actifs - Norme européenne harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 774 V1.1.1 Systèmes d'accès sans fil à large bande (BWA) dans la bande de fréquence de 3 400 MHz to 3 800 MHz - Stations de base - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE (V1.0.0)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 774 V1.2.1 Systèmes d'accès sans fil à large bande (BWA) dans la bande de fréquence de 3 400 MHz to 3 800 MHz - Stations de base - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE	EN 302 774 V1.1.1 Note 2.1	31.12.2013	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 858-2 V1.2.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Télématique pour le transport et le trafic routier (RTTT) - Équipements radars de courte portée fonctionnant dans la bande comprise entre 24,05 GHz et 24,25 GHz - Partie 2: norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 302 885-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Équipement de radio-téléphone portable à très haute fréquence (VHF) pour le service mobile maritime opérant dans les bandes portatives VHF de classe D DSC intégrées - Partie 2: EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE (V1.1.1)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 885-3 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM)- équipement de radio-téléphone portable à très haute fréquence (VHF) pour le service mobile maritime opérant dans les bandes portatives VHF de classe D DSC intégrées - Partie 3: EN harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 3(e), de la Directive R&TTE (V1.1.1)			Article 3, paragraphe 3
ETSI	EN 302 961-2 V1.2.1 Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Maritime Personal Homing Beacon intended for use on the frequency 121,5 MHz for search and Part 2: Harmonized EN covering the essential requirements of article 3.2 of the R&TTE Dire			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 977 V1.1.2 Systèmes et stations terriennes de communications par satellite (SES) -. EN harmonisée relative aux stations terriennes montées sur véhicules (VMES) fonctionnant dans les bandes de fréquence de 14/12 GHz couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 998-1 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Équipements de transmission pour la TV terrestre mobile pour fournir des services multimedia de diffusion groupée - partie 1: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la directive R&TTE, Exigences communes (V1.1.1)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 302 998-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Équipements de transmission pour la TV terrestre mobile pour fournir des services multimedia de diffusion groupée - partie 2: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la directive R&TTE, Montages d'essai pour les émetteurs utilisant la technologie OFDM (V1.1.1)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 303 035-1 V1.2.1 Radio terrestre bidirectionnelle (TETRA); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les équipements TETRA et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE; Partie 1: Voix plus Données (V+D)	EN 303 035-1 V1.1.1 Note 2.1	Date dépassée (30.9.2003)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 303 035-2 V1.2.2 Radio terrestre bidirectionnelle (TETRA); Norme européenne (EN) harmonisée concernant les équipements TETRA et couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la directive R&TTE; Partie 2: Mode Direct (DMO)	EN 303 035-2 V1.2.1 Note 2.1	Date dépassée (31.10.2004)	Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 303 084 V1.1.1 Système de renforcement au sol (GBAS) - Radiodiffusion de données sol-air en fréquence VHF (VDB) - Caractéristiques techniques et méthodes de mesurage pour des équipements au sol - Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3.2 de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2

1	2	3	4	5
ETSI	EN 303 213-6-1 V1.1.1 Système avancé de guidage et de commande des mouvements en surface (A-SMGCS)- Partie 6: Norme européenne (EN) harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE pour des détecteurs de radar de mouvement déployés. Sous-partie 1: Détecteurs utilisant signaux pulsés et transmettant une puissance supérieure à 100 kW			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 303 978 V1.1.2 Systèmes et stations terriennes de communications par satellite (SES) - Norme européenne (EN) harmonisée pour stations terriennes sur plateformes mobiles (ESOMP) émettant vers des satellites en orbite géostationnaire dans des bandes de fréquence de 27,5 GHz à 30,0 GHz, couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2 de la Directive R&TTE			Article 3, paragraphe 2
ETSI	EN 305 550-2 V1.1.1 Compatibilité électromagnétique et spectre radioélectrique (ERM) - Appareils à courte portée (SRD) - Equipements hertziens à utiliser dans la bande de fréquences de 40 GHz à 246 GHz - Partie 2: Norme harmonisée couvrant les exigences essentielles de l'article 3, paragraphe 2, de la Directive R&TTE (V1.1.1)			Article 3, paragraphe 2
ETSI	ETS 300 487/A1 ED.1 Systèmes et stations terrestres de communication par satellite (SES); Stations terriennes mobiles réceptrices (ROMES) fonctionnant dans la bande de 1,5 GHz et assurant la transmission de données; Spécifications de radiofréquence (RF)			Article 3, paragraphe 2

(<sup>1</sup>) OEN: Organisations européennes de normalisation:

— CEN: Avenue Marnix 17, 1000 Bruxelles/Brussel, BELGIQUE/BELGIË, Tel. +32 25500811; fax +32 25500819 (<http://www.cen.eu>)

— Cenelec: Avenue Marnix 17, 1000 Bruxelles/Brussel, BELGIQUE/BELGIË, Tel. +32 25196871; fax +32 25196919 (<http://www.cenelec.eu>)

— ETSI: 650 route des Lucioles, 06921 Sophia Antipolis, FRANCE, Tel. +33 492944200; fax +33 493654716 (<http://www.etsi.eu>)

Note 1: D'une façon générale, la date de cessation de la présomption de conformité sera la date du retrait ("dow") fixée par l'organisation européenne de normalisation. L'attention des utilisateurs de ces normes est cependant attirée sur le fait qu'il peut en être autrement dans certains cas exceptionnels.

Note 2.1: La nouvelle norme (ou la norme modifiée) a le même champ d'application que la norme remplacée. À la date précisée, la norme remplacée cesse de donner la présomption de conformité aux exigences essentielles ou aux autres exigences de la législation pertinente de l'Union.

Note 2.2: La nouvelle norme a un champ d'application plus large que les normes remplacées. À la date précisée, les normes remplacées cessent de donner la présomption de conformité aux exigences essentielles ou aux autres exigences de la législation pertinente de l'Union.

Note 2.3: La nouvelle norme a un champ d'application plus étroit que la norme remplacée. À la date précisée, la norme (partiellement) remplacée cesse de donner la présomption de conformité aux exigences essentielles ou aux autres exigences de la législation pertinente de l'Union pour les produits ou services qui relèvent du champ d'application de la nouvelle norme. La présomption de conformité aux exigences essentielles ou aux autres exigences de la législation pertinente de l'Union pour les produits ou services qui relèvent toujours du champ d'application de la norme (partiellement) remplacée, mais qui ne relèvent pas du champ d'application de la nouvelle norme, reste inchangée.

Note 3: Dans le cas d'amendements, la norme de référence est EN CCCCC:YYYY, ses amendements précédents le cas échéant et le nouvel amendement cité. La norme remplacée est constituée dès lors de la norme EN CCCCC:YYYY et de ses amendements précédents, le cas échéant, mais sans le nouvel amendement cité. À la date précisée, la norme remplacée cesse de donner la présomption de conformité aux exigences essentielles ou aux autres exigences de la législation pertinente de l'Union.



## NOTE:

- Les normes publiées au titre des directives 2006/95/CE, 2004/108/CE, 90/385/CEE et 93/42/CEE peuvent, en complément, être utilisées pour prouver la conformité avec l'article 3, paragraphe 1, points a) et b), de la directive 1999/5/CE.
  - Les produits sont réputés conformes à la directive s'ils remplissent les conditions d'utilisation prévues.
  - Toute information relative à la disponibilité des normes peut être obtenue soit auprès des organisations européennes de normalisation, soit auprès des organismes nationaux de normalisation, dont la liste est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*, conformément à l'article 27 du règlement (UE) n° 1025/2012.
  - Les normes sont adoptées en anglais par les organisations européennes de normalisation (le CEN et le Cenelec publient également en français et en allemand). Les titres de ces normes sont ensuite traduits dans toutes les autres langues officielles requises de l'Union européenne par les organismes nationaux de normalisation. La Commission européenne décline toute responsabilité quant au caractère correct des titres qui lui sont soumis pour publication au Journal officiel.
  - Les références des rectificatifs «.../AC:YYYY» sont publiées pour information uniquement. Les rectificatifs éliminent les erreurs d'impression et les erreurs linguistiques ou similaires du texte d'une norme et peuvent concerner une ou plusieurs versions linguistiques (anglais, français et/ou allemand) d'une norme adoptée par une organisation européenne de normalisation.
  - La publication des références dans le *Journal officiel de l'Union européenne* n'implique pas que les normes soient disponibles dans toutes les langues officielles de l'Union européenne.
  - La présente liste remplace les listes précédentes publiées au *Journal officiel de l'Union européenne*. La Commission européenne assure la mise à jour de cette liste.
  - Pour de plus amples informations sur les normes harmonisées et les autres normes européennes, voir:  
[http://ec.europa.eu/enterprise/policies/european-standards/harmonised-standards/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/policies/european-standards/harmonised-standards/index_en.htm)
-

## INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

**Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001**

(2013/C 297/02)

**Aide n°:** SA.35540 (12/XA)

**État membre:** Italie

**Région:** PIEMONTE

**Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:** D.g.r.: «Programma degli interventi previsti dall'art. 4 a decorrere dall'anno 2012 a favore delle società cooperative a mutualità prevalente e dei loro consorzi operanti nel settore della produzione primaria di prodotti agricoli o che realizzano gli investimenti finalizzati alla produzione primaria di prodotti agricoli di cui all'All. I del Trattato rientranti tra le PMI.»

**Base juridique:**

— Legge regionale 23/2004 e s.m.i. art. 6.

— DGR n. 18 — 4597 del 24 settembre 2012.

**Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire:** Montant annuel total du budget prévu au titre du régime: EUR 1,6 (millions)

**Intensité maximale des aides:** 40,0000 %

**Date de la mise en oeuvre:** 19.9.2013-31.3.2014

**Objectif de l'aide:** Investissements dans les exploitations agricoles (article 4 du règl. (CE) n° 1857/2006)

**Secteur(s) concerné(s):** AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE

**Nom et adresse de l'autorité responsable:**

Regione Piemonte Direzione Lavoro  
Via Magenta, 12 10128 Torino

**Adresse du site web:**

<http://www.regione.piemonte.it/lavoro/imprendi/cooperà/index.htm>

**Autres informations:** —

**Aide n°:** SA.37093 (13/XA)

**État membre:** Pays-Bas

**Région:** NOORD-LIMBURG, MIDDEN-LIMBURG

**Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:** Herstructurering concentratiegebieden glastuinbouw Noord- en Midden-Limburg (paragraaf 1.5 van de Subsidieverordening inrichting landelijk gebied Limburg)

**Base juridique:**

Subsidieverordening inrichting landelijk gebied Limburg

[http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen\\_staatssteun](http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatssteun)

**Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire:** Montant annuel total du budget prévu au titre du régime: EUR 1 500 000

**Intensité maximale des aides:** 45 %

**Date de la mise en oeuvre:** 21.9.2013-31.12.2015

**Objectif de l'aide:** Assistance technique (article 15 du règl. (CE) n° 1857/2006), Investissements dans les exploitations agricoles (article 4 du règl. (CE) n° 1857/2006), Remembrement (article 13 du règl. (CE) n° 1857/2006), Transfert de bâtiments agricoles dans l'intérêt public (article 6 du règl. (CE) n° 1857/2006)

**Secteur(s) concerné(s):** Culture et production animale, chasse et services annexes

**Nom et adresse de l'autorité responsable:**

Provincie Limburg  
Postbus 5700  
6201 MA Maastricht

**Adresse du site web:**

[http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen\\_staatssteun](http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatssteun)

**Autres informations:** —

**Aide n°:** SA.37094 (13/XA)

**État membre:** Pays-Bas

**Région:** LIMBURG (NL)

**Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:** Verplaatsen grondgebonden landbouwbedrijven met grondverwerving (paragraaf 1.9 van de Subsidieverordening inrichting landelijk gebied Limburg)

**Base juridique:**

Subsidieverordening inrichting landelijk gebied Limburg

[http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen\\_staatssteun](http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatssteun)

**Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire:** Montant annuel total du budget prévu au titre du régime: EUR 900 000

**Intensité maximale des aides:** 100 %

**Date de la mise en oeuvre:** 21.9.2013-31.12.2015

**Objectif de l'aide:** Investissements dans les exploitations agricoles (article 4 du règl. (CE) n° 1857/2006), Transfert de bâtiments agricoles dans l'intérêt public (article 6 du règl. (CE) n° 1857/2006)

**Secteur(s) concerné(s):** Culture et production animale, chasse et services annexes

**Nom et adresse de l'autorité responsable:**

Provincie Limburg  
Postbus 5700  
6201 MA Maastricht

**Adresse du site web:**

[http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen\\_staatssteun](http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatssteun)

**Autres informations:** —

**Aide n°:** SA.37095 (13/XA)

**État membre:** Pays-Bas

**Région:** LIMBURG (NL)

**Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:** Innovatie-advies (paragraaf 1.3 van de Subsidieverordening inrichting landelijk gebied Limburg)

**Base juridique:**

Subsidieverordening inrichting landelijk gebied Limburg

[http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen\\_staatssteun](http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatssteun)

**Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire:** Montant annuel total du budget prévu au titre du régime: EUR 300 000

**Intensité maximale des aides:** 75 %

**Date de la mise en oeuvre:** 21.9.2013-31.12.2015

**Objectif de l'aide:** Assistance technique (article 15 du règl. (CE) n° 1857/2006)

**Secteur(s) concerné(s):** Culture et production animale, chasse et services annexes

**Nom et adresse de l'autorité responsable:**

Provincie Limburg  
Postbus 5700  
6201 MA Maastricht

**Adresse du site web:**

[http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen\\_staatssteun](http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatssteun)

**Autres informations:** —

**Aide n°:** SA.37096 (13/XA)

**État membre:** Pays-Bas

**Région:** LIMBURG (NL)

**Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:** Sociale contracten (paragraaf 1.7 van de Subsidieverordening inrichting landelijk gebied Limburg)

**Base juridique:**

Subsidieverordening inrichting landelijk gebied Limburg

[http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen\\_staatssteun](http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatssteun)

**Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire:** Montant annuel total du budget prévu au titre du régime: EUR 150 000

**Intensité maximale des aides:** 40 %

**Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle:** 21.9.2013-31.12.2015

**Objectif de l'aide:** Assistance technique (article 15 du règl. (CE) n° 1857/2006)

**Secteur(s) concerné(s):** Culture et production animale, chasse et services annexes

**Nom et adresse de l'autorité responsable:**

Provincie Limburg  
Postbus 5700  
6201 MA Maastricht

**Adresse du site web:**

[http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen\\_staatssteun](http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatssteun)

**Autres informations:** —

**Aide n°:** SA.37351 (13/XA)

**État membre:** Allemagne

**Région:** DEUTSCHLAND

**Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:** Bund: Richtlinie über die Förderung der Beratung landwirtschaftlicher Unternehmen vor und während einer Umstellung des Betriebes auf ökologischen Landbau

**Base juridique:**

Bundeshaushaltsordnung (BHO) (§§ 23, 44, 91, 100),

Allgemeine Verwaltungsvorschriften zu § 23, 44 BHO,

Verwaltungsverfahrensgesetz /VwVfG) (§§ 48 bis 49 a),

Bund: Richtlinie über die Förderung der Beratung landwirtschaftlicher Unternehmen vor und während einer Umstellung des Betriebes auf ökologischen Landbau

**Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire:** Montant annuel total du budget prévu au titre du régime: EUR 0,5 (millions)

**Intensité maximale des aides:** 50,0000 %

**Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle:** 23.9.2013-30.6.2014

**Objectif de l'aide:** Assistance technique (article 15 du règl. (CE) n° 1857/2006)

**Secteur(s) concerné(s):** Culture et production animale, chasse et services annexes

**Nom et adresse de l'autorité responsable:**

Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung  
Deichmanns Aue 29  
53168 Bonn

**Adresse du site web:**

[http://www.bundesprogramm.de/fileadmin/sites/default/files/foerderrichtlinien/RL\\_Beratung\\_2010\\_2013\\_EV\\_201007.pdf](http://www.bundesprogramm.de/fileadmin/sites/default/files/foerderrichtlinien/RL_Beratung_2010_2013_EV_201007.pdf)

**Autres informations:** —

**Aide n°:** SA.37395 (13/XA)

**État membre:** Italie

**Région:** TRENTO

**Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:** Disciplina relativa alla concessione degli indennizzi per i danni alle imprese agricole colpite da *Pseudomonas syringae* pv. *actinidiae* (P.s.a.).

**Base juridique:**

— Legge provinciale 28 marzo 2003, n. 4 (Legge provinciale in materia di agricoltura), art. 52 (Altri eventi naturali);

— Deliberazione della Giunta provinciale n. 1830 del 30 agosto 2013 avente per oggetto: «Disciplina relativa alla concessione degli indennizzi per i danni alle imprese agricole colpite da *Pseudomonas syringae* pv. *actinidiae* (P.s.a.)».

**Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire:** Montant annuel total du budget prévu au titre du régime: EUR 300 000

**Intensité maximale des aides:** 100 %

**Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle:** 26.9.2013-30.6.2014

**Objectif de l'aide:** Maladies végétales — infestations parasitaires (article 10 du règl. (CE) n° 1857/2006)

**Secteur(s) concerné(s):** AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE, Culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque

**Nom et adresse de l'autorité responsable:**

Provincia Autonoma di Trento  
Servizio Agricoltura  
Via G.B. Trener, n. 3  
38121 TRENTO — ITALY

**Adresse du site web:**

<http://www.consiglio.provincia.tn.it>

<http://www.delibere.provincia.tn.it>

**Autres informations:** —

**Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (règlement général d'exemption par catégorie)**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2013/C 297/03)

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36028 (13/X)
État membre	Italie
Numéro de référence de l'État membre	—
Nom de la région (NUTS)	PIEMONTE Zones mixtes
Organe octroyant l'aide	Regione Piemonte — Direzione Innovazione, Ricerca, Università, Sviluppo Energetico Sostenibile Corso Regina Margherita 174 — Torino <a href="http://www.regione.piemonte.it/innovazione/">http://www.regione.piemonte.it/innovazione/</a>
Titre de la mesure d'aide	Linea d'azione I.2 — Agevolazione alla diffusione, sul territorio piemontese, di impianti termici alimentati a fonte rinnovabile
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	DGR n. 5-4929 del 19 novembre 2012: Approvazione del Piano d'Azione 2012-2013 per una prima attuazione dell'Atto di indirizzo per la pianificazione energetica regionale approvato con dgr n. 19-4076 del 2 luglio 2012.  DD n. 142 del 14 dicembre 2012 — Approvazione del Bando «Agevolazione alla diffusione, sul territorio piemontese, di impianti termici alimentati a fonte rinnovabile».
Type de mesure	Régime d'aide
Modification d'une mesure d'aide existante	—
Durée	14.12.2012-30.6.2014
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 4 (millions)
Pour les garanties	—
Instrument d'aide (art. 5)	Prêt à taux réduit, Subvention directe

Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	POR/FESR CRO Piemonte 2007-2013 — EUR 1,40 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides environnementales en faveur des investissements dans la promotion de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables (art. 23)	45,0000 %	20 %
Aide régionale — régime (art. 13)	10,0000 %	20 %
Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	20,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.regione.piemonte.it/innovazione/>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36030 (13/X)
État membre	Italie
Numéro de référence de l'État membre	—
Nom de la région (NUTS)	PIEMONTE Zones mixtes
Organe octroyant l'aide	Regione Piemonte — Direzione Innovazione, Ricerca, Università, Sviluppo Energetico Sostenibile Corso Regina Margherita 174 — Torino <a href="http://www.regione.piemonte.it/innovazione/">http://www.regione.piemonte.it/innovazione/</a>
Titre de la mesure d'aide	Linea di Azione II — Agevolazione alla diffusione, sul territorio piemontese, di sistemi di valorizzazione dell'energia termica prodotta da impianti alimentati da biomasse provenienti dalla filiera forestale.
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	— DGR n. 5-4929 del 19 novembre 2012: Approvazione del Piano d'Azione 2012-2013 per una prima attuazione dell'Atto di indirizzo per la pianificazione energetica regionale approvato con dgr n. 19-4076 del 2 luglio 2012. — D.D. n. 138 del 14 dicembre 2012: Approvazione Bando «Agevolazione alla diffusione, sul territorio piemontese, di sistemi di valorizzazione dell'energia termica prodotta da impianti alimentati da biomasse provenienti dalla filiera forestale» e modulistica relativa.
Type de mesure	Régime d'aide
Modification d'une mesure d'aide existante	—
Durée	14.12.2012-30.6.2014

Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 5 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Prêt à taux réduit, Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	POR/FESR CRO Piemonte 2007-2013 — EUR 1,98 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides environnementales en faveur des investissements dans la promotion de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables (art. 23)	45,0000 %	20 %
Aide régionale — régime (art. 13)	10,0000 %	20 %
Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	10,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.regione.piemonte.it/innovazione/>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36328 (13/X)
État membre	Allemagne
Numéro de référence de l'État membre	—
Nom de la région (NUTS)	HESSEN Article 107(3)(c)
Organe octroyant l'aide	Stadt Alsfeld Markt 3 36304 Alsfeld <a href="http://www.alsfeld.de">http://www.alsfeld.de</a>
Titre de la mesure d'aide	Bürgerschaft der Stadt Alsfeld für die BürgerEnergie Lingelbach eG
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	§ 104 Absatz 2 Hessische Gemeindeordnung (HGO) in der Fassung der Bekanntmachung vom 7. März 2005 (Gesetz- und Verordnungsblatt für das Land Hessen I, 2005, S. 142 ff.
Type de mesure	Aide ad hoc
Modification d'une mesure d'aide existante	—

Date d'octroi	A partir de 1.3.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	
Type de bénéficiaire	PME — BürgerEnergie Lingelbach eG	
Montant total de l'aide ad hoc accordée à l'entreprise	EUR 0,85	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Garantie	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides environnementales en faveur des investissements dans la promotion de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables (art. 23)	45,0000 %	20 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://alsfeld.de/upload/s/430/files/BuergerEnergie%20Lingelbach.pdf>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36478 (13/X)
État membre	Italie
Numéro de référence de l'État membre	—
Nom de la région (NUTS)	VENETO Article 107(3)(c)
Organe octroyant l'aide	REGIONE DEL VENETO PALAZZO BALBI DORSODURO 3901 30123 VENEZIA <a href="http://www.regione.veneto.it">www.regione.veneto.it</a>
Titre de la mesure d'aide	PIANI INTEGRATI A SUPPORTO DELLE IMPRESE VENETE PER LA VALORIZZAZIONE DELL'ECCELLENZA E DEI SETTORI STRATEGICI — LINEA TRE — IV FASE
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	LR 10/90 «ORDINAMENTO SISTEMA DI FORMAZIONE PROFESSIONALE E ORGANIZZAZIONE DELLE POLITICHE REGIONALI DEL LAVORO». DGR N. 1566 DEL 26.5.2009: «POLITICHE ATTIVE PER IL CONTRASTO ALLA CRISI OCCUPAZIONALE». DGR N. 2335 DEL 20.11.2012 E DDR N. 106 DEL 6.2.2013
Type de mesure	Régime d'aide
Modification d'une mesure d'aide existante	—
Durée	6.2.2013-31.12.2013



Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 1,08	
Pour les garanties	EUR 1,08 (millions)	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	DGR N. 2335 DEL 20.11.2012 — EUR 1,08 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Formation générale (art. 38, paragraphe 2)	80,0000 %	0 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.regione.veneto.it/web/formazione/moduli-fse>

Piani integrati a supporto imprese venete — Linea 3 — IV Fase

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36739 (13/X)
État membre	Lettonie
Numéro de référence de l'État membre	—
Nom de la région (NUTS)	Latvia Article 107(3)(a)
Organe octroyant l'aide	Lauku atbalsta dienests Republikas laukums 2 Rīga, LV-1981 <a href="http://www.lad.gov.lv/lv/">http://www.lad.gov.lv/lv/</a>
Titre de la mesure d'aide	Atbalsts uzņēmumu radīšanai un attīstībai
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Ministru kabineta 2010.gada 9.februāra noteikumi Nr.132 "Kārtība, kādā piešķir valsts un Eiropas Savienības atbalstu atklātu projektu iesniegumu konkursu veidā pasākumam "Atbalsts uzņēmumu radīšanai un attīstībai (ietverot ar lauksaimniecību nesaistītu darbību dažādošanu)" (Publicēts: Latvijas Vēstnesis Nr. 37: 5.3.2010.)
Type de mesure	Régime d'aide
Modification d'une mesure d'aide existante	—
Durée	26.4.2013-31.12.2013

Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Fabrication de colles, Fabrication d'huiles essentielles, Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a., Industrie pharmaceutique, Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, Fabrication de meubles, Autres industries manufacturières, Réparation et installation de machines et d'équipements, Captage, traitement et distribution d'eau, Collecte et traitement des eaux usées, Autre commerce de détail de biens neufs en magasin spécialisé, Restaurants et services de restauration mobile, Construction de bâtiments, Génie civil, Travaux de construction spécialisés, Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums, Traitement et revêtement des métaux; usinage, Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, Entretien et réparation de véhicules automobiles, Commerce et réparation de motocycles, Fabrication d'équipements électriques, Industrie automobile, Construction de bateaux de plaisance, Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant, Construction aéronautique et spatiale, Construction de véhicules militaires de combat, Fabrication de matériels de transport n.c.a., Fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie, Fabrication de textiles, Forge, emboutissage, estampage; métallurgie des poudres, Sylviculture et autres activités forestières, Fabrication de machines et équipements n.c.a., Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques, Blanchisserie teinturerie, Coiffure et soins de beauté, Services funéraires, Édition, Activité des médecins et des dentistes, Autres activités pour la santé humaine, Enregistrement sonore et édition musicale, Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques, Recherche-développement en sciences physiques et naturelles, Activités spécialisées de design, Activités vétérinaires, Activités liées aux systèmes de sécurité, Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager, Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, Fabrication d'éléments en métal pour la construction, Fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques, Fabrication de générateurs de vapeur, à l'exception des chaudières pour le chauffage central, Fabrication d'autres ouvrages en métaux, Services de soutien à l'exploitation forestière, Autres industries extractives, Services de soutien aux industries extractives, Industries alimentaires, Fabrication de boissons, Industrie de l'habillement, Industrie du cuir et de la chaussure, Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; fabrication d'articles en vannerie et sparterie, Industrie du papier et du carton, Imprimerie et reproduction d'enregistrements, Fabrication de produits chimiques de base, de produits azotés et d'engrais, de matières plastiques de base et de caoutchouc synthétique, Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques, Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	LVL 20	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	<a href="http://www.zm.gov.lv/doc_upl/LAP_11_versija_091112.pdf">http://www.zm.gov.lv/doc_upl/LAP_11_versija_091112.pdf</a> — LVL 55,95 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aide régionale — régime (art. 13)	50,0000 %	0 %
Aides aux services de conseil en faveur des PME (art. 26)	8,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.likumi.lv/doc.php?id=206103>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36741 (13/X)	
État membre	Espagne	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	ASTURIAS Article 107(3)(c)	
Organe octroyant l'aide	Instituto de Desarrollo Económico del Principado de Asturias (IDEPA) Parque Tecnológico de Asturias, s/n 33428 — Llanera — ASTURIAS <a href="http://www.idepa.es">www.idepa.es</a>	
Titre de la mesure d'aide	Financiación de proyectos I+D en cooperación internacional en el marco de las redes Era-Net	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Resolución de 25 de abril de 2013, de la Consejería de Economía y Empleo (BOPA nº 99, de 30.4.2013) y Resolución de 6 de mayo de 2013, de la Consejería de Economía y Empleo, por la que se rectifica la de 25 de abril (BOPA nº 108, de 11.5.2013).	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	11.5.2013-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 400 000	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	80 % con cargo al Fondo Europeo de Desarrollo Regional (FEDER) — EUR 0,32 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Recherche industrielle [art. 31, paragraphe 2, point b)]	65,0000 %	15 %
Développement expérimental [art. 31, paragraphe 2, point c)]	40,0000 %	20 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<https://sede.asturias.es/bopa/2013/04/30/2013-07906.pdf>

<https://sede.asturias.es/bopa/2013/05/11/2013-08763.pdf>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36757 (13/X)	
État membre	Pays-Bas	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	NOORD-NEDERLAND Zones mixtes	
Organe octroyant l'aide	Samenwerkingsverband Noord-Nederland Postbus 779 9700 AT Groningen www.snn.eu	
Titre de la mesure d'aide	Noordelijke Innovatie Ondersteuningsfaciliteit 2013	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Verordening van 17 april 2013 en 24 april 2013 houdende regels betreffende de subsidiëring van activiteiten op het terrein van strategische activiteiten van bepaalde categorieën ondernemingen uit het midden- en kleinbedrijf in de provincies Drenthe, Fryslân, Groningen op grond van artikel 145 van de Provinciewet.	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	1.6.2013-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 9,14	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Développement expérimental [art. 31, paragraphe 2, point c)]	25,0000 %	10 %
Aides aux services de conseil en faveur des PME (art. 26)	50,0000 %	—
Aides à la participation des PME aux foires (art. 27)	50,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.snn.eu/subsidies/subsidieregelingen-ondernemers/innovatie-niof-2013/regeling-toelichting/>

Vervolgens op het icoontje voor „verordening NIOF 2013” klikken

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36769 (13/X)	
État membre	Pays-Bas	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	Régions non assistées	
Organe octroyant l'aide	Ministerie van Buitenlandse Zaken Bezuidenhoutseweg 67 Postbus 20061 2500 EB Den Haag Nederland www.minbuza.nl	
Titre de la mesure d'aide	Young Experts in Water	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Artikel 2 van de Kaderwet subsidies Ministerie van Buitenlandse Zaken, het Subsidiebesluit Ministerie van Buitenlandse Zaken en artikel 10.1-10.4 van de Subsidieregeling Ministerie van Buitenlandse Zaken 2006.	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	7.5.2013-31.12.2017	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 8,6	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Formation générale (art. 38, paragraphe 2)	50,0000 %	0 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.yepwater.nl/nl/waarom-wat/waarom-wat-2>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36816 (13/X)	
État membre	Pays-Bas	

Numéro de référence de l'État membre	NLD	
Nom de la région (NUTS)	NOORD-HOLLAND Régions non assistées	
Organe octroyant l'aide	gedeputeerde staten van de provincie Noord-Holland Provincie Noord-Holland Postbus 3007 2001 DA Haarlem <a href="http://www.noord-holland.nl">http://www.noord-holland.nl</a>	
Titre de la mesure d'aide	uitvoeringsregeling subsidie waterbewust Noord-Holland 2013	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Algemene subsidieverordening Noord-Holland 2011	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	11.5.2013-31.12.2015	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 1 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à l'investissement permettant aux entreprises de dépasser les normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes communautaires (art. 18)	35,0000 %	20 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.noord-holland.nl/psstukken/openbaar/AVV/AVV-PB2013-45.pdf>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36913 (13/X)
État membre	Espagne
Numéro de référence de l'État membre	—
Nom de la région (NUTS)	GALICIA Article 107(3)(a)

Organe octroyant l'aide	Instituto Gallego de Promoción Económica (Igape) Complejo Administrativo de San Lázaro, s/n 15703 Santiago de Compostela (A Coruña) www.igape.es	
Titre de la mesure d'aide	Proyectos de creación de pymes o de realización de inversiones en pymes nuevas promovidas por nuevos emprendedores	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Resolución de 20 de mayo de 2013 por la que se da publicidad al acuerdo del Consejo de Dirección del Igape, que aprueba las bases reguladoras de las ayudas del Igape a los proyectos de creación de pequeñas y medianas empresas o de realización de inversiones en pequeñas y medianas empresas nuevas promovidas por nuevos emprendedores, cofinanciadas por el Fondo Europeo de Desarrollo Regional, en el marco del Programa Operativo Feder Galicia 2007-2013, y se procede a su convocatoria.	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	31.5.2013-31.12.2014	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 0,7	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	Feder 2007-2013 — EUR 1,12 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	50,0000 %	—
Aides aux services de conseil en faveur des PME (art. 26)	50,0000 %	—
Aide régionale — régime (art. 13)	50,0000 %	20 %
Aides aux petites entreprises nouvellement créées (art. 14)	35,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

[http://www.xunta.es/dog/Publicados/2013/20130530/AnuncioO92-210513-0001\\_es.pdf](http://www.xunta.es/dog/Publicados/2013/20130530/AnuncioO92-210513-0001_es.pdf)

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.36954 (13/X)
État membre	Espagne

Numéro de référence de l'État membre	RGE 16/2013	
Nom de la région (NUTS)	COMUNIDAD VALENCIANA Zones mixtes	
Organe octroyant l'aide	SERVICIO VALENCIANO DE EMPLEO Y FORMACIÓN AVDA. NAVARRO REVERTER, 2 46004 VALENCIA (ESPAÑA) www.servef.es	
Titre de la mesure d'aide	Fomento del empleo para personas con discapacidad 2013	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	ORDEN 13/2013, DE 21 DE MAYO, DE LA CONSELLERIA DE ECONOMIA, INDUSTRIA, TURISMO Y EMPLEO, POR LA QUE SE CONVOCA Y REGULA LA CONCESIÓN DE SUBVENCIONES PÚBLICAS DESTINADAS AL FOMENTO DEL EMPLEO PARA PERSONAS CON DISCAPACIDAD EN EL EJERCICIO 2013 (DOCV DE 31 DE MAYO DE 2013)	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	1.1.2013-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 17 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à l'emploi de travailleurs handicapés sous forme de subventions salariales (art. 41)	75,0000 %	—
Aides destinées à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés (art. 42)	100,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

[http://www.docv.gva.es/datos/2013/05/31/pdf/2013\\_5665.pdf](http://www.docv.gva.es/datos/2013/05/31/pdf/2013_5665.pdf)

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37016 (13/X)
État membre	Allemagne



Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	HESEN Régions non assistées	
Organe octroyant l'aide	Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen Standort Kassel Wilhelmsstraße 2 34117 Kassel www.wibank.de	
Titre de la mesure d'aide	Förderung der regionalen Entwicklung — Betriebliche Investitionen	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Richtlinien des Landes Hessen zur Förderung der regionalen Entwicklung (Staatsanzeiger 16/2013 vom 15. April 2013 S. 534)	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	Prolongation X 27/2008	
Durée	1.7.2013-31.12.2014	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 20 900 000	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Prêt à taux réduit, Subvention directe, Autres — Darlehen mit Zinsvergünstigung	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	CCI2007 DE 16 2 PO 005 — EUR 5,00 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	20,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

[http://verwaltung.hessen.de/irj/HMWVL\\_Internet?cid=615142dab9f20c614f1d0f4fecad40a3](http://verwaltung.hessen.de/irj/HMWVL_Internet?cid=615142dab9f20c614f1d0f4fecad40a3)

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37089 (13/X)
État membre	Pologne
Numéro de référence de l'État membre	PL

Nom de la région (NUTS)	Poland Article 107(3)(a)	
Organe octroyant l'aide	Polska Agencja Rozwoju Przedsiębiorczości ul. Pańska 81/83 00-834 Warszawa	
Titre de la mesure d'aide	Rozporządzenie Ministra Rozwoju Regionalnego z dnia 2 kwietnia 2012 r. w sprawie udzielania przez Polską Agencję Rozwoju Przedsiębiorczości pomocy finansowej w ramach Programu Operacyjnego Innowacyjna Gospodarka, 2007-2013 (Dz. U. 2013, poz. 691)	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Załącznik 1	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	Modification SA.35010	
Durée	18.6.2013-30.6.2014	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	PLN 1.080 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	Kwota pochodząca z funduszy wspólnotowych — 228,3 mln EUR — PLN 917,72 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Recherche industrielle [art. 31, paragraphe 2, point b)]	65,0000 %	20 %
Développement expérimental [art. 31, paragraphe 2, point c)]	40,0000 %	20 %
Aides destinées à couvrir les coûts liés aux droits de propriété industrielle des PME (art. 33)	70,0000 %	—
Formation spécifique (art. 38, paragraphe 1)	35,0000 %	20 %
Aide régionale — régime (art. 13)	50,0000 %	20 %
Aides aux services de conseil en faveur des PME (art. 26)	50,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://dokumenty.rcl.gov.pl/DU/rok/2013/pozycja/691>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37099 (13/X)	
État membre	Allemagne	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	DEUTSCHLAND Article 107(3)(a), Article 107(3)(c), Régions non assistées, Zones mixtes	
Organe octroyant l'aide	Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit Stresemannstraße 128- 130, 10117 Berlin www.bmu.de	
Titre de la mesure d'aide	Förderung von Vorhaben im Bereich der Elektromobilität	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Bundesanzeiger Amtlicher Teil 25.6.2013 B8	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	Prolongation SA.35237	
Durée	25.6.2013-31.12.2016	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 7 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Développement expérimental [art. 31, paragraphe 2, point c)]	25,0000 %	20 %
Aides à l'acquisition de nouveaux véhicules de transport qui vont au-delà des normes communautaires ou qui augmentent le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes communautaires (art.19)	35,0000 %	20 %
Recherche industrielle [art. 31, paragraphe 2, point b)]	50,0000 %	20 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.erneuerbar-mobil.de/foerderprogramm/foerderung-im-bereich-der-elektromobilitaet-ab-2013/foerderbekanntmachung-2013-ba.pdf>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37102 (13/X)	
État membre	Italie	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	PIEMONTE Article 107(3)(c)	
Organe octroyant l'aide	Regione Piemonte Piazza Castello 165 10122 — Torino Italia www.regione.piemonte.it	
Titre de la mesure d'aide	Agevolazioni per progetti di ricerca industriale e sviluppo sperimentale e progetti di innovazione riservate ai soggetti aggregati ai poli di innovazione (Sezione 2, paragrafo 2.1 e 2.2 del disciplinare)	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	1) Disciplinare approvato con D.D. 21 Giugno 2013, n. 251 2) Bando approvato con D.D. 21 Giugno 2013, n. 252 PAR FSC 2007-2013- Asse I «Linea di intervento 1.3.c Interventi di sostegno per la realizzazione di poli di innovazione». Approvazione del «Bando per l'accesso alle agevolazioni per progetti di ricerca industriale e sviluppo sperimentale e progetti di innovazione riservate ai soggetti aggregati ai poli di innovazione» connesso al Quarto Programma Annuale dei Poli di Innovazione.	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	15.7.2013-30.6.2014	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 10 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Prêt à taux réduit, Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	DGR n. 36-7053 dell'8 ottobre 2007 e s.m.i. — EUR 3,96 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides aux services de conseil en faveur des PME (art. 26)	50,0000 %	—
Recherche industrielle [art. 31, paragraphe 2, point b)]	65,0000 %	20 %
Développement expérimental [art. 31, paragraphe 2, point c)]	40,0000 %	20 %
Aide régionale — régime (art. 13)	10,0000 %	20 %
Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	20,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.regione.piemonte.it/governo/bollettino/abbonati/2013/27/suppo1/00000001.htm>

cliccare su «Testo del documento»

<http://www.regione.piemonte.it/governo/bollettino/abbonati/2013/27/suppo1/00000002.htm>

cliccare su «Testo del documento»

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37115 (13/X)	
État membre	Pays-Bas	
Numéro de référence de l'État membre	NL	
Nom de la région (NUTS)	OVERIJSEL Régions non assistées	
Organe octroyant l'aide	provincie Overijssel Luttenbergstraat 2, 8012 EE Zwolle <a href="http://www.overijssel.nl">www.overijssel.nl</a>	
Titre de la mesure d'aide	subsidierегeling Duurzame energieopwekking en energiebesparing	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Paragraaf 8.1 Uitvoeringsbesluit subsidies Overijssel 2011	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	15.7.2013-31.12.2015	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 1 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides environnementales en faveur des investissements dans les économies d'énergie (art. 21)	50,0000 %	0 %
Aides environnementales en faveur des investissements dans la promotion de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables (art. 23)	50,0000 %	0 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

[http://www.overijssel.nl/loket/provinciale/uitvoeringsbesluit\\_subsidies\\_overijssel\\_2011](http://www.overijssel.nl/loket/provinciale/uitvoeringsbesluit_subsidies_overijssel_2011)

ga naar [www.overijssel.nl](http://www.overijssel.nl), kies loket, kies subsidie, kies wet-en regelgeving, kies uitvoeringsbesluit subsidies Overijssel, selecteer paragraaf 8.1

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37123 (13/X)	
État membre	Pays-Bas	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	TWENTE Régions non assistées	
Organe octroyant l'aide	Provincie Overijssel Luttenbergstraat 2, 8012 EE Zwolle <a href="http://www.overijssel.nl">www.overijssel.nl</a>	
Titre de la mesure d'aide	subsidieregeling Gebiedsontwikkeling Noordoost Twente- Herbestemming agrarische bebouwing	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	subparagraaf 5.9.3 Uitvoeringsbesluit subsidies Overijssel 2011	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	15.7.2013-31.12.2015	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Culture et production animale, chasse et services annexes	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 1 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	20,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

[http://www.overijssel.nl/loket/provinciale/uitvoeringsbesluit\\_subsidies\\_overijssel\\_2011](http://www.overijssel.nl/loket/provinciale/uitvoeringsbesluit_subsidies_overijssel_2011)

[www.overijssel.nl](http://www.overijssel.nl), kies loket, kies subsidie, kies wet en regelgeving, kies uitvoeringsbesluit subsidies Overijssel 2011, kies paragraaf 5.9.3

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37134 (13/X)	
État membre	Slovénie	
Numéro de référence de l'État membre	SI	
Nom de la région (NUTS)	Pomurska Article 107(3)(a)	
Organe octroyant l'aide	Ministrstvo za gospodarski razvoj in tehnologijo Kotnikova 5 1000 Ljubljana Slovenija <a href="http://www.mgrt.gov.si/">http://www.mgrt.gov.si/</a>	
Titre de la mesure d'aide	„Garancijska shema za Pomurje 2“	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Zakon o spodbujanju skladnega regionalnega razvoja (Uradni list RS, št. 93/05), Sklep Vlade RS št. 30301-5/2009/3 z dne 24.12.2009, Splošni pogoji delovanja garancijske sheme za Pomurje 2 ter Dogovor o nadaljnji rabi sredstev Phare kot obnovljivih sredstev (ARR-46/2002/81 z dne 6.11.2012),	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	Modification X 301/2010	
Durée	24.7.2013-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 1 320 000	
Pour les garanties	EUR 1,32 (millions)	
Instrument d'aide (art. 5)	Garantie, Prêt à taux réduit	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	Dogovor o nadaljnji rabi sredstev Phare kot obnovljivih sredstev (ARR-46/2002/81 z dne 6.11.2012) — EUR 0,32 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aide régionale — régime (art. 13)	30,0000 %	20 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://web.rra-mura.com/prenosi/SPLOSNI%20POGOJI%20DELOVANJA%20GSP%202.pdf>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37139 (13/X)	
État membre	Espagne	
Numéro de référence de l'État membre	ES51	
Nom de la région (NUTS)	CATALUNA Zones mixtes	
Organe octroyant l'aide	Agencia de Apoyo a la Empresa Catalana (ACCÍÓ) Passeig de Gràcia, 129 08008 Barcelona www.acc10.cat	
Titre de la mesure d'aide	Ayudas para proyectos de Innovación Tecnológica transnacionales para investigación y desarrollo experimental con componente internacional.	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Resolución EMO/1370/2013, de 20 de junio, por la que se aprueban las bases reguladoras y se abre la convocatoria para el año 2013 (DOGC núm. 6406, de 28.6.2013)  Resolución EMO/93/2012, de 9 de enero, por la que se aprueban y se hacen públicas las bases generales que deben regir las ayudas convocadas por la Agencia de Apoyo a la Empresa Catalana, ACCÍÓ (DOGC núm 6059, de 3.2.2012)	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	29.6.2013-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 1 600 000	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	7 <sup>o</sup> Programa Marco (FP7/2007-2013) para el programa Biophotonics+ — EUR 0,50 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides destinées à couvrir les coûts liés aux droits de propriété industrielle des PME (art. 33)	70,0000 %	—
Recherche industrielle [art. 31, paragraphe 2, point b)]	65,0000 %	20 %
Développement expérimental [art. 31, paragraphe 2, point c)]	40,0000 %	20 %



Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://portaldogc.gencat.cat/utillsEADOP/PDF/6406/1307133.pdf>

<http://portaldogc.gencat.cat/utillsEADOP/PDF/6059/1222367.pdf>

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37140 (13/X)	
État membre	Espagne	
Numéro de référence de l'État membre	ES	
Nom de la région (NUTS)	CANTABRIA Article 107(3)(c)	
Organe octroyant l'aide	SODERCAN. GOBIERNO DE CANTABRIA Isabel Torres, 1. Parque Científico y Tecnológico de Cantabria. 39011 Santander <a href="http://www.sodercan.es/">http://www.sodercan.es/</a>	
Titre de la mesure d'aide	Bases reguladoras y convocatoria del Programa de Ayudas dirigidas a Agrupaciones Empresariales Innovadoras	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Boletín Oficial de Cantabria nº 121 el miércoles, 26 de junio de 2013.	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	16.6.2013-12.1.2014	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 130 000	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Recherche industrielle [art. 31, paragraphe 2, point b)]	50,0000 %	10 %
Formation générale (art. 38, paragraphe 2)	60,0000 %	0 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://boc.cantabria.es/boces/verAnuncioAction.do?idAnuBlob=250473>

[http://www.gruposodercan.es/enlaces/apost\\_innov/ampliar.php?Id=728](http://www.gruposodercan.es/enlaces/apost_innov/ampliar.php?Id=728)

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37143 (13/X)	
État membre	Allemagne	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	SAARLAND Zones mixtes	
Organe octroyant l'aide	Ministerium für Wirtschaft, Arbeit, Energie und Verkehr Saarland Franz-Josef-Röder-Str. 17 66119 Saarbrücken  <a href="http://www.saarland.de/ministerium_wirtschaft_arbeit_energie_verkehr.htm">http://www.saarland.de/ministerium_wirtschaft_arbeit_energie_verkehr.htm</a>	
Titre de la mesure d'aide	Gründungs- und Wachstumsfinanzierung — Saarland — (GuW — Saarland) vom 1.1.2009, in der Fassung der Änderung vom 30.6.2013	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	§ 44 der Landeshaushaltsordnung des Saarlandes (LHO) in der Fassung der Bekanntmachung vom 5.11.1999 (Amtsblatt des Saarlandes vom 11.2.2000, S. 194 ff), zuletzt geändert durch das Gesetz vom 1.12.2011 (Amtsblatt I des Saarlandes vom 22.12.2011, S. 556 ff)  <a href="http://sl.juris.de/sl/HO_SL_rahmen.htm">http://sl.juris.de/sl/HO_SL_rahmen.htm</a>	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	Modification SA.32921	
Durée	1.7.2013-30.6.2014	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 2 600 000	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Bonification d'intérêts	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	20,0000 %	—
Aides aux services de conseil en faveur des PME (art. 26)	50,0000 %	—
Aides à la participation des PME aux foires (art. 27)	50,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

[http://www.vorschriften.saarland.de/vorschriften\\_suche.htm?id=2142](http://www.vorschriften.saarland.de/vorschriften_suche.htm?id=2142)

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37145 (13/X)	
État membre	Royaume-Uni	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	NORTHERN IRELAND Article 107(3)(c)	
Organe octroyant l'aide	Invest Northern Ireland Bedford Square Bedford Street Belfast BT2 7ES <a href="http://www.investni.com">www.investni.com</a>	
Titre de la mesure d'aide	Design Manager Resource Scheme	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	The Industrial Development (Northern Ireland) Order 1982 ( <a href="http://www.legislation.gov.uk/nisi/1982/1083/contents">http://www.legislation.gov.uk/nisi/1982/1083/contents</a> ) The Industrial Development (Northern Ireland) Act 2002 ( <a href="http://www.legislation.gov.uk/niu/2002/1/contents">http://www.legislation.gov.uk/niu/2002/1/contents</a> ) The European Communities Act 1972 ( <a href="http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1972/68/contents">http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1972/68/contents</a> )	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	1.8.2013-30.4.2017	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	GBP 270 000	
Pour les garanties	GBP 0,00 (millions)	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	The European Sustainable Competitiveness Programme for Northern Ireland 2007-2013 CCI: 2007UK162PO003 European Regional Development Fund — GBP 0,53 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides aux services de conseil en faveur des PME (art. 26)	50,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.investni.com/index/publications.htm?filter=D>

Design Manager Resource scheme is found in the Invest NI A-Z under D

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37157 (13/X)	
État membre	Espagne	
Numéro de référence de l'État membre	RGE 29/2013	
Nom de la région (NUTS)	COMUNIDAD VALENCIANA Zones mixtes	
Organe octroyant l'aide	SERVICIO VALENCIANO DE EMPLEO Y FORMACIÓN Avda. Navarro Reverter, 2 Valencia 46004 www.servef.es	
Titre de la mesure d'aide	Subvenciones públicas destinadas al fomento del empleo para personas con discapacidad, mediante la concesión de subvenciones públicas destinadas a la creación y/o mantenimiento de las unidades de apoyo a la actividad profesional para el ejercicio 2013.	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	ORDEN 24/2013, de 26 de junio, de la Consellería de Economía, Industria, Turismo y Empleo, por la que se convoca y regula la concesión de subvenciones públicas destinadas a la creación o mantenimiento de las unidades de apoyo a la actividad profesional, como medida de fomento del empleo para personas con discapacidad en centros especiales de empleo en el ejercicio 2013.	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	1.1.2013-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 500 000	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides destinées à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés (art. 42)	100,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

[http://www.docv.gva.es/datos/2013/07/03/pdf/2013\\_6955.pdf](http://www.docv.gva.es/datos/2013/07/03/pdf/2013_6955.pdf)

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37170 (13/X)	
État membre	Italie	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	VENETO Article 107(3)(c)	
Organe octroyant l'aide	REGIONE DEL VENETO PALAZZO BALBI DORSODURO 3901 30123 VENEZIA www.regione.veneto.it	
Titre de la mesure d'aide	RILANCIARE L'IMPRESA VENETA — Progetti di innovazione e di sviluppo — Modalità a sportello — anno 2013	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	LR 10/90 «ORDINAMENTO SISTEMA DI FORMAZIONE PROFESSIONALE E ORGANIZZAZIONE DELLE POLITICHE REGIONALI DEL LAVORO. DGR N. 1566/2009 «POLITICHE ATTIVE PER IL CONTRASTO ALLA CRISI OCCUPAZIONALE». DGR 1675/2011 «PIANO DELLE POLITICHE ATTIVE PER IL CONTRASTO ALLA CRISI VALORIZZAZIONE DEL CAPITALE UMANO — POLITICHE PER L'OCCUPAZIONE E L'OCCUPABILITA'» — DGR 896 DEL 4.6.2013 — DDR N. 673 DEL 15.7.2013 — 1° SPORTELLO	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	15.7.2013-31.12.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 20 000	
Pour les garanties	EUR 0,02 (millions)	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	DGR 896 DEL 4.6.2013 — DDR N. 673 DEL 15.7.2013 — 1° SPORTELLO — EUR 0,02 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Formation générale (art. 38, paragraphe 2)	60,0000 %	0 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.regione.veneto.it/web/formazione/moduli-fse>

Rilanciare l'impresa veneta — Progetti innovazione e sviluppo

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37187 (13/X)	
État membre	Pays-Bas	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	LIMBURG (NL) Régions non assistées	
Organe octroyant l'aide	Provincie Limburg Postbus 5700 6202MA Maastricht <a href="http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatsteun">http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatsteun</a>	
Titre de la mesure d'aide	Excellent produceren (paragraaf 1.4 van de Subsidieverordening inrichting landelijk gebied Limburg)	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Algemene wet bestuursrecht Algemene Subsidieverordening 2012 Provincie Limburg	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	26.7.2013-31.12.2015	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	
Type de bénéficiaire	PME	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	EUR 3 000 000	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	co-financiering zal naar alle waarschijnlijkheid plaatsvinden uit het Plattelandsontwikkelingsprogramma 2014-2020(POP3) — EUR 1,50 (millions)	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à la recherche et au développement dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche (art. 34)	40,0000 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

[http://www.limburg.nl/e\\_Loket/Subsidies/Actuele\\_Subsidieregelingen/Natuur\\_en\\_Landschap/Subsidieverordening\\_Inrichting\\_Landelijk\\_Gebied\\_ILG](http://www.limburg.nl/e_Loket/Subsidies/Actuele_Subsidieregelingen/Natuur_en_Landschap/Subsidieverordening_Inrichting_Landelijk_Gebied_ILG)

[www.subsidies.nl/subsidies>actuele\\_regelingen>Natuur\\_en\\_landschap>subsidieverordening\\_inrichting\\_landelijk\\_gebied](http://www.subsidies.nl/subsidies>actuele_regelingen>Natuur_en_landschap>subsidieverordening_inrichting_landelijk_gebied)

[http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen\\_staatsteun](http://www.limburg.nl/Beleid/Europa/Kennisgevingen_staatsteun)

[www.limburg.nl/beleid>europa>kennisgevingen\\_staatsteun](http://www.limburg.nl/beleid>europa>kennisgevingen_staatsteun)

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37192 (13/X)	
État membre	Autriche	
Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	PINZGAU-PONGAU Régions non assistées	
Organe octroyant l'aide	Land Salzburg Südtiroler Platz 11 Postfach 527 A-5010 Salzburg www.salzburg.gv.at	
Titre de la mesure d'aide	Angebotsspezialisierung und Qualitätsverbesserung der Alois Burgschwaiger GmbH, Hotel Übergossene Alm in Dienten, Salzburg	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Grundsatzbeschluss der Salzburger Landesregierung vom 22.6.2009 zum Investitions- und Wachstumsprogramm 2009 — 2014	
Type de mesure	Aide ad hoc	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Date d'octroi	A partir de 25.7.2013	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Hébergement	
Type de bénéficiaire	PME — Firma Alois Burgschwaiger GmbH, Hotel Übergossene Alm	
Montant total de l'aide ad hoc accordée à l'entreprise	EUR 320 000	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Bonification d'intérêts	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Aides à l'investissement et à l'emploi en faveur des PME (art.15)	6,1600 %	—

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

<http://www.salzburg.gv.at/wirtschaftsfoerderung2007>

Ad-hoc-Beihilfen

Numéro de référence de l'aide d'État	SA.37266 (13/X)	
État membre	Roumanie	

Numéro de référence de l'État membre	—	
Nom de la région (NUTS)	Romania Article 107(3)(a)	
Organe octroyant l'aide	Ministerul Educatiei Nationale prin UEFISCDI Gen Berthelot nr. 28-30, sector 1, Bucuresti www.edu.ro	
Titre de la mesure d'aide	Finantarea proiectelor CDI din fondul „European Economic Area Financial Mechanism 2009-2014”	
Base juridique nationale (référence à la publication officielle nationale concernée)	Ordinul 4370MD/31.7.2013 privind aprobarea schemei de ajutor de stat pentru „Finantarea proiectelor CDI din Programul Cercetare in Domenii Prioritare din cadrul Mecanismului Financiar SEE 2009-2014”	
Type de mesure	Régime d'aide	
Modification d'une mesure d'aide existante	—	
Durée	31.7.2013-30.6.2014	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	Secteurs économiques éligibles au bénéfice de l'aide	
Type de bénéficiaire	PME, grande entreprise	
Montant annuel total du budget prévu au titre du régime	RON 100 (millions)	
Pour les garanties	—	
Instrument d'aide (art. 5)	Subvention directe	
Référence à la décision de la Commission	—	
Si cofinancement par des fonds communautaires	—	
Objectifs	Intensité maximale de l'aide en % ou montant maximal de l'aide en devise nationale	Suppléments pour PME en %
Développement expérimental [art. 31, paragraphe 2, point c)]	25,0000 %	20 %
Recherche fondamentale [art. 31, paragraphe 2, point a)]	100,0000 %	—
Recherche industrielle [art. 31, paragraphe 2, point b)]	50,0000 %	20 %

Lien internet vers le texte intégral de la mesure d'aide:

[http://uefiscdi.gov.ro/userfiles/file/cooperare%20internationalaNorvegia/Schema\\_Ajutor\\_Stat\\_2014.pdf](http://uefiscdi.gov.ro/userfiles/file/cooperare%20internationalaNorvegia/Schema_Ajutor_Stat_2014.pdf)



V

(Avis)

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE  
CONCURRENCE

## COMMISSION EUROPÉENNE

## AIDE D'ÉTAT — ESPAGNE

Aide d'État SA.34998 (2013/C) (ex 2012/N) — LIP — Aide en faveur de Ford España

Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le  
fonctionnement de l'Union européenne

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2013/C 297/04)

Par la lettre du 15 mai 2013, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Espagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur la mesure à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffé des aides d'État  
1049 Bruxelles  
BELGIQUE

Télécopieur: +32 22961242.

Ces observations seront communiquées à l'Espagne. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

## TEXTE DU RÉSUMÉ

PRÉSENTATION DE LA MESURE ET DU PROJET  
D'INVESTISSEMENT

Le 18 juin 2012, les autorités espagnoles ont notifié leur intention d'octroyer, en application des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale (ci-après dénommées les «lignes directrices») <sup>(1)</sup>, une aide régionale à Ford España, S.L. pour son projet d'investissement à Almussafes (Valence), région assistée en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne («TFUE») pour laquelle le plafond d'aide régionale standard applicable aux grandes entreprises est fixé à 15 % ESB (équivalent-subvention brut).

Le projet d'investissement a trait à la transformation de l'usine Ford España située à Almussafes (Valence) en vue de la production, à partir de 2013, d'un nouveau modèle appelé à remplacer un modèle actuellement produit par les usines Ford en Roumanie et en Turquie. Il s'agit pour l'usine espagnole d'un tout nouveau modèle, qui appartient à un segment du marché automobile différent de celui qu'elle produit actuellement. Ce nouveau véhicule (V408 – Ford Transit Conect) rentre dans le segment CDV (fourgons utilitaires).

Les coûts d'investissement admissibles du projet s'élèvent à 419,9 millions d'EUR en valeur nominale. Le montant d'aide envisagé, soit 25,2 millions d'EUR, représente une intensité d'aide de 5,83 % ESB et respecte donc le plafond d'intensité d'aide applicable. L'aide consiste en une subvention directe octroyée en tant qu'aide individuelle au titre du régime XR 57/07 (*Incentivos Regionales*) existant.

<sup>(1)</sup> JO C 54 du 4.3.2006, p. 13.

#### APPRÉCIATION DE LA COMPATIBILITÉ DE LA MESURE D'AIDE

La Commission considère que la mesure notifiée constitue une aide d'État en faveur de Ford España S.L. au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE et satisfait aux critères de compatibilité généraux énoncés dans les lignes directrices. Elle craint néanmoins que les seuils fixés au point 68 de ces dernières puissent être dépassés.

La Commission se demande plus particulièrement si le calcul de l'augmentation (nette) de capacité avancé par l'Espagne est acceptable et si la capacité créée n'excède pas 5 % dans le cas où le marché considéré serait sous-performant.

De plus, la Commission ne partage pas l'avis des autorités espagnoles quant au type de données à utiliser pour calculer le taux de croissance sur le marché en cause aux fins de l'application du point 68 b) des lignes directrices. Elle doute à ce stade que l'utilisation de données exprimées uniquement en valeur, et non à la fois en volume et en valeur, suffise en l'espèce. Elle émet en outre des doutes sur la proposition d'utilisation des données relatives au PIB de l'UE25 en tant que valeur de remplacement, en lieu et place des données disponibles relatives au PIB de l'EEE, aux fins du calcul de la croissance du PIB en application du point 68 b) des lignes directrices.

Si l'augmentation de capacité brute était prise en compte et si les données relatives au PIB de l'EEE étaient utilisées pour

calculer la croissance du PIB durant la période concernée, le seuil fixé au point 68 b) des lignes directrices serait dépassé.

Dans le cas où les renseignements fournis au cours de la procédure formelle d'examen ne permettraient pas de confirmer le respect des seuils prévus au point 68 des lignes directrices, la Commission devrait également établir si l'aide est nécessaire pour produire un effet incitatif pour l'investissement et si les avantages de l'aide l'emportent sur les distorsions de concurrence et les répercussions sur les échanges entre États membres qu'elle entraîne. Cette évaluation approfondie doit être effectuée sur la base de la communication de la Commission relative aux critères d'appréciation approfondie des aides régionales en faveur de grands projets d'investissement <sup>(1)</sup>.

En prévision de cette évaluation approfondie, les parties intéressées sont invitées notamment à fournir toutes les informations qui permettront d'établir l'effet incitatif économique de l'aide, c'est-à-dire de déterminer si 1) l'aide incite à adopter une décision d'investissement positive parce qu'un projet d'investissement qui, sinon, ne serait pas rentable pour l'entreprise en quelque lieu que ce soit, peut être réalisé dans la région assistée, ou si 2) l'aide incite à réaliser un projet d'investissement dans la région considérée plutôt qu'ailleurs parce qu'elle compense les handicaps nets et les coûts liés au choix d'un site dans la région assistée. Le scénario envisagé (le premier ou le second) détermine la situation comparative (qu'arriverait-il en l'absence d'aide) et, partant, la distorsion éventuelle de la concurrence et des échanges entraînée par l'aide.

<sup>(1)</sup> Communication de la Commission relative aux critères d'appréciation approfondie des aides régionales en faveur de grands projets d'investissement (JO C 223 du 16.9.2009, p.3).

## TEXTE DE LA LETTRE

«La Comisión desea informar a España de que, habiendo examinado la información suministrada por sus autoridades en la medida de ayuda arriba indicada, ha decidido iniciar el procedimiento establecido en el artículo 108(2) del Tratado para el Funcionamiento de la Unión Europea (TFUE).

## 1. PROCEDIMIENTO

- (1) Mediante notificación electrónica registrada el 18 de junio de 2012 por la Comisión, las autoridades españolas notificaron su intención de otorgar a Ford España S.L. (en lo sucesivo, «Ford España») una ayuda regional con arreglo a las Directrices sobre las ayudas de Estado de finalidad regional (en lo sucesivo, DAR) <sup>(1)</sup> para un proyecto de inversión en Almussafes (Comunidad Valenciana).
- (2) La Comisión solicitó información adicional por carta de 7 de agosto de 2012 (2012/084535), información que las autoridades españolas <sup>(2)</sup> facilitaron por carta de 2 de octubre de 2012 (2012/104585).
- (3) La Comisión remitió una solicitud adicional de información el 23 de noviembre de 2012 (2012/125401). Mediante carta de 26 de noviembre de 2012 (2012/127006), las autoridades españolas solicitaron una ampliación del plazo para presentar su respuesta, que la Comisión concedió mediante carta de 28 de noviembre de 2012 (2012/127707). Mediante carta de 17 de enero de 2013 (2013/005249), las autoridades españolas presentaron la información solicitada.
- (4) El 8 de marzo de 2013 (2013/022995), la Comisión solicitó información adicional, que las autoridades españolas remitieron, tras una prórroga del plazo, el 27 de marzo de 2013 (2013/031547).

## 2. DESCRIPCIÓN DE LA MEDIDA DE AYUDA

- (5) Las autoridades españolas pretenden fomentar el desarrollo regional mediante la concesión a Ford España S.L. de una ayuda regional al amparo del régimen de ayudas existente XR 57/2007 (Incentivos Regionales) para un proyecto de inversión en Almussafes (Valencia).

## 2.1. Beneficiario

- (6) Ford España es una empresa dependiente participada en un 99,9 % por Ford Motor Company y en un 0,1 % por Ford International Capital Corporation.
- (7) Ford Motor Company (en lo sucesivo, «Ford») es la empresa matriz del Grupo Ford, cuya sede estatutaria se encuentra en Dearborn, Michigan, EE.UU. La principal actividad de Ford es la fabricación y venta de vehículos de clase turismo y comerciales, motores y otros componentes. En 2010, el volumen de negocios de Ford ascendió a 89 300 millones EUR y la empresa fabricó alrededor de 5,5 millones de vehículos. En 2010 Ford tenía 164 000 trabajadores en todo el mundo de los cuales 49 000 trabajaban en el EEE y 6 332 en España.

<sup>(1)</sup> DO C 54 de 4.3.2006, p. 13.

<sup>(2)</sup> A petición de las autoridades españolas, carta de 3 de septiembre de 2012 (2012/093034), la Comisión concedió, mediante carta de 4 de septiembre de 2012 (2012/093212) una prórroga del plazo inicial para presentar la información solicitada.

- (8) Ford España es la empresa matriz de un grupo de empresas («Grupo Ford España») <sup>(3)</sup>, cuya principal actividad es la importación y distribución de vehículos. Ford España tiene su fábrica en Almussafes (Valencia) y su residencia fiscal en Madrid.

- (9) Las autoridades españolas confirmaron que Ford España no es una empresa en crisis al no cumplir las condiciones establecidas en las Directrices comunitarias sobre ayudas estatales de salvamento y de reestructuración de empresas en crisis <sup>(4)</sup>.

## 2.2. El proyecto de inversión

## 2.2.1. El proyecto notificado

- (10) La inversión se lleva a cabo entre 2011 y 2014 en la factoría de Almussafes ya existente y consiste en la diversificación de la producción con el fin de fabricar un nuevo modelo que vendrá a sumarse a los que ya se fabrican actualmente en la factoría. Se trata de un modelo completamente nuevo (**V408**), que se comercializará con el nombre «**Ford Transit Connect**» y que pertenece al segmento CDV (Car Derived Van – furgoneta derivada de turismo) <sup>(5)</sup> según la segmentación de mercado de IHS Automotive <sup>(6)</sup>. Este modelo estará disponible en dos estilos: furgoneta [...] <sup>(\*)</sup> y combi, así como en hasta [...] variantes del vehículo.
- (11) Ford nunca ha fabricado en Almussafes un vehículo de las características de este nuevo modelo ni perteneciente al mismo segmento (CDV). Además, la factoría de Almussafes será la única que fabricará este modelo para el mercado europeo y norteamericano. En consecuencia, este será un paso importante para la factoría como fabricante para el mercado norteamericano. El nuevo V408 Ford Transit Connect sustituirá al modelo V227 que actualmente se fabrica en Kocaeli (Turquía) y Craiova (Rumanía).
- (12) Ford fabrica actualmente en Almussafes:
  - El **Ford C-Max**, que se encuadra en el segmento C-MAV de acuerdo con la clasificación de Ford, y que se define como un vehículo versátil en sus características y detalles. Esta categoría equivale al segmento de vehículos polivalentes (Multi Purpose Vehicle – MPV-C) de IHS Automotive.
  - El **Ford Kuga**, que se encuadra en el segmento de los vehículos utilitarios deportivos (sport utility vehicle – SUV-C) de IHS Automotive.

<sup>(3)</sup> El Grupo Ford España comprende Ford España (la empresa matriz), el subgrupo Groupe FMC France SAS y Ford Italia S.p.A.

<sup>(4)</sup> DO C 244 de 1.10.2004, p. 2. En particular no se cumplen las siguientes circunstancias establecidas en el apartado 10 de las Directrices comunitarias sobre ayudas estatales de salvamento y de reestructuración: a) tratándose de una sociedad de responsabilidad limitada, ha desaparecido más de la mitad de su capital suscrito y se ha perdido más de una cuarta parte del mismo en los últimos 12 meses; c) para todas las formas de empresas, reúne las condiciones establecidas en el Derecho interno para someterse a un procedimiento de quiebra o insolvencia.

<sup>(5)</sup> A nivel interno, Ford considera que este vehículo pertenece al segmento ISV (Integrated Style Van – furgoneta de estilo integrado).

<sup>(6)</sup> IHS Automotive, anteriormente denominada Global Insight, es una importante empresa consultora de prospectiva.

<sup>(\*)</sup> Datos confidenciales

- (13) España hace hincapié en que la introducción de un vehículo comercial presenta características y particularidades específicas de fabricación que hacen necesaria una inversión importante para efectuar transformaciones fundamentales en las líneas de producción.
- (14) En concreto, el objetivo del proyecto es incorporar a la actual producción de la factoría un nuevo concepto de vehículo que es completamente diferente de los que se fabrican actualmente y que tiene mayores dimensiones. Asimismo, la plataforma, los componentes y los materiales tendrán unas características de solidez, fiabilidad y tamaño único diseñados para resistir cargas pesadas y permitir un mayor espacio interior.
- (15) Las inversiones utilizarán los últimos avances tecnológicos que incrementarán la flexibilidad y eficiencia de la factoría. El mayor reto del proyecto es la posibilidad de fabricar al mismo tiempo y utilizando las mismas instalaciones varios modelos completamente diferentes. Según las autoridades españolas, la inversión supone la diversificación de la producción del establecimiento para atender a mercados de productos nuevos y adicionales y, como tal, constituye una inversión inicial.
- (16) A este respecto, España especificó que la inversión incluye la construcción de nuevos edificios (para la pintura) y la introducción de nueva maquinaria y equipos. Se utilizarán nuevos equipos para las *presas* (una línea de prensa completamente nueva, así como nuevos juegos de matrices específicas para el nuevo modelo de vehículo), la *carrocería* (p. ej. nuevos robots, nuevas estaciones para fabricar los subjuegos de plataforma y chasis, exclusivos para el nuevo modelo), el *montaje* (p. ej. nueva maquinaria para la fabricación de asientos, subensamblaje del panel de instrumentos, nueva estación para la instalación de ventanas, equipos para que los vehículos se atengan a las normas norteamericanas (EOLT), etc.) y la *planta de pinturas* (nuevas líneas de fosfatación y cataforesis, nuevas plataformas para sellado automático y manual, nuevo sistema de impresión, pintura y barnizado, nuevos hornos más eficientes, nuevo sistema de encerado, equipo de transporte, etc.), así como en las áreas de *tecnologías de la información* y de *calibración y control de calidad*. Por último, la inversión cubrirá también el utillaje de los proveedores (*vendor tooling*) y las tareas vinculadas a la planificación, ingeniería y gestión del proyecto.
- (17) Una parte de los gastos subvencionables [...] incluye el utillaje de los proveedores, es decir, el utillaje que se encuentra en los locales de los proveedores y que se utiliza para fabricar componentes para el nuevo Ford Transit Connect. Los proveedores a los que afecte la cuestión del utillaje estarán situados en la Comunidad Valenciana, en las siguientes localidades:
- Almussafes – 64 % del total
  - Albal – 15 %
  - Burjassot – 5 %
  - Llíria – 15 %
  - Nules – 1 %.
- (18) Todos estos activos correspondientes al utillaje de los proveedores son propiedad del beneficiario en su totalidad y figuran como activos en su balance. No se transfieren derechos de propiedad a los proveedores o a otras entidades en relación con estos activos y la empresa tiene derecho a reclamarlos y asignarlos a otras instalaciones en caso necesario.
- (19) Las autoridades españolas han indicado que no tienen noticia de la existencia de ningún proyecto o proyectos de inversión concomitantes que se estén llevando a cabo o esté previsto que se lleven a cabo en las instalaciones de cualquiera de los proveedores que utilizará los activos del mencionado utillaje. Las autoridades españolas han indicado también que no se ha concedido ayuda, ni está previsto que se conceda, a dichos proveedores.
- (20) Según España, el proyecto de inversión no crea capacidad adicional en la factoría de Almussafes ya que la fabricación de Ford Focus y Fiesta B299 (fabricados antes del proyecto, en 2011) finalizará y será sustituida por Ford Kuga (fabricado desde 2013) y el nuevo modelo V408 Transit Connect. La capacidad de producción máxima anual de este nuevo modelo V408 será de [160 000-190 000] unidades. El volumen total de producción máximo de Almussafes se limitará a 1 915 vehículos diarios (si hay tres turnos) o de 1 400 vehículos diarios si hay dos turnos, como actualmente. La inversión no solo mantendrá la actual plantilla de la fábrica sino que, además, creará aproximadamente 200 empleos indirectos: 50 subcontratistas, 100 trabajadores a tiempo parcial y 50 proveedores de servicios de ingeniería y de otro tipo. En consecuencia, se espera que el proyecto genere más inversión en los proveedores, lo que incrementará el desarrollo sostenible de la región. Para resaltar la importancia de la fábrica para la región, las autoridades españolas indicaron que la empresa representa el [...] % del PIB de la Comunidad Valenciana y la exportación de vehículos constituye el [...] % de la actividad del Puerto de Valencia. Además, las inversiones en la planta representan aproximadamente el [...] % de las inversiones totales efectuadas en todos los sectores económicos de la Comunidad Valenciana.
- (21) Según las autoridades españolas, está previsto que aproximadamente el [> 40] % de los vehículos V408 fabricados en la planta de Almussafes (cuya capacidad de producción máxima se estima en [160 000-190 000] unidades) se venda fuera del mercado de la EU19 <sup>(1)</sup>.
- 2.2.2. *Proyectos anteriores en las mismas instalaciones*
- (22) Otros proyectos de inversión anteriores en la factoría de Almussafes también recibieron ayudas.

<sup>(1)</sup> Las autoridades españolas definen la EU19 como Reino Unido, Alemania, Francia, Italia, España, Austria, Bélgica, República Checa, Dinamarca, Finlandia, Grecia, Hungría, Irlanda, Países Bajos, Noruega, Polonia, Portugal, Suecia y Suiza.

(23) El 17 de junio de 2009, la Comisión autorizó una ayuda a Ford España (N473/2008) para la factoría de vehículos ubicada en las instalaciones de la empresa en Almussafes. La financiación estaba destinada a la fabricación de tres nuevos vehículos, el nuevo Ford Fiesta, el nuevo Ford Focus y el nuevo C-Max, que exigía una modificación radical de la factoría existente. El proyecto se inició el 3 de enero de 2008 y finalizó en 2012, con un gasto subvencionable de 514 698 000 EUR. Por último, tras la adopción de la Decisión de la Comisión, Ford abandonó la producción de uno de esos modelos, el nuevo Ford Focus, reduciendo el gasto subvencionable de la inversión a 379 411 000 EUR y la subvención nominal a 41 735 210 EUR. Se respetaron la intensidad máxima de la ayuda y el importe máximo de la misma en valor actualizado aprobado en la Decisión de la Comisión.

(24) Además, el 7 de diciembre de 2011, la Comisión autorizó una ayuda a la planta de Almussafes de Ford España [SA.32076 (2010/N)]. La ayuda por un importe de 24,8 millones EUR, se concedió para la fabricación del Ford Kuga (C520), cuyos costes subvencionables ascendieron a 155 millones EUR.

#### 2.2.3. Calendario del nuevo proyecto de inversión

(25) El proyecto de inversión se ejecutará entre 2011 y el 31 de diciembre de 2014. Está previsto que la producción del Transit Connect V408 se inicie en julio de 2013 y que la plena producción se alcance en octubre de 2013.

(26) La ayuda se concede con la condición de que el beneficiario mantenga la inversión en la región asistida durante un periodo mínimo de cinco años tras su finalización.

### 2.3. Base jurídica

(27) La ayuda se concederá con arreglo al régimen existente XR 57/07 (Incentivos Regionales). La base jurídica nacional es la siguiente:

- Ley 50/85, de 27 de diciembre, de incentivos regionales para la corrección de desequilibrios económicos interterritoriales;
- Real Decreto 899/2007, de 6 de julio, por el que se aprueba el Reglamento de los incentivos regionales, de desarrollo de la ley 50/1985 de 27 de diciembre;
- Real Decreto 166/2008, de 8 de febrero, por el que se delimita la Zona de Promoción Económica de la Comunitat Valenciana.

### 2.4. Costes subvencionables

(28) Los costes de inversión totales de los proyectos ascienden a 807,49 millones EUR. Los costes subvencionables ascienden a 419 930 752 EUR en términos nominales (418 436 786 EUR en valor actualizado <sup>(1)</sup>), de los cuales [...] EUR se refieren al utillaje de los proveedores. Los costes subvencionables se plantearán como sigue:

**Cuadro 1: Costes subvencionables**

	2011	2012	2013	2014	Total
Inversiones	[...]	[...]	[...]	[...]	419 930 752,00
Inversión actualizada	[...]	[...]	[...]	[...]	418 436 785,63

(29) Las autoridades españolas confirmaron que toda la maquinaria y equipos incluidos en los gastos subvencionables son nuevos.

(30) Los costes subvencionables no incluyen los activos inmateriales.

### 2.5. Financiación de la inversión

(31) El proyecto se financiará de la siguiente forma: un [...] % mediante recursos propios y un [...] % por medio de esta solicitud de ayuda. Las autoridades españolas confirmaron que la decisión por la que se concede la ayuda incluirá la condición de que se pruebe un determinado nivel de recursos propios.

(32) La ayuda se pagará en tramos anualmente una vez se haya verificado que la inversión anual se ha efectuado y que la empresa haya presentado pruebas del nivel de recursos propios requerido.

### 2.6. Límite máximo de ayuda regional

(33) Almussafes se encuentra en la Comunidad Valenciana, que es una región asistida con arreglo al artículo 107, apartado 3, letra c), del TFUE (región de desarrollo económico) con un límite máximo de ayuda regional normal para grandes empresas del 15% en equivalente de subvención bruto (ESB) hasta finales de 2013 de conformidad con el Mapa español de ayuda regional <sup>(2)</sup>.

(34) La localidad de Nules, en la que se ubicará parte del utillaje de los proveedores, está situada en la provincia de Castellón, en la que el límite máximo aplicable de ayuda regional es del 10 % ESB. Las autoridades españolas confirman que no se superará este límite máximo aplicable inferior en el caso de los costes subvencionables que se generen en Nules.

### 2.7. Importe de la ayuda

(35) Las autoridades españolas han previsto conceder la ayuda en forma de una subvención por un importe de 25 195 845,12 EUR en términos nominales que corresponde a 24 387 444,13 EUR en valor actualizado. La ayuda se pagará en plazos anuales según el siguiente calendario:

<sup>(1)</sup> De acuerdo con el apartado 41 de las DAR: «En el caso de las ayudas notificadas individualmente a la Comisión, el equivalente de subvención bruto se calculará en el momento de realizarse la notificación». El tipo de referencia/actualización aplicable en el momento de la notificación (18 de junio de 2010) era el tipo básico (1,67 %) incrementado en 100 puntos básicos (es decir, un 2,67 %)

<sup>(2)</sup> Ayuda estatal N 626/2006 – España – Mapa español de ayuda regional 2007-2013 (DO C 125 de 17.2.2006, p. 4).

**Cuadro 2: Ayuda**

	2011	2012	2013	2014	Total
Ayuda (nominal)			[...]	[...]	25 195 845,12
Ayuda (actualizada)			[...]	[...]	24 387 444,13

- (36) Las autoridades españolas señalaron que el Fondo Europeo de Desarrollo Regional (FEDER) podría cofinanciar la ayuda. Para ello, deberá dirigirse una solicitud al FEDER para que cofinancie este proyecto.
- (37) Las autoridades españolas confirmaron que Ford España presentó (el 8 de abril de 2011) la solicitud de ayuda antes de empezar los trabajos del proyecto (el 27 de julio de 2011) y respondieron que, en espera de una verificación detallada, el proyecto cumple en principio las condiciones de elegibilidad establecidas en el régimen X 57/2007.

### 2.8. Disposiciones generales

- (38) Las autoridades españolas se han comprometido a presentar a la Comisión:

- en el plazo de dos meses desde la firma del contrato entre el organismo que concede la ayuda y el beneficiario, copia de todos los actos contractuales pertinentes relativos a la medida;
- cada cinco años, a partir de la aprobación de la ayuda por la Comisión, un informe intermedio (donde conste la información sobre los importes de ayuda pagados y sobre cualquier otro proyecto de inversión iniciado en el mismo establecimiento o planta);
- en el plazo de seis meses desde el pago del último tramo de la ayuda, basándose en el calendario de pagos notificado, un informe final detallado.

## 3. EVALUACIÓN DE LA MEDIDA DE AYUDA Y COMPATIBILIDAD

### 3.1. Existencia de ayuda

- (39) El apoyo financiero a Ford España lo concederán las autoridades españolas, consistirá en una subvención directa y se financiará con cargo a los presupuestos del Estado. Por consiguiente, puede considerarse que esta ayuda la concede el Estado miembro mediante fondos estatales a tenor de lo dispuesto en el artículo 107, apartado 1, del TFUE.
- (40) Como la ayuda se concede a una sola empresa, Ford España, la medida es selectiva.

- (41) El apoyo financiero concedido a Ford España liberará a la empresa de costes que normalmente hubieran estado a su cargo y, por lo tanto, la empresa se beneficia de una ventaja económica frente a sus competidores.
- (42) El apoyo financiero de las autoridades españolas se concederá para inversiones que tendrán como resultado la fabricación de vehículos. En consecuencia, es probable que la medida afecte al comercio entre Estados miembros ya que se aplica en un sector donde existe dicho comercio.
- (43) El hecho de que las autoridades españolas favorezcan a Ford España y su producción, significa que se falsea, o puede verse falseada, la competencia <sup>(1)</sup>.
- (44) En consecuencia, la Comisión considera que la medida notificada constituye una ayuda estatal a Ford España en el sentido del artículo 107, apartado 1, del TFUE.

### 3.2. Legalidad de la medida de ayuda

- (45) Al notificar la medida de ayuda prevista antes de llevarla a la práctica, las autoridades españolas han cumplido la obligación que impone el artículo 108, apartado 3, del TFUE, y han respetado el requisito de notificación individual establecido en el artículo 7(1) del Reglamento de exención a las ayudas regionales a la inversión <sup>(2)</sup>, en el artículo 6(2) del Reglamento General de Exención por Categorías <sup>(3)</sup> y en el apartado 64 de las DAR.
- (46) La medida sólo se aplicará tras su aprobación por la Comisión.

### 3.3. Compatibilidad de la medida de ayuda

- (47) Habiéndose acreditado que la medida notificada constituye una ayuda estatal con arreglo al artículo 107, apartado 1, del TFUE, se ha de examinar si la medida es compatible con el mercado interior.
- (48) Como el objetivo de la medida es fomentar el desarrollo regional en una zona designada con arreglo al artículo 107, apartado 3, letra c), del TFUE la compatibilidad de la medida con el mercado interior puede evaluarse sobre la base de las DAR.
- (49) De conformidad con el apartado 60 de las DAR, este proyecto de inversión constituye un gran proyecto de inversión, ya que sus gastos subvencionables superan los 50 millones EUR, calculados a los precios y tipos de cambio correspondientes a la fecha de notificación.

<sup>(1)</sup> Según la jurisprudencia del Tribunal Europeo de Justicia, la mejora de la posición competitiva de una empresa debido a una ayuda estatal implica, por lo general, un falseamiento de la competencia respecto a las empresas competidoras que no hayan recibido esa ayuda (Asunto C-730/79, Rec. 1980 p. 2671, considerandos 11 y 12).

<sup>(2)</sup> Reglamento (CE) n.º 1628/2006 de la Comisión, de 24 de octubre de 2006, relativo a la aplicación de los artículos 87 y 88 del Tratado a las ayudas regionales a la inversión, DO L 302, 1.11.2006, p.29.

<sup>(3)</sup> Reglamento (CE) n.º 800/2008 de la Comisión, de 6 de agosto de 2008, por el que se declaran determinadas categorías de ayuda compatibles con el mercado común en aplicación de los artículos 87 y 88 del Tratado (Reglamento general de exención por categorías), DO L 114, 9.8.2008, p.3.

(50) En consecuencia, la medida de ayuda se ha evaluado de acuerdo con las disposiciones aplicables de las DAR, en particular con las normas relativas a las ayudas a la inversión regional destinadas a grandes proyectos de inversión.

### 3.3.1. Compatibilidad con las disposiciones generales de las DAR

(51) La Comisión ha verificado que el proyecto incluye inversión inicial conforme a lo dispuesto en las DAR y que no hay inversiones de sustitución de la maquinaria existente.

(52) En el apartado 34 de las DAR se define como inversión inicial una inversión en activos materiales e inmateriales relativos a la creación de un nuevo establecimiento; la ampliación de un establecimiento existente; la diversificación de la producción de un establecimiento para atender a mercados de productos nuevos y adicionales o una transformación fundamental en el proceso global de producción de un establecimiento existente.

(53) La Comisión reconoce que la naturaleza de la industria del automóvil es dinámica, con productos que se actualizan ligeramente todos los años y que sufren una actualización más importante cada tres años, aproximadamente, a partir de su salida al mercado y con un vehículo totalmente nuevo tras unos siete años, todo ello con inversiones adicionales.

(54) Si bien los pasos básicos en la fabricación de automóviles son similares – estampado de las chapas metálicas para formar las partes de la carrocería, línea de carrocería en la que se montan y sueldan las partes de la carrocería, línea de pintura, montaje del automóvil (instalación del cableado, la transmisión, etc.), tapizado final y montaje y verificación –, las autoridades españolas argumentan que cada uno de los actuales procesos de producción aplicados en las diferentes partes de la factoría o «líneas» sufrirá cambios fundamentales en el curso de la inversión prevista. España ha presentado información detallada de estos cambios [véanse los considerandos (13) a (16)].

(55) La Comisión toma nota también de que el modelo CDV que se va a fabricar es un modelo nuevo. El nuevo V408 es un modelo cuyo predecesor - el actual V227 - no se ha fabricado en la factoría de Almussafes, sino en las de Kocaeli (Turquía) y Craiova (Rumanía).

(56) La Comisión considera, por lo tanto, que el proyecto notificado constituye una inversión inicial conforme a lo dispuesto en el apartado 34 de las DAR ya que se refiere a una diversificación de la producción del establecimiento para atender a mercados de productos nuevos y adicionales.

(57) Los costes subvencionables para la ayuda a la inversión (véase el cuadro 1) se definen con arreglo a los epígrafes 4.1 y 4.2 de las DAR, respetándose las normas sobre acumulación, de conformidad con los apartados 71 a 75 de las DAR.

(58) Además, Ford España solicitó la ayuda el 8 de abril de 2011, es decir, antes de empezar los trabajos del pro-

yecto (el 27 de julio de 2011) y las autoridades españolas estuvieron de acuerdo en conceder la ayuda una vez que fuera autorizada por la Comisión el 11 de abril de 2011, tal como se señala en el considerando 37. Esto asegura que la ayuda regional tiene *prima facie* efecto incentivador de conformidad con el apartado 38 de las DAR.

(59) Ford España tiene también la obligación de mantener la inversión en la región un mínimo de cinco años tras la finalización del proyecto, de conformidad con el apartado 40 de las DAR.

(60) La contribución financiera del beneficiario será como mínimo del 25 % de los costes subvencionables y estará exenta de cualquier tipo de ayuda pública, lo que se atiene a lo dispuesto en el apartado 39 de las DAR.

(61) Ford España no es una empresa en crisis con arreglo a lo dispuesto en las Directrices de salvamento y de reestructuración. Financia el [...] % del proyecto con recursos propios. Por ello, la empresa no está excluida, de conformidad con el apartado 9 de las DAR, del ámbito de aplicación de estas Directrices.

(62) De conformidad con el apartado 41 de las DAR, la intensidad de la ayuda en equivalente de subvención bruto debe actualizarse a su valor en la fecha de la notificación y expresarse en porcentaje del valor actual de los costes subvencionables.

(63) La Comisión considera, por consiguiente, que la ayuda se atiene a los criterios generales de compatibilidad establecidos en las DAR.

### 3.3.2. Compatibilidad con las disposiciones relativas a las ayudas a grandes proyectos de inversión

#### 3.3.2.1. Proyecto de inversión único (apartado 60 de las DAR)

(64) El apartado 60 de las DAR establece que, a fin de evitar que un gran proyecto de inversión se divida artificialmente en subproyectos para eludir que se le aplique lo dispuesto en dichas Directrices<sup>(1)</sup>, se considerará que dicho proyecto es un proyecto de inversión único cuando la inversión inicial se realice a lo largo de un periodo de tres años y consista en activos fijos combinados de modo económicamente indivisible.

(65) El beneficiario ha recibido ayuda para otra inversión en el mismo establecimiento, a saber, el Ford Kuga (aprobada el 7 de diciembre de 2011 mediante la Decisión de la Comisión sobre el asunto SA.32076) y han transcurrido menos de tres años entre el inicio de los dos proyectos. Sin embargo, los dos proyectos muestran diferencias técnicas y funcionales tal y como se describe en la sección 2.2.2 y la decisión de ubicar la producción en Almussafes se tomó independientemente en uno y otro caso. En consecuencia, las dos inversiones no constituyen un proyecto de inversión único a tenor del apartado 60 de las DAR.

<sup>(1)</sup> Los Estados miembros podrían inclinarse por notificar dos proyectos distintos porque, tratados por separado en vez de como un proyecto de inversión único, se suele permitir una mayor intensidad máxima de ayuda, dado que de esta manera se evita la aplicación del mecanismo automático de reducción del apartado 67 de las DAR.

## 3.3.2.2. Intensidad de la ayuda (apartado 67 de las DAR)

- (66) De conformidad con el apartado 67 de las DAR, las ayudas a la inversión regional destinadas a grandes proyectos de inversión están sujetas a un límite máximo ajustado de ayuda regional previsto en esta misma disposición.
- (67) El gasto total subvencionable previsto en valor actualizado es de 418 436 786 EUR. En consecuencia, la intensidad máxima de la ayuda autorizada es del 6,57 % ESB.
- (68) El importe total de la ayuda previsto en valor actualizado es de 24 387 444,13 EUR. En consecuencia, la intensidad de la ayuda notificada es del 5,83 % ESB. Como la intensidad de la ayuda para el proyecto es inferior a la intensidad de la ayuda máxima autorizada, la intensidad de la ayuda propuesta para el proyecto se atiene a las DAR.
- (69) Las autoridades españolas confirmaron que el beneficiario no ha solicitado ayuda adicional en relación con la inversión prevista.

## 3.3.2.3. Aplicación de los límites máximos para la evaluación detallada contemplados en el apartado 68, letras a) y b), de las DAR

- (70) Para determinar si los límites fijados en el apartado 68, letras a) y b), de las DAR se superan, deben definirse en primer lugar el mercado o mercados de producto de referencia y el mercado geográfico de referencia del producto o productos afectados por el proyecto de inversión.

## — Productos del proyecto de inversión

*Producto de referencia*

- (71) Según el apartado 69 de las DAR, el producto de referencia es, por regla general, el contemplado en el proyecto de inversión. Sin embargo, cuando el proyecto se refiere a un producto intermedio y una parte considerable de la producción no se vende en el mercado, cabe considerar que el producto de referencia es un producto de una fase posterior en la cadena de producción.
- (72) En el asunto de que se trata, la inversión se refiere exclusivamente a la producción de un nuevo vehículo, no viéndose afectados productos intermedios ni componentes. Por ello la Comisión considera que, a efectos de la presente Decisión, el producto de referencia son los vehículos de motor.

*Segmentación del mercado de referencia*

- (73) El apartado 70 de las DAR establece que a los efectos de la aplicación del apartado 68, letras a) y b), de las DAR, las ventas y el consumo aparente <sup>(1)</sup> se definirán al nivel adecuado de la clasificación Prodcum, en principio en el

EEE o, si no se dispusiera de información o esta no fuera pertinente, mediante cualquier otra segmentación del mercado que goce de aceptación general y respecto de la cual se disponga de datos estadísticos.

- (74) En la clasificación Prodcum, bajo el código 29.10 «Fabricación de vehículos de motor», los vehículos de clase turismo se diferencian fundamentalmente por el tipo de motor (motor de encendido por chispa, motor de ignición por compresión) y por su cilindrada. No obstante, cabe considerar que la clasificación Prodcum no es pertinente a efectos de dividir el mercado de los turismos en segmentos que puedan constituir mercados de productos distintos, ya que las características anteriormente mencionadas no permiten definir un mercado de producto, importante desde un punto de vista económico, menor que el mercado general de los vehículos de clase turismo, dado que, al menos desde la óptica de la demanda, las preferencias de los consumidores están determinadas fundamentalmente por parámetros como la marca, el tamaño, el equipamiento y el precio.
- (75) Por el contrario, el mercado de vehículos de clase turismo se segmenta en general sobre la base de características técnicas como la potencia y la cilindrada del motor, la longitud, el diseño, la tracción (delantera, trasera o a las cuatro ruedas.), el estilo de la carrocería (berlina, cupé, familiar, etc.), o en función de combinaciones de esas características, así como de acuerdo con la gama de precios <sup>(2)</sup>.
- (76) A efectos de la verificación de los límites establecidos en el apartado 68, letras a) y b), de las DAR, las autoridades españolas proporcionaron información basada en la segmentación establecida por la empresa de estudios de mercado IHS Automotive.
- (77) IHS Automotive, una importante consultora de prospectiva, propone una segmentación limitada de los vehículos de clase turismo (27 segmentos) que se utiliza como referencia común en el sector. Distribuye los vehículos en diferentes segmentos basándose en una combinación híbrida de todos los factores: dimensiones interiores y exteriores, precio, modelos competidores, marca, etc.
- (78) Los datos resultantes de la segmentación efectuada por IHS Automotive se han utilizado en diversas decisiones sobre ayudas estatales adoptadas de acuerdo con las DAR y referidas a las ayudas a la inversión regional destinadas a grandes proyectos de inversión en el sector de la fabricación de vehículos de motor <sup>(3)</sup>. La Comisión considera, en consecuencia, que esta clasificación del mercado puede considerarse una referencia apropiada y suficientemente detallada y aplica esta segmentación para evaluar el proyecto de ayuda de que se trata.

<sup>(2)</sup> Por ejemplo, el informe anual de la Comisión sobre el precio de los vehículos de clase turismo en la Unión Europea utiliza la segmentación siguiente: A: modelos «mini»; B: coches pequeños; C: coches medianos; D: coches grandes; E: modelos de gama alta; F: coches de lujo; G: monovolúmenes y vehículos utilitarios deportivos.

<sup>(3)</sup> Asuntos SA.24773 (N 671/08) Ford Romania (DO C 238 de 17.9.2008, p. 4), SA.27199 (N 635/08) Fiat Group Automobiles (DO C 219 de 12.9.2009, p. 3), SA.26598 (N 473/08) Ford España (DO C 19 de 26.1.2010, p. 5), SA.27308 (N 671/08) Mercedes-Benz Manufacturing Hungary (DO C 28 de 4.2.2010, p. 2), SA.27276 (N 674/08), SA.30283 (N 27/10) Fiat Powertrain Technologies (DO C 333 de 10.12.2010, p. 2), SA.30340 (2011/C) Fiat Powertrain Technologies Poland (DO C 151 de 21.5.2011, p. 5).

<sup>(1)</sup> El consumo aparente es igual a la producción más las importaciones menos las exportaciones.



— Mercado de productos de referencia

- (79) El apartado 69 de las DAR establece que en el mercado de los productos de referencia se incluyen el producto de referencia y los productos considerados sustitutivos, bien por el consumidor (debido a sus características, precio y uso previsto), bien por el productor (debido a la flexibilidad de las instalaciones de producción) <sup>(1)</sup>.
- (80) El producto contemplado en el proyecto de inversión, el modelo V408 Ford Transit Connect pertenece a un segmento específico denominado por Ford «ISV» - Integrated Style Van. Las autoridades españolas han indicado que este segmento corresponde al segmento CDV «Car derived Van», según IHS.
- (81) Por consiguiente, a efectos de las valoraciones, el análisis mercadotécnico y el posicionamiento estratégico del producto efectuados por la empresa, se consideró que los principales productos alternativos son los siguientes: Volkswagen Caddy, Citroën Berlingo/Partner, Renault Kangoo, Fiat Doblo, Opel Combo y Nissan NV 200.

*Intercambiabilidad desde el punto de vista de la demanda*

- (82) La Comisión toma nota de que existe cierta posibilidad de intercambiabilidad desde el punto de vista de la demanda en los márgenes de cada uno de los tipos de vehículos de clase turismo. Sin embargo, la Comisión considera en esta fase que no parece muy probable para vehículos del segmento CDV. En concreto, además del precio, los principales factores que llevan a los consumidores a optar por el modelo V408 son, probablemente, características técnicas como el estilo de la carrocería y el equipamiento.

*Intercambiabilidad desde el punto de vista de la oferta*

- (83) Por lo que a la oferta se refiere, la Comisión observa que los fabricantes de los vehículos de clase turismo, incluyendo los del segmento CDV están presentes, por lo general, en muchos de los segmentos. Los fabricantes pueden pasar de un tipo a otro de estos vehículos de clase turismo ya que muchos de los vehículos se basan en la misma plataforma.
- (84) Sin embargo, aunque el nuevo modelo se fabrique en la misma plataforma, su producción requerirá una inversión adicional, lo que pone de manifiesto que la flexibilidad de la oferta para cambiar de un modelo a otro sin incurrir en costes adicionales es limitada.
- (85) A tenor de la información facilitada por las autoridades españolas, en la factoría de Almussafes se fabrican en la actualidad vehículos de clase turismo de los segmentos MPV-C y SUV-C [véase el considerando (12)]. Sin embargo, la nueva inversión se llevará a cabo en una plataforma completamente diferente, por lo que la fabricación de vehículos de los segmentos MPV-C y SUV-C no se verá afectada. La Comisión observa, de acuerdo con lo enviado por las autoridades españolas que, de todas maneras, en Almussafes no se pueden fabricar otros produc-

tos, incluidos otros tipos de vehículos de motor, utilizando los gastos subvencionables del proyecto de inversión de que se trata sin incurrir en cuantiosos costes adicionales. Asimismo consideran que cualquier producto intermedio, semiacabado o subproducto fabricados en Almussafes utilizando los gastos subvencionables de este proyecto de inversión en concreto no pueden comercializarse por separado.

*Conclusión*

- (86) Teniendo en cuenta lo anteriormente expuesto, cabe concluir que, a los efectos de la presente Decisión, el mercado de producto de referencia es el mercado de vehículos de clase turismo del segmento CDV.

— Mercado geográfico de referencia

- (87) La Comisión necesita definir también el mercado geográfico de referencia para evaluar el proyecto con arreglo al apartado 68, letra a), de las DAR.
- (88) El apartado 70 de las DAR 2007-13 establece que, para efectuar las pruebas contempladas en el apartado 68 de las DAR, los mercados deben definirse, por lo general, a nivel del EEE.
- (89) Desde la perspectiva de la oferta, la producción del sector del automóvil es como mínimo de ámbito EEE o incluso mundial. Los principales fabricantes de automóviles, Ford incluido, son empresas mundiales. Disponen de fábricas en diferentes países y continentes. A mayor abundamiento, la tendencia hacia la globalización ha crecido aún más en estos últimos años.
- (90) Por lo general, Ford considera que su mercado europeo se compone de los 19 países del EEE <sup>(2)</sup>, Rusia y Turquía. Según las autoridades españolas, el modelo V408 que se fabricará en la fábrica de Almussafes se comercializará en el EEE ([> 50] %), Norteamérica ([20-40] %) y Rusia, Turquía y el resto del mundo ([10-30] %). En comparación con el modelo V227, fabricado actualmente en Rumanía y Turquía, la exportación hacia Norteamérica del modelo V408 se incrementará (a partir de un [10-25] %), mientras que las ventas en el EEE (actualmente [> 55] %) y en el resto del mundo ([20-40] %) se reducirán ligeramente.
- (91) Desde la perspectiva de la demanda, las condiciones de competencia han mejorado significativamente en la UE, en particular por lo que respecta a las barreras técnicas y los sistemas de distribución, si bien las diferencias de precio y de fiscalidad siguen siendo factores de limitación. Los bajos costes de transporte y la presencia de todos los grandes fabricantes en casi todos los Estados miembros y en los mayores países del mundo son indicadores de un mercado EEE o incluso mundial.
- (92) A los efectos de las decisiones sobre ayudas estatales destinadas a instalaciones de producción, que evalúan los efectos de la ayuda en el falseamiento de la competencia entre los fabricantes y en el comercio entre Estados miembros, los aspectos de la fabricación son decisivos.

<sup>(1)</sup> Véase el punto 7 de la Comunicación de la Comisión relativa a la definición de mercado de referencia a efectos de la normativa comunitaria en materia de competencia (DO C 372 de 9.12.1997, p. 5).

<sup>(2)</sup> Reino Unido, Alemania, Francia, Italia, España, Austria, Bélgica, República Checa, Dinamarca, Finlandia, Grecia, Hungría, Irlanda, Países Bajos, Noruega, Polonia, Portugal, Suecia y Suiza.

(93) Por ello, dado que la ayuda notificada se refiere a la fabricación de vehículos de clase turismo, la Comisión considera que para evaluar el presente asunto el mercado geográfico de referencia de los productos de que se trata debe ser, como mínimo, el EEE. Las cuotas de mercado se calculan tanto a nivel del EEE como mundial.

— Límite establecido en el apartado 68, letra a), de las DAR

#### Cuotas de mercado

(94) De conformidad con el apartado 68, letra a), de las DAR, la Comisión debe analizar si la cuota de mercado del beneficiario de la ayuda, tanto antes como después de la inversión, supera el 25 %.

(95) La cuota de mercado del beneficiario se valora a nivel del grupo en los mercados del producto y geográfico de referencia. Como el nuevo proyecto de inversión de Ford España se inició en julio de 2011 y está previsto alcanzar la producción plena en octubre de 2013, la Comisión examinará la cuota de mercado de Ford a nivel de grupo en el mercado de referencia entre 2010 y 2014.

(96) Teniendo en cuenta las importantes diferencias entre los costes de producción y los precios de los diferentes vehículos de clase turismo y la dificultad de obtener estimaciones de precios fiables, normalmente se usan en el sector los datos del volumen para definir los mercados y su evolución. Las autoridades españolas suministraron datos sobre cuotas de mercado a nivel del EEE y mundial<sup>(1)</sup> en el segmento CDV en volumen y valor procedentes de IHS. Son los siguientes:

**Cuadro 3: Cuotas de mercado de Ford**

	CDV				
	2010	2011	2012	2013	2014
Cuota de mercado de Ford en el EEE	4,8 %	4,5 %	4,8 %	5,1 %	9,9 %
Cuota de mercado mundial de Ford	8,2 %	8,8 %	7,3 %	7,5 %	11,6 %

Fuente: IHS Automotive – Junio de 2012

(97) Sobre la base de estas cifras, las cuotas de mercado de Ford en el mercado de vehículos del segmento CDV se sitúan sensiblemente por debajo del límite del 25 %, tanto en el EEE como a nivel mundial.

(98) Por consiguiente, el proyecto se atiene al apartado 68, letra a), de las DAR.

— Límite establecido en el apartado 68, letra b), de las DAR

(99) De conformidad con el apartado 68, letra b), de las DAR, la Comisión debe asimismo verificar si la capacidad creada por el proyecto representa menos del 5 % del volumen del mercado calculado en términos de consumo aparente del producto de referencia en el EEE, salvo que la tasa media de crecimiento anual de su consumo apa-

rente en los últimos cinco años se sitúe por encima de la tasa media de crecimiento anual del PIB del EEE.

#### Capacidad creada por el proyecto de inversión

(100) Tal como se indica en el considerando (25), el proyecto de inversión comenzó en 2011; consiguientemente, el año que debe tomarse como referencia para verificar si la capacidad creada por el proyecto de inversión supera el 5 % del mercado en el EEE es 2010.

(101) Las autoridades españolas arguyeron que la capacidad de producción total de vehículos de la factoría de Almussafes [véase el considerando (20)] no se incrementará como resultado de la inversión ya que el proyecto se refiere a la diversificación de las capacidades existentes sin crear capacidades adicionales. La capacidad de producción máxima de este nuevo modelo será de [160 000-190 000] unidades por año. La capacidad máxima de la fábrica fue de 1 915 unidades/día el año anterior al inicio de la inversión para la que se pidió la subvención (2011) y seguirá siendo de 1 915 unidades/día en el año siguiente a la finalización de la mencionada inversión (2014). Sin embargo, los vehículos cuya producción va a interrumpirse pertenecen a segmentos diferentes del mercado, a saber, al B (Ford Fiesta) y al C (Ford Focus).

(102) Además de lo expuesto, España aboga por que solo se utilice el incremento de capacidad neta para los cálculos del apartado 68, letra b), de las DAR. Las plantas de Rumanía y Turquía dejarán de fabricar el antiguo modelo Ford Transit (V227) tan pronto como el nuevo (V408) llegue al mercado. En consecuencia, la actual capacidad de [140 000-160 000] unidades se sustituirá por una nueva capacidad de [160 000-190 000] unidades, lo que conduce a un incremento de capacidad neta de [0-50 000] unidades. En una de sus anteriores decisiones<sup>(2)</sup>, la Comisión arguyó que solo se podía considerar el incremento de capacidad neta si la reducción de capacidad en cualquier otro sitio formaba parte del proyecto notificado y estaba relacionada con la ayuda. En el presente asunto, el hecho de que el Ford Transit ya no se fabrique en las actuales factorías (en Rumanía y Turquía) parece estar más relacionado con una decisión política de Ford y no que forme parte realmente del proyecto, ya que parece dudoso que una empresa mantenga un modelo de vehículo anticuado en el mercado. Además, la capacidad liberada en Rumanía/Turquía todavía podrá seguir usándose. En consecuencia, la Comisión duda en esta fase de que el incremento de capacidad neta, en oposición al incremento de la capacidad bruta, deba usarse para los cálculos del apartado 68, letra b), de las DAR.

(103) La capacidad de producción bruta resultante del proyecto de inversión en el mercado EEE en volumen es del [ $> 20$ ] %<sup>(3)</sup>, si se considera que toda la capacidad se

<sup>(2)</sup> C 46/2008 Ayuda a Dell Poland, DO L 29 de 2.2.2010.

<sup>(3)</sup> La cifra de la capacidad bruta ha sido calculada por la Comisión en base a la información facilitada por España. Se calculó dividiendo la capacidad máxima generada por el proyecto, es decir, [160 000-190 000] unidades, entre el número de vehículos CDV vendidos en el mercado del EEE en el año anterior al proyecto, es decir 735 091 unidades.

<sup>(1)</sup> Basados en estadísticas de ventas.

vende en el mercado EEE. Sin embargo, España ha indicado que solo el [ $> 50$ ] % de la producción atenderá el mercado EEE, destinándose el resto a Norteamérica, Turquía, Rusia y el resto del mundo. Aun teniendo solo en cuenta el [ $> 50$ ] % de la capacidad bruta, el incremento de la capacidad bruta en el mercado EEE llegaría al [ $> 10$ ] %. En consecuencia, el incremento de la capacidad bruta supera en cualquier caso el 5 %. La Comisión constata que si se utiliza la capacidad neta <sup>(1)</sup>, el incremento de capacidad será inferior al 5 %, el [ $< 5$ ] % y el [ $< 2.5$ ] % respectivamente (toda la capacidad de producción en el mercado EEE, o solo el [ $> 50$ ] %).

*Crecimiento en el mercado de referencia en relación con el crecimiento del PIB del EEE*

(104) Considerando que el incremento de la capacidad bruta supera el 5 %, y las dudas que tiene la Comisión respecto al uso de las cifras del incremento de capacidad neta, se hace necesario calcular el crecimiento del consumo aparente en los cinco últimos años en el mercado CDV, con el fin de verificar si supera la tasa media de crecimiento anual del PIB del EEE.

(105) Teniendo en cuenta el hecho de que los trabajos del proyecto se iniciaron en 2011, la Comisión debe tener en cuenta el índice de crecimiento anual compuesto (ICAC) de los mercados del producto de referencia en el EEE y el PIB del EEE en el periodo 2005-2010.

(106) A este respecto, España alega que para este cálculo solo deben usarse cifras de valor (nominal) ya que reflejan mejor la realidad del mercado en el sector del automóvil. Debe señalarse, sin embargo, que en los formularios de notificación se pide siempre a los Estados miembros que indiquen tanto las cifras de valor como las de volumen (términos reales). En su práctica decisoria <sup>(2)</sup>, la Comisión ha utilizado en algunas ocasiones ambos conjuntos de datos. Si en los casos de mercados con grandes economías de escala y exceso de capacidad, como el mercado del automóvil, se ha utilizado solo un tipo de datos, los que se han tenido en cuenta normalmente han sido las cifras de volumen <sup>(3)</sup>. En consecuencia, la Comisión duda en esta fase de que en el asunto en cuestión sea suficiente utilizar solo cifras de valor (nominal) para calcular el ICAC.

(107) El ICAC del consumo aparente (medido como ventas) del segmento CDV en el EEE durante el periodo 2005-2010 fue del -0,39 % en volumen y del 2,07 % en valor (ver cuadro 4).

<sup>(1)</sup> La cifra de la capacidad neta ha sido calculada por la Comisión en base a la información facilitada por España. Se calculó dividiendo la capacidad neta generada por el proyecto, es decir [0-50 000] unidades (resultado de restar a [160 000-190 000] las [140 000-160 000] unidades actualmente producidas) entre el número de vehículos CDV vendidos en el mercado del EEE en el año anterior al proyecto, es decir 735 091 unidades.

<sup>(2)</sup> C 46/2008 Ayuda a Dell Poland, DO L 29 de 2.2.2010, C 34/2009 Petróleos de Portugal – Petrogal, S.A., DO L 220 de 17.8.2012, N 237/2010 Ayuda a Sovello 3 en Thalheim, DO C 105 de 5.4.2011, SA.33152 (2011/C) Linamar Powertrain GmbH, DO C 56 de 26.2.2013.

<sup>(3)</sup> N 113/2009 Ayuda a Audi Hungaria Motor Ltd., DO C 64 de 16.3.2010, SA.32169 (2010/N) Volkswagen Sachsen GmbH, DO C 361 de 10.12.2011.

**Cuadro 4: Ventas en el EEE**

Segmento CDV	2005	2010	ICAC
Volumen (unidades)	749 632	735 091	- 0,39 %
Valor (miles EUR)	11 506 109,06	12 745 007,76	+ 2,07 %

Fuente: IHS Automotive – septiembre de 2012

(108) El ICAC del PIB del EEE en el período 2005-2010 fue del 0,90 % en volumen y del 2,15 % en valor (datos de Eurostat, ver cuadro 5). Cabe señalar que el ICAC del PIB de la EU-25 en valor fue del 1,99 % en el mismo periodo, según la información facilitada por España. España no facilitó cifras de volumen para el ICAC del PIB de la EU-25.

**Cuadro 5: Crecimiento del PIB**

PIB (en millones)	2005	2010	ICAC
PIB del EEE en volumen (real)	10 321 328	10 793 474	+ 0,90 %
PIB del EEE en valor (nominal)	11 332 928	12 607 268	+ 2,15 %
PIB de la EU-25 en valor (nominal)	10 969 550	12 103 720	+ 1,99 %

Fuente: Eurostat PIB para el EEE y autoridades españolas PIB EU 25.

(109) Como el índice de crecimiento anual medio del segmento CDV fue inferior al índice de crecimiento anual medio del PIB del EEE, tanto en volumen como en valor, en el período quinquenal de referencia, cabe concluir que no se cumple la condición establecida en el apartado 68, letra b), segunda parte, de las DAR.

(110) España argumenta que debe permitirse utilizar datos de la EU-25, en vez de datos del EEE, para calcular el ICAC del PIB en el periodo en cuestión, y se llegaría a una conclusión diferente. A saber, que el índice de crecimiento anual medio del mercado de vehículos de clase turismo en el segmento CDV fue superior al índice de crecimiento anual medio del PIB de la EU-25 en el período quinquenal de referencia. En consecuencia, si se tuvieran en cuenta solo las cifras del PIB de la EU-25, se cumpliría la condición establecida en el apartado 68, letra b), segunda parte.

(111) Para apoyar su reclamación, España cita la nota a pie de página 2 del apartado 4.4.3 de la parte III.5: Ficha de información complementaria sobre las ayudas de Estado de finalidad regional para grandes proyectos de inversión <sup>(4)</sup> aneja al Reglamento (CE) 1627/2006 de la Comisión en cuanto al impreso de notificación de ayudas. En esta nota a pie de página se señala que «en este contexto, puede utilizarse la EU-25 como equivalente al EEE».

<sup>(4)</sup> Anexo al Reglamento (CE) n° 1627/2006 de la Comisión, de 24 de octubre de 2006, por el que se modifica el Reglamento (CE) n° 794/2004 en cuanto al impreso de notificación de ayudas, DO L 302 de 1.11.2006.

(112) La Comisión no está segura de que la interpretación española sea correcta. La posibilidad de utilizar los datos del PIB de la EU-25 como equivalente tenía sentido para ayudar a solucionar los problemas de la recopilación de datos cuando se introdujeron las DAR 2007-2013. Actualmente se pueden obtener las cifras del PIB del EEE para el periodo en cuestión (2005-2010) sin mayores problemas. Además, en el presente asunto, el uso del equivalente cifras del PIB de la EU-25 en vez de las cifras del PIB del EEE parece llevar a un resultado diferente, por lo menos en lo que se refiere a los datos de valor. Habida cuenta de lo expuesto, la Comisión duda de que deban usarse los datos del PIB de la EU-25 en vez de los del EEE para calcular el índice de crecimiento del PIB.

(113) De estas consideraciones, y sobre la base de los datos del PIB del EEE, parece desprenderse que se supera el límite máximo del apartado 68, letra b), de las DAR y que la Comisión, por consiguiente, debe efectuar una evaluación pormenorizada de la medida de ayuda notificada.

### 3.3.3. Conclusión sobre la compatibilidad con las disposiciones de las DAR relativas a las ayudas destinadas a grandes proyectos de inversión

(114) Teniendo en cuenta las conclusiones expuestas, la Comisión duda de que la medida de ayuda notificada cumpla plenamente las disposiciones de las DAR sobre grandes proyectos de inversión y más concretamente con el apartado 68, letra b), de las mismas.

### 3.4. Dudas y motivos para la incoación

(115) Por las razones expuestas, la Comisión, tras una evaluación preliminar de la medida, duda de si se supera el límite máximo del apartado 68, letra b), de las DAR.

(116) A este respecto, la Comisión recuerda las dudas que expresó en la presente Decisión de si puede aceptarse el cálculo del incremento de la capacidad, neta, propuesto por España y si la capacidad creada no supera el 5 % en caso de que el mercado de referencia tenga bajo rendimiento.

(117) La Comisión señala su desacuerdo con las autoridades españolas respecto a los tipos de datos que deben usarse para calcular el crecimiento del mercado de referencia a efectos de la aplicación del apartado 68, letra b), de las DAR. En esta fase, la Comisión duda de si usar solamente cifras de valor, en vez de cifras de volumen y valor, sería suficiente en el presente caso.

(118) La Comisión, además, tiene dudas sobre la propuesta de utilizar el equivalente datos del PIB de la EU-25, en vez de los datos disponibles del PIB del EEE para calcular el crecimiento del PIB de conformidad con el apartado 68, letra b), de las DAR.

(119) Se recuerda también que, a tenor del apartado 70 de las DAR, la carga de la prueba de que no concurren las circunstancias a que se refiere el apartado 68, letras a) y b), de las DAR, recaerá en el Estado miembro.

(120) Por consiguiente, la Comisión tiene la obligación de efectuar todas las consultas necesarias y, por tanto, de incoar

el procedimiento a tenor del artículo 108, apartado 2, del TFUE, si la investigación inicial no permite a la Comisión establecer que la medida se atiene al apartado 68 de las DAR. Ello dará la oportunidad a aquellos terceros cuyos intereses puedan verse afectados por la concesión de la ayuda a presentar sus observaciones al respecto. A la vista tanto de la información notificada por España como de la presentada por terceros, la Comisión evaluará la medida y adoptará su decisión definitiva.

(121) En el caso de que la información proporcionada en el curso del procedimiento formal de investigación no permita confirmar que se respetan los umbrales previstos en el apartado 68 de las DAR, la Comisión tiene que investigar asimismo si la ayuda es necesaria para proporcionar un efecto de incentivo a la inversión y si los beneficios de la medida de ayuda sobrepasan la distorsión resultante de la competencia y el efecto sobre el comercio entre los Estados miembros. Por tanto, la Comisión pide a España y a los terceros que aporten las pruebas de que dispongan que permitan a la Comisión motivar su evaluación de la medida.

(122) En la nota a pie de página 63 de las DAR, la Comisión anunció su intención de publicar «nuevas orientaciones sobre los criterios que tomará en consideración a efectos de esta evaluación». Este anuncio se ha materializado mediante la adopción de la Comunicación de la Comisión sobre los criterios para la evaluación pormenorizada de la ayuda regional para grandes proyectos de inversión<sup>(1)</sup> que servirá de base para la evaluación pormenorizada. En concreto, es preciso tomar en consideración los criterios siguientes: objetivo de la ayuda, idoneidad del instrumento de ayuda, efecto incentivador, proporcionalidad de la ayuda, exclusión de la inversión privada y efecto sobre el comercio. En esta fase, parece que la competencia puede falsearse especialmente en el segmento de mercado en el que el incremento de la capacidad bruta generado por el proyecto supera el 5 %.

(123) Con vistas a esta evaluación pormenorizada, se invita a las partes interesadas a facilitar toda la información necesaria para establecer el efecto económico incentivador de la ayuda, es decir, si 1) la ayuda ofrece un incentivo para adoptar una decisión de inversión positiva puesto que puede efectuarse en la región asistida una inversión que de otro modo no sería rentable para la empresa en ninguna ubicación o 2) la ayuda ofrece un incentivo para decidir realizar una inversión prevista en la región en cuestión y no en otro lugar porque compensa las desventajas netas y los costes relativos a su situación en la región asistida.

(124) Sobre la base de las pruebas presentadas en relación con las cuestiones antes citadas, la Comisión llevará a cabo un ejercicio de ponderación sobre los efectos positivos y negativos de la ayuda, realizando una evaluación general del impacto de la ayuda en cada uno de los mercados afectados, de forma que la Comisión adopte una decisión final y pueda concluir el procedimiento de investigación formal.

<sup>(1)</sup> Comunicación de la Comisión — Criterios para la evaluación pormenorizada de la ayuda regional para grandes proyectos de inversión, DO C 223 de 16.9.2009, p. 3.

#### 4. DECISIÓN

- (125) Habida cuenta de las consideraciones expuestas, la Comisión, en el marco del procedimiento del artículo 108, apartado 2, del Tratado de Funcionamiento de la Unión Europea, insta a España para que presente sus observaciones y facilite toda la información pertinente para la evaluación de la ayuda/medida en un plazo de un mes a partir de la fecha de recepción de la presente. La Comisión insta a las autoridades españolas para que transmitan inmediatamente una copia de la presente carta al beneficiario potencial de la ayuda.
- (126) La Comisión desea recordar a España el efecto suspensivo del artículo 108, apartado 3, del Tratado de Funcionamiento de la Unión Europea y llama su atención sobre el

artículo 14 del Reglamento (CE) n° 659/1999 del Consejo, que prevé que toda ayuda concedida ilegalmente podrá recuperarse de su beneficiario.

- (127) Por la presente, la Comisión comunica a España que informará a los interesados mediante la publicación de la presente carta y de un resumen significativo en el *Diario Oficial de la Unión Europea*. Asimismo, informará a los interesados en los Estados miembros de la AELC signatarios del Acuerdo EEE mediante la publicación de una comunicación en el suplemento EEE del citado *Diario Oficial* y al Órgano de Vigilancia de la AELC mediante copia de la presente. Se invitará a todos los interesados mencionados a presentar sus observaciones en un plazo de un mes a partir de la fecha de publicación de la presente.»

**AIDE D'ÉTAT — ALLEMAGNE****Aide d'État SA.34881 (2013/C) (ex 2013/NN) (ex 2012/CP) — Aide présumée aux entreprises pharmaceutiques allemandes en difficulté financière accordée au moyen de la dérogation aux rabais obligatoires****Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2013/C 297/05)

Par la lettre du 24 juillet 2013 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Allemagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffe des aides d'État  
1049 Bruxelles  
BELGIQUE

Fax: +32 22961242  
E-mail: stateaidgreffe@ec.europa.eu

Ces observations seront communiquées à l'Allemagne. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

**TEXTE DU RÉSUMÉ****PROCÉDURE**

Le 24 mai 2012, la Commission a reçu une plainte d'une entreprise pharmaceutique allemande qui allègue que la dérogation au rabais obligatoire sur les produits pharmaceutiques accordée à ses concurrents en vertu du droit allemand constitue une aide d'État.

Le 8 juin 2012, la Commission a transmis la plainte aux autorités allemandes, invitant celles-ci à présenter des observations et à fournir des renseignements supplémentaires. Les autorités allemandes ont répondu le 27 juillet 2012.

Après avoir reçu la réponse de l'Allemagne le 24 août 2012, le plaignant a maintenu ses affirmations dans la lettre du 26 septembre 2012 et a commenté les arguments avancés par l'Allemagne. Le 21 novembre 2012, la Commission a transmis sa réponse à l'Allemagne, qui a apporté des commentaires par lettre du 13 décembre 2012. Une réunion avec le plaignant a eu lieu le 6 décembre 2012.

**DESCRIPTION DE LA MESURE À L'ÉGARD DE LAQUELLE LA COMMISSION OUVRE LA PROCÉDURE**

L'article 4 de la directive 89/105/CEE du Conseil permet aux États membres d'imposer un blocage des prix des médicaments. Dans des cas exceptionnels, une entreprise pharmaceutique

*«peut, pour des raisons particulières, demander à bénéficier d'une dérogation au blocage de prix»* (article 4, paragraphe 2, de la directive 89/105/CEE).

L'Allemagne a introduit un rabais de 16 % que les fabricants de certains médicaments délivrés sur ordonnance doivent accorder aux fonds publics d'assurance-maladie et aux sociétés privées d'assurance-maladie entre le 1<sup>er</sup> août 2010 et le 31 décembre 2013.

La législation allemande concernée prévoit une dérogation à ce rabais obligatoire dans les cas où, en raison de la situation particulière du marché, le rabais risque de mettre en péril la situation financière de la société et de son actionnaire majoritaire. Plusieurs dérogations ont été accordées sur cette base par l'autorité fédérale compétente.

**APPRÉCIATION DE LA MESURE**

La dérogation au rabais a une incidence sur les ressources d'État, étant donné qu'elle accroît le prix réel que les fonds publics d'assurance-maladie allemands paient pour les produits qui en bénéficient. Les fonds publics d'assurance-maladie sont alimentés principalement par un fonds central d'assurance-maladie, lequel est financé partiellement par des subventions d'ordre fiscal.

Bien que la dérogation au blocage de prix soit prévue à l'article 4, paragraphe 2, de la directive 89/105/CEE, les dérogations ont comme base juridique directe une loi nationale et sont accordées au cas par cas par une autorité nationale. En outre, la

notion de «raisons particulières» à l'article 4, paragraphe 2, de la directive 89/105/CEE du Conseil laisse une marge d'appréciation à l'État membre et ne permet donc pas d'être directement appliquée. Par conséquent, la Commission estime que la mesure est imputable à l'Allemagne.

En outre, les dérogations au rabais constituent un avantage sélectif en faveur de certaines entreprises pharmaceutiques, ce qui fausse ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises et la production de certains biens dans la mesure où cette distorsion est susceptible d'affecter les échanges entre États membres.

Dans ce contexte, la Commission conclut, à ce stade, que la mesure constitue une aide d'État.

En ce qui concerne une compatibilité possible avec le marché intérieur, la Commission constate qu'en raison de la définition

des «raisons particulières» dans le droit allemand, il est très probable que tous les bénéficiaires concernés sont des entreprises en difficulté en vertu des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté<sup>(1)</sup>, ce qui pourrait donc constituer la seule base juridique pour l'appréciation de la compatibilité. À l'heure actuelle, la Commission doute que cette mesure réponde aux exigences juridiques de ces lignes directrices.

À cet égard, la Commission a décidé d'engager la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale pourra faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

<sup>(1)</sup> Lignes directrices communautaires concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté (JO C 244 du 1.10.2004, p. 2).

## TEXTE DE LA LETTRE

«Die Kommission beehrt sich, Deutschland hiermit mitzuteilen, dass sie nach Prüfung der von Ihren Behörden vorgelegten Informationen beschlossen hat, bezüglich der vorgenannten Maßnahmen das Verfahren nach Artikel 108 Absatz 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (im Folgenden „AEUV“) einzuleiten.

**1. VERFAHREN**

- (1) Am 24. Mai 2012 ging der Kommission eine Beschwerde eines deutschen Pharmaunternehmens zu, der zufolge die Befreiung von Herstellerabschlägen für Arzneimittel, die seinen Wettbewerbern gewährt wurde, eine staatliche Beihilfe darstellte.
- (2) Am 8. Juni 2012 legte die Kommission eine nicht vertrauliche Fassung der Beschwerde Deutschland vor und bat dazu um Stellungnahme und um weitere Auskünfte. In diesem Schreiben wurden die deutschen Behörden ausdrücklich darum gebeten, für den Fall, dass es sich nach ihrer Auffassung bei der Sache nicht um eine rechtswidrige Beihilfe handle, ihre eigene Zusammenfassung des Sachverhalts sowie die Gründe dafür vorzulegen, warum sie die besagte Maßnahme nicht als rechtswidrige Beihilfe betrachteten.
- (3) Mit Schreiben vom 27. Juli 2012 übermittelte Deutschland Anmerkungen zur Beschwerde und die erbetenen zusätzlichen Informationen. Am 24. August 2012 übersandte die Kommission der Beschwerdeführerin eine nicht vertrauliche Fassung dieser Antwort mit der Bitte mitzuteilen, ob die Beschwerdeführerin die Sache in Anbetracht der von deutscher Seite beigebrachten Erklärungen weiterführen wollte.
- (4) Die Beschwerdeführerin hielt ihre Behauptungen aufrecht. Mit Schreiben vom 26. September 2012 übermittelte sie Bemerkungen zu den deutschen Argumenten. Am 21. November 2012 leitete die Kommission die Antwort der Beschwerdeführerin an Deutschland weiter. Die deutschen Behörden nahmen dazu in einem Schreiben vom 13. Dezember 2012 Stellung.
- (5) Eine Zusammenkunft mit der Beschwerdeführerin fand am 6. Dezember 2012 statt.

**2. DIE BESCHWERDE**

- (6) [...] (\*)
- (7) Die Beschwerdeführerin behauptet, dass die Befreiung vom Herstellerabschlag für Arzneimittel, die ihren Wettbewerbern nach § 130a Buch V des deutschen Sozialgesetzbuches gewährt wird, eine staatliche Beihilfe darstellt.

(\*) Geschäftsgeheimnis

- (8) Darüber hinaus behauptet die Beschwerdeführerin, dass die Begünstigten der Befreiung Unternehmen in Schwierigkeiten seien. Der Beschwerdeführerin zufolge ist die Maßnahme als illegale Betriebsbeihilfe anzusehen, da sie die rechtlichen Anforderungen der Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten<sup>(1)</sup> (im Folgenden „die Leitlinien“) nicht erfüllt.

**3. BESCHREIBUNG DER MASSNAHME**

- (9) Bei der in Rede stehenden Maßnahme handelt es sich um ein deutsches System für die Befreiung von Herstellerabschlägen für Arzneimittel.

**3.1 Deutsches Krankenversicherungssystem**

- (10) Das deutsche Krankenversicherungssystem unterteilt sich in gesetzliche und private Krankenversicherungen.
- (11) *Gesetzliche Krankenversicherung:* 85 %-90 % der Bevölkerung haben eine gesetzliche Krankenversicherung. Grundsätzlich müssen alle Beschäftigten krankenversichert sein. Lediglich Beamte, Selbstständige und Beschäftigte mit hohem Einkommen können sich für ein privates System entscheiden. Im öffentlichen System wird die Prämie vom Gesundheitsministerium bestimmt und richtet sich nach einer Reihe festgelegter Dienstleistungen, so wie sie im deutschen Sozialrecht beschrieben sind, das diese Leistungen auf „wirtschaftlich tragfähige, ausreichende, erforderliche und sinnvolle Leistungen“ beschränkt. Die Prämie hängt nicht vom Gesundheitszustand einer Person ab. Allerdings ist ein gewisser Prozentsatz (derzeit 15,5 %) des Einkommens als Beitragssatz zu entrichten. Die gesetzlichen Krankenkassen werden vor allem aus dem öffentlichen Gesundheitsfonds gespeist, der wiederum vom Bundesversicherungsamt verwaltet wird. Der Gesundheitsfonds wird im Wesentlichen durch die Pflichtbeiträge der Arbeitnehmer finanziert. Allerdings gewährt der Bund auch eine zusätzliche Subvention aus dem Bundeshaushalt. Dieser Betrag lag 2013 bei 11,5 Mrd. EUR. Nach deutschem Recht müssen die gesetzlichen Krankenkassen ihre Kosten durch ihre Eigenmittel abdecken, wie die Mitgliederbeiträge und sonstige Einkommen in Form staatlicher Zuwendungen. Die Aufnahme von Fremdmitteln ist nicht gestattet. Die Höhe der Versicherungsprämien hat sich nach den Finanzierungsanforderungen der gesetzlichen Krankenkassen zu richten.
- (12) *Private Krankenversicherung:* 10 %-15 % der Bevölkerung entscheidet sich für eine private Krankenversicherung. Dieses private System finanziert sich ausschließlich aus Prämien

<sup>(1)</sup> ABl. C 244 vom 1.10.2004, S. 2. Die Leitlinien galten ursprünglich bis zum 9. Oktober 2009. Die Kommission beschloss jedoch, ihre Gültigkeit zunächst bis zum 9. Oktober 2012 zu verlängern (Mitteilung der Kommission über die Verlängerung der Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten, ABl. C 156 vom 9.7.2009, S. 3). Anschließend wurden die Leitlinien im Rahmen der Initiative zur Modernisierung der staatlichen Beihilfen (SAM) solange verlängert, bis sie durch neue Vorschriften für die Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten ersetzt werden (Mitteilung der Kommission betreffend die Verlängerung der Anwendbarkeit der Leitlinien der Gemeinschaft vom 1. Oktober 2004 für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten, ABl. C 296 vom 2.10.2012, S. 3).



seiner Mitglieder, die in Einzelverträgen mit der Versicherung festgelegt sind. Diese legen auch die abgedeckten Dienstleistungen und den Deckungsgrad fest, der sich nach dem Betrag der gewählten Leistungen sowie dem Risiko und dem Alter der Person beim Eintritt in die private Versicherung richtet. Überdies werden die Prämien zum Aufbau von Rücklagen für die steigenden Versicherungskosten im höheren Alter verwendet, so wie dies gesetzlich vorgeschrieben ist.

### 3.2 Rechtsgrundlage für die Befreiung in der Richtlinie 89/105/EWG des Rates

- (13) Nach Artikel 4 der Richtlinie 89/105/EWG des Rates vom 21. Dezember 1988 betreffend die Transparenz von Maßnahmen zur Regelung der Preisfestsetzung bei Arzneimitteln für den menschlichen Gebrauch und ihre Einbeziehung in die staatlichen Krankenversicherungssysteme<sup>(2)</sup> stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass alle einzelstaatlichen Maßnahmen in Form von Rechts- oder Verwaltungsvorschriften zur Kontrolle der Preise von Arzneimitteln für den menschlichen Gebrauch oder zur Einschränkung der unter ihre staatlichen Krankenversicherungssysteme fallenden Arzneimittel die Anforderungen dieser Richtlinie erfüllen.
- (14) Artikel 4 Absatz 1 der Richtlinie 89/105/EWG gestattet den Mitgliedstaaten, einen Preisstopp für alle Arzneimittel oder für bestimmte Arzneimittelkategorien zu verfügen.
- (15) In Artikel 4 Absatz 2 der Richtlinie 89/105/EWG heißt es:

*„In Ausnahmefällen kann eine Person, die Inhaber einer Genehmigung für das Inverkehrbringen eines Arzneimittels ist, eine Abweichung von einem Preisstopp beantragen, wenn dies durch besondere Gründe gerechtfertigt ist.“*

### 3.3 Befreiung vom Herstellerabschlag für Arzneimittel nach deutschem Recht

- (16) Im Allgemeinen sind Pharmaunternehmen verpflichtet, Abschläge von bis zu 16 % des Preises für verschreibungspflichtige Arzneimittel an alle Anbieter von Krankenversicherungen zu gewähren, d. h. sowohl gesetzliche Krankenkassen wie private Versicherer. Um Einsparungen durch Kostensenkungen zu erreichen, hat der deutsche Gesetzgeber 2010 ein Preismoratorium zusammen mit einer spürbaren Anhebung des Herstellerabschlags eingeführt (siehe § 130a SGB V<sup>(3)</sup>). So müssen die Preise von Arzneimitteln für den menschlichen Gebrauch bis zum 31. Dezember 2013 auf dem Stand vom 1. August 2009 bleiben.
- (17) Das deutsche Recht sieht eine Ausnahme von dieser Rabattverpflichtung im Sinne des Artikels 4 Absatz 2 der Richtlinie 89/105/EWG vor (§ 130a, Absatz 4 SGB V).

- (18) Die Befreiungen werden vom Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle, (BAFA) auf Einzelfallbasis gewährt.
- (19) Einem BAFA-Informationsblatt für Unternehmen zufolge, die die Rabattverpflichtung in Anspruch nehmen möchten, sind „besondere Gründe“ im Sinne des Artikels 4 Absatz 2 der Richtlinie 89/105/EWG gegeben, wenn die Rabattverpflichtung dem betreffenden Unternehmen oder seiner Unternehmensgruppe (sofern das besagte Unternehmen einer solchen Gruppe angehört) eine unangemessene finanzielle Belastung aufbürdet. Von einer unangemessenen finanziellen Belastung wird ausgegangen, wenn das besagte Unternehmen nicht in der Lage ist, Zahlungsunfähigkeit durch Eigenmittel, Beiträge seiner Anteilseigner oder sonstige Maßnahmen zu vermeiden.
- (20) Darüber hinaus muss ein Unternehmen, das einen Antrag auf Befreiung von der Rabattverpflichtung stellt, eine Erklärung abgeben, in der es erklärt, ein Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne der Leitlinien zu sein.
- (21) Am 26. April 2013 wurden zehn Pharmaunternehmen Befreiungen gewährt<sup>(4)</sup>, unter anderem auch direkten Wettbewerbern der Beschwerdeführerin. In der nachfolgenden Tabelle sind sowohl vorläufige als auch endgültige Beschlüsse zur Gewährung von Befreiungen von der Rabattverpflichtung aufgelistet: Der vorläufige Beschluss wird auf der Grundlage der aktuellen Daten gefasst, die den Zeitraum ab Antragstellung bis zum Ende des laufenden Geschäftsjahres zuzüglich maximal 180 Tage abdecken. Der endgültige Beschluss wird rückwirkend nach Vorlage der von einem Wirtschaftsprüfer geprüften Daten für das abgeschlossene Geschäftsjahr gefasst.

[...]

- (22) In ihrer Antwort vom 27. Juli 2012 nahmen die deutschen Behörden eine Berechnung der einigen Begünstigten gewährten Befreiungen vor, zu denen auch direkte Wettbewerber der Beschwerdeführerin zählten:

[...]

Diese Beträge gelten lediglich für die Zeiträume, in denen das BAFA bis zum 27. Juli 2012 einen endgültigen Beschluss erlassen hatte.

- (23) Die Beschwerdeführerin behauptet, dass der Gesamtbetrag der derzeit gewährten Befreiungen (einschließlich vorläufiger Befreiungen) beträchtlich höher liege [...]
- (24) Vor diesem Hintergrund werden die deutschen Behörden aufgefordert, für alle Begünstigten die tatsächlichen Gesamtbeträge der gewährten Befreiungen zu berechnen (sowohl nach Maßgabe des endgültigen als auch des vorläufigen Beschlusses).

#### 4. STELLUNGNAHME DER DEUTSCHEN BEHÖRDEN

- (25) Den deutschen Behörden zufolge enthält die besagte Maßnahme keine staatliche Beihilfe.

<sup>(2)</sup> ABl. L 40 vom 11.2.1989, S. 8.

<sup>(3)</sup> Siehe [http://www.gesetze-im-internet.de/sgb\\_5/\\_\\_\\_130a.html](http://www.gesetze-im-internet.de/sgb_5/___130a.html).

<sup>(4)</sup> Siehe Auflistung der gewährten Befreiungen auf der BAFA-Website: [http://www.bafa.de/bafa/de/weitere\\_aufgaben/herstellerabschlaege/bescheide/ausnahmegenehmigung.pdf](http://www.bafa.de/bafa/de/weitere_aufgaben/herstellerabschlaege/bescheide/ausnahmegenehmigung.pdf).

- (26) Deutschland zufolge sind keine staatlichen Mittel involviert, da den Unternehmen, die von der Befreiung profitieren, keine Finanzmittel gezahlt werden. Lediglich das Preisniveau für Arzneimittel, d. h. die den gesetzlichen und den privaten Krankenversicherern in Rechnung gestellten Kosten sind reguliert. Aufgrund des Herstellerabschlags sparen die gesetzlichen und die privaten Krankenversicherer einen Teil der Arzneimittelkosten ein. Keinesfalls wird aber auf die Mitgliederbeiträge für die Krankenkassen oder die Zuwendungen des Bundes zum Gesundheitsfonds zurückgegriffen. Die deutschen Behörden betonen, dass die Maßnahme sowohl in Bezug auf die gesetzlichen als auch die privaten Krankenversicherer diskriminierungsfrei ist.
- (27) Darüber hinaus machen die deutschen Behörden geltend, dass die besagte Maßnahme nicht dem Staat zuzurechnen ist, da die Befreiung mit der Umsetzung des Artikels 4 Absatz 2 der Richtlinie 89/105/EWG im Zusammenhang steht. Deutschland habe keinen Ermessensspielraum. Folglich sei die Maßnahme nicht dem Staat zuzurechnen.
- (28) Ferner macht Deutschland geltend, dass die Maßnahme als Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse anzusehen sei und deshalb keine staatliche Beihilfe darstelle.
- (29) Deutschland behauptet zudem, dass der Wettbewerb angesichts der geringen involvierten Beträge nicht verzerrt werde.

## 5. WÜRDIGUNG

### 5.1 Vorliegen einer staatlichen Beihilfe

- (30) Nach Artikel 107 Absatz 1 AEUV „sind staatliche oder aus staatlichen Mitteln gewährte Beihilfen gleich welcher Art, die durch die Begünstigung bestimmter Unternehmen oder Produktionszweige den Wettbewerb verfälschen oder zu verfälschen drohen, mit dem Binnenmarkt unvereinbar, soweit sie den Handel zwischen Mitgliedstaaten beeinträchtigen“.

#### *Verwendung staatlicher Mittel*

- (31) Vorteile sind nur dann als Beihilfen im Sinne des Artikels 107 AEUV einzustufen, wenn sie unmittelbar oder mittelbar aus staatlichen Mitteln gewährt werden. Das bedeutet, dass sowohl Vorteile, die unmittelbar vom Staat gewährt werden, als auch Vorteile, die über eine vom Staat benannte oder errichtete öffentliche oder private Einrichtung gewährt werden, unter den Beihilfebegriff nach Artikel 107 Absatz 1 AEUV<sup>(5)</sup> fallen. Artikel 107 Absatz 1 AEUV erfasst in diesem Sinne außerdem sämtliche Geldmittel, die die öffentlichen Stellen tatsächlich zur Unterstützung

der Unternehmen verwenden können, ohne dass es darauf ankommt, dass diese Mittel dauerhaft zum Vermögen des Staates<sup>(6)</sup> gehören.

- (32) Infolgedessen reicht die Tatsache, dass der Vorteil nicht unmittelbar aus dem Staatshaushalt finanziert wird, allein nicht aus, um auszuschließen, dass staatliche Mittel zum Einsatz kommen. Aus der ständigen Rechtsprechung ergibt sich sogar, dass von einer staatlichen Beihilfe im Sinne des Artikels 107 Absatz 1 AEUV<sup>(7)</sup> ausgegangen werden kann, ohne dass in jedem Fall aufgezeigt werden muss, dass bei einem Vorteil, der einem oder mehreren Unternehmen gewährt worden ist, staatliche Mittel geflossen sind.
- (33) Ferner schließt eine zunächst private Herkunft von Mitteln deren Einstufung als staatliche Mittel im Sinne des Artikels 107 Absatz 1 AEUV<sup>(8)</sup> nicht aus. Damit genügt der Umstand allein, dass eine Subventionsregelung, die einigen Wirtschaftsteilnehmern eines bestimmten Sektors zugute kommt, ganz oder teilweise durch Beiträge finanziert wird, die von Staats wegen von den betreffenden Unternehmen erhoben werden, nicht, um dieser Regelung den Charakter einer staatlichen Beihilfe im Sinne des Artikels 107 Absatz 1 AEUV<sup>(9)</sup> zu nehmen.
- (34) In diesem Zusammenhang stellte der Gerichtshof in der Rechtssache *Steinike*, in der es um einen Fonds zur Absatzförderung der deutschen Land-, Forst- und Ernährungswirtschaft geht, der unter anderem durch Beiträge von Betrieben der Land-, Forst- und Ernährungswirtschaft finanziert wird, Folgendes fest:

*„Das in Artikel 92 Absatz 1 enthaltene Verbot erfasst sämtliche staatlichen oder aus staatlichen Mitteln gewährten Beihilfen, ohne dass danach zu unterscheiden ist, ob die Beihilfe unmittelbar durch den Staat oder durch von ihm zur Durchführung der Beihilferegulierung errichtete oder beauftragte öffentliche oder private Einrichtungen gewährt wird.“*

- (35) Dieser Tenor der Rechtsprechung rührt aus einer alten italienischen Rechtsache<sup>(10)</sup> her. Dabei ging es um Arbeitgeberbeiträge zu Arbeitslosen- und Familienzulagenfonds; Italien hatte argumentiert, dass keine staatlichen Mittel zum Einsatz gekommen seien, da die Beiträge nicht von der Gemeinschaft getragen worden seien. Der Gerichtshof entschied Folgendes:

*„Da die fraglichen Fonds nach innerstaatlichen Rechtsvorschriften durch Zwangsbeiträge gespeist werden und, wie der vorliegende*

<sup>(5)</sup> Urteil des Gerichtshofs vom 22. März 1977, *Steinike & Weinlig/Deutschland*, 78/76, Slg. 1977, 595, Randnr. 21; Urteil des Gerichtshofs vom 13. März 2001, *PreussenElektra*, 379/98, Slg. 2001, I-2099, Randnr. 58.

<sup>(6)</sup> Urteil des Gerichtshofes vom 30. Mai 2013, *Doux Elevage*, noch nicht in der Sammlung veröffentlicht, Randnr. 35; Urteil des Gerichts vom 27. September 2012, *Französische Republik gegen Europäische Kommission*, T-139/09, noch nicht in der Sammlung veröffentlicht, Randnr. 60.

<sup>(7)</sup> *Doux Elevage*, C-677/11, zitiert in Fußnote 6, Randnr. 34; Urteil des Gerichtshofes vom 19. März 2013, verbundene Rechtssachen *Bouygues Telecom/Kommission*, C-399/10 P und C-401/10 P, noch nicht in der Sammlung veröffentlicht, Randnr. 100.

<sup>(8)</sup> *Frankreich/Kommission*, T-139/09, zitiert in Fußnote 6, Randnr. 60; Urteil des Gerichts vom 12. Dezember 1996, *Air France/Kommission*, T-358/94, Slg. 1996, I-2109, Randnrn. 63 bis 65.

<sup>(9)</sup> *Siemens/Kommission*, T-139/09, zitiert in Fußnote 6, Randnr. 61.

<sup>(10)</sup> Urteil des Gerichtshofs vom 2. Juli 1974, *Italien/Kommission*, 173/73, Slg. 1974, 709, Randnr. 16.

*Fall zeigt, gemäß diesen Rechtsvorschriften verwaltet und verteilt werden, sind sie als staatliche Mittel im Sinne des Artikels 92 zu betrachten, selbst wenn ihre Verwaltung nichtstaatlichen Organen anvertraut wäre.“*

(36) Der Gerichtshof hatte die Übertragung staatlicher Mittel nur unter sehr spezifischen Umständen ausgeschlossen: In der Rechtssache *PreussenElektra* <sup>(11)</sup> stellte der Gerichtshof z. B. fest, dass das Stromeinspeisungsgesetz in der Fassung von 1998 keine zur Durchführung der Beihilferegelung errichtete oder beauftragte Einrichtung vorsieht. Diese Schlussfolgerung beruht auf der Feststellung, dass das Stromeinspeisungsgesetz eine Regelung vorsieht, die darauf beschränkt war, Elektrizitätsversorgungsunternehmen und Betreiber der vorgelagerten Stromnetze direkt zu verpflichten, Strom aus erneuerbaren Energiequellen zu einem festgesetzten Preis abzunehmen, ohne eine für die Zahlungsabwicklung zuständige Stelle zu benennen.

(37) Unter Zugrundelegung dieser Grundsätze stellt die Kommission fest, dass die einschlägigen deutschen Rechtsvorschriften (mittels des Preisemoratoriums und des Herstellerabschlages) den Preis festlegen, die Krankenversicherer (ob nun gesetzlich oder privat) den Pharmaunternehmen zahlen müssen. Durch die Gewährung der besagten Befreiungen stellt das BAFA sicher, dass die Krankenversicherer einen höheren Preis für die besagten Arzneimittel entrichten, d. h. die Arzneimittel der sich angeblich in hinreichend finanziellen Schwierigkeiten befindenden Unternehmen rechtfertigen eine Befreiung vom allgemein anwendbaren Listenpreis.

(38) Die von den Krankenversicherern zur Bezahlung der Arzneimittel verwendeten Gelder werden deshalb infolge der spezifischen staatlichen Einflussnahme an die Unternehmen weitergeleitet, die von der staatlichen Intervention profitieren. Wie bereits weiter oben erwähnt reicht die Tatsache, dass einige dieser Stellen privater Natur sind, nicht aus, um diese Schlussfolgerung zu ändern.

(39) Darüber hinaus stellt die Kommission fest, dass diese Stellen entweder in erster Linie aus einem von einer staatlichen Behörde verwalteten öffentlichen Gesundheitsfonds und nicht nur durch die Pflichtbeiträge der Mitglieder, sondern in spürbarem Maße auch durch staatliche Zuwendungen (öffentlicher Gesundheitsfonds) oder aber ausschließlich durch Mitgliederprämien (private Versicherer) finanziert werden. Im letzteren Fall ist nicht davon auszugehen, dass die durch die besagte Maßnahme verursachten Kosten (Befreiung von der Rabattverpflichtung) nicht in Form erhöhter Prämien weitergegeben wird. Im Falle der gesetzlichen Krankenversicherung legt der Staat die Prämie fest und in Anbetracht der gesetzlichen Pflicht zur Selbstfinanzierung muss angenommen werden, dass der Staat erforderlichenfalls die Prämie zur Deckung der erhöhten Kosten anheben wird.

(40) Ferner stellt die Kommission fest, dass 85 %-90 % der deutschen Bevölkerung eine gesetzliche Krankenversiche-

rung hat, deren Mittel aufgrund der Tatsache, dass sie im öffentlichen Besitz sind, staatliche Mittel darstellen. Der Gesetzgeber wusste bei der Einführung der besagten Maßnahme, dass die große Mehrheit der Krankenkassen, für die die Kosten steigen würden, im öffentlichen Eigentum stehe. Die Situation im vorliegenden Fall unterscheidet sich folglich von den Umständen in der Sache *PreussenElektra*, in der die Mehrheit der Unternehmen, die die Maßnahme zu finanzieren hatten, privater Natur war <sup>(12)</sup>.

(41) Im Gegensatz zum Tatbestand in der Sache C-222/07 *UTECA* stellt die Kommission fest, dass ein System, das die Möglichkeit einer auf Einzelfallbasis durch eine staatliche Behörde vorzunehmenden Befreiung vorsieht, nicht mit einer allgemeinen Maßnahme verglichen werden kann, die ein Ziel des öffentlichen Interesses verfolgt <sup>(13)</sup>.

(42) Deshalb kommt die Kommission in diesem Stadium zu dem Schluss, dass die Maßnahme staatliche Mittel umfasst.

#### *Zurechenbarkeit*

(43) Um in den Anwendungsbereich des in Artikel 107 Absatz 1 AEUV genannten Verbots zu fallen, muss die Regelung dem Mitgliedstaat zurechenbar sein <sup>(14)</sup>.

(44) Das Gericht hat in der Vergangenheit geurteilt, dass die Mitgliedstaaten mit der Umsetzung einer auf EU-Recht basierenden Befreiung in einzelstaatliches Recht lediglich Bestimmungen des Unionsrechts umsetzen, so wie dies dem AEUV zufolge vorgesehen ist. Schreiben diese Bestimmungen eine hinreichend klare und präzise Verpflichtung fest, ist die in Rede stehende einzelstaatliche Vorschrift daher nicht dem deutschen Staat zuzurechnen, sondern auf einen Rechtsakt des EU-Gesetzgebers zurückzuführen <sup>(15)</sup>.

(45) Ferner hat das Gericht festgestellt, dass

*„der Grundsatz der Rechtssicherheit ferner [verlangt], dass die Unionsorgane Widersprüche, die durch die Durchführung verschiedener Bestimmungen des Unionsrechts entstehen können, grundsätzlich vermeiden, ganz besonders dann, wenn mit diesen Vorschriften dasselbe Ziel verfolgt wird, z. B. das eines unverfälschten Wettbewerbs innerhalb des Gemeinsamen Marktes.“* <sup>(16)</sup>

<sup>(12)</sup> *PreussenElektra*, C-379/98, zitiert in Fußnote 5. Siehe in diesem Sinne die Stellungnahme von Generalanwalt Jacobs in dieser Sache, Randnr. 175; siehe auch die Schlussanträge von Generalanwalt Kokott in der Sache C-222/07 *UTECA*, Slg. 2009, I-1407, Randnr. 134; Entscheidung der Kommission in der Sache NN 53/2005, Staatliche Beihilfe an die ungarische Kohleindustrie, (ABL C 90 vom 25.4.2007, S. 10), Erwägungsgrund 43.

<sup>(13)</sup> *UTECA*, C-222/07, zitiert in Fußnote 14, Randnr. 45.

<sup>(14)</sup> *Doux Elevage*, C-677/11, zitiert in Fußnote 8, Randnr. 27; Frankreich/Kommission, T-139/09, zitiert in Fußnote 8, Randnr. 58.

<sup>(15)</sup> Rechtssache T-351/02, Deutsche Bahn/Kommission, Slg. 2006, II-1052, Rdnr. 102.

<sup>(16)</sup> Urteil des Gerichts vom 21. März 2012, verbundene Rechtssachen T-50/06 RENV, T-56/06 RENV, T-60/06 RENV, T-62/06 RENV und T-69/06 RENV, Irland/Kommission, Frankreich/Kommission, Italien/Kommission, Eurallumina SpA/Kommission, Aughinish Ltd/Kommission, noch nicht in der Sammlung veröffentlicht, Randnr. 62

<sup>(11)</sup> *PreussenElektra*, C-379/98, zitiert in Fußnote 5.

- (46) Deshalb kam das Gericht zu dem Schluss, dass für den Fall, dass eine Richtlinie des Rates eine Befreiung vorsieht, die europäischen Institutionen zuvor bereits geprüft haben, dass diese Befreiung den Wettbewerb nicht verzerrt, so dass für eine anschließende, gesonderte Würdigung im Rahmen der Vorschriften für staatliche Beihilfen kein Raum besteht.<sup>(17)</sup> Die Kommission verweist jedoch darauf, dass sie gegen dieses Urteil in Berufung gegangen ist.<sup>(18)</sup>
- (47) Im vorliegenden Fall bildet eine Bestimmung des deutschen Rechts (§ 130a SGB V) die Rechtsgrundlage für die Befreiung. Die Befreiungen werden vom BAFA auf Einzelfallbasis erteilt.
- (48) In der Richtlinie 89/105/EWG sind lediglich die Verfahrensvorschriften festgelegt. Sie beabsichtigt nicht, in den erheblichen Ermessensspielraum der Mitgliedstaaten bei der Definition der in Artikel 4 Absatz 2 genannten „besonderen Gründe“ einzugreifen.
- (49) Der Gerichtshof stellte Folgendes fest:

„Zur allgemeinen Systematik der Richtlinie 89/105 ist festzustellen, dass nach deren sechstem Erwägungsgrund die sich aus der Richtlinie ergebenden Anforderungen die Politik der Mitgliedstaaten für die Festsetzung der Arzneimittelpreise und die einzelstaatliche Politik in Bezug auf die Preisfestsetzung und das Sozialversicherungssystem nur in dem Maße beeinflussen, in dem dies für die Transparenz im Sinne der Richtlinie notwendig ist. Zum anderen ist die Richtlinie 89/105 vom Gedanken eines minimalen Einwirkens auf die mitgliedstaatliche Organisation der internen Sozialversicherungspolitiken getragen.“<sup>(19)</sup>

- (50) Darüber hinaus verweist die Kommission darauf, dass in dem in Erwägungsgrund 44 genannten Urteil festgestellt wurde, dass die Bestimmung des Unionsrechts eine klare und präzise Verpflichtung enthalten muss. Da Richtlinien für jeden Mitgliedstaat, an den sie gerichtet sind, hinsichtlich des zu erreichenden Ziels zudem verbindlich sind, den innerstaatlichen Stellen jedoch die Wahl der Form und der Mittel überlassen (Artikel 288 AEUV), enthalten Richtliniengestimmungen nicht unbedingt eine solche Verpflichtung.
- (51) Die Formulierung „besondere Gründe“ in Artikel 4 Absatz 2 der Richtlinie 89/105/EWG ist nicht so hinreichend klar

und präzise, als dass die gleiche Schlussfolgerung wie in der Sache *Deutsche Bahn* gezogen werden könnte, d. h. mit der einzelstaatlichen Maßnahme wird lediglich die durch den Unionsgesetzgeber vorgesehene Verpflichtung in einzelstaatliches Recht umgesetzt. Es obliegt dem Mitgliedstaat nicht nur, die Möglichkeit einer Befreiung vorzusehen oder nicht; die Formulierung „besondere Gründe“ ist eher weit gefasst und ist im einzelstaatlichen Recht auszulegen. Folglich haben der einzelstaatliche Gesetzgeber und die einzelstaatliche Exekutivbehörde einen gewissen Ermessensspielraum bei der Definition des Begriffs.

- (52) Die Kommission kommt deshalb zu dem Schluss, dass die Befreiungsregelung in diesem Stadium dem Mitgliedstaat zuzurechnen ist.

*Selektiver Vorteil, Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse*

- (53) Deutschland macht geltend, dass die Maßnahme als Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse anzusehen ist und deshalb keine staatliche Beihilfe darstellt.

- (54) Dem Urteil des Gerichtshofs in der Sache *Altmark*<sup>(20)</sup> zufolge stellt ein Ausgleich für die Erbringung einer Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse keinen ungerechtfertigten Vorteil dar, wenn alle vier nachfolgend genannten Bedingungen insgesamt erfüllt sind: 1) Der Begünstigte muss mit der Erfüllung klar definierter, gemeinwirtschaftlicher Verpflichtungen betraut sein. 2) Die Parameter, anhand derer der Ausgleich berechnet wird, müssen zuvor objektiv und transparent aufgestellt werden. 3) Der Ausgleich darf nicht über die Kosten hinausgehen, die bei der Erfüllung der gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen anfallen, abzüglich der dabei erzielten Einnahmen (der Ausgleich kann jedoch einen angemessenen Gewinn einschließen). 4) Der Begünstigte wird im Zuge einer öffentlichen Ausschreibung ausgewählt oder der Ausgleich übersteigt nicht die Kosten eines gut geführten Unternehmens, das angemessen mit den Mitteln ausgestattet ist, um die öffentliche Dienstleistung zu erbringen.

- (55) Unabhängig davon, ob die Herstellung von Arzneimitteln unter gewissen Umständen als eine Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse angesehen werden könnte, gibt es hinsichtlich der zur Rede stehenden Befreiung von Herstellerabschlägen keine Betrauungsakte für jeden Empfänger, mit denen den Empfängerunternehmen gemeinschaftliche Aufgaben übertragen worden wären. Deshalb hält die Kommission dieses Argument für unbegründet und kommt zu dem Schluss, dass die Befreiungsregelung zu einem selektiven Vorteil für bestimmte Pharmaunternehmen führt, die auf dem Gebiet der Herstellung bestimmter Arzneimittel tätig sind.

<sup>(17)</sup> Urteil des Gerichts vom 21. März 2012, verbundene Rechtssachen T-50/06 RENV, T-56/06 RENV, T-60/06 RENV, T-62/06 RENV und T-69/06 RENV, Irland/Kommission, Frankreich/Kommission, Italien/Kommission, Eurallumina SpA/Kommission, Aughinish Ltd/Kommission, zuvor zitiert in Fußnote 16, Randnr. 84

<sup>(18)</sup> Berufung vom 1. Juni 2012 durch die Kommission gegen das Urteil vom 21. März 2012 in den verbundenen Rechtssachen T-50/06 RENV, T-56/06 RENV, T-60/06 RENV, T-62/06 RENV und T-69/06 RENV, Irland und andere/Kommission (C-272/12 P).

<sup>(19)</sup> Verbundene Rechtssachen C-352/07 bis C-356/07, C-365/07 bis C-367/07 und C-400/07, A. Menarini und andere/ Italien, Slg. 2009, I-2495, Randnr. 35-26.

<sup>(20)</sup> Urteil des Gerichtshofs vom 24. Juli 2003, *Altmark Trans GmbH und Regierungspräsidium Magdeburg/Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH*, C-280/00, Randnr. 87 ff.

*Verzerrung des Wettbewerbs und Auswirkung auf den Handel*

- (56) Zudem ist es wahrscheinlich, dass diese Maßnahme den Wettbewerb verzerrt und den Handel zwischen Mitgliedstaaten beeinträchtigt. Die betreffenden Arzneimittel werden in großer Stückzahl in verschiedenen Mitgliedstaaten hergestellt und verkauft. Unter den Marktteilnehmern herrscht ein intensiver Wettbewerb.
- (57) Deutschlands Argument, die geringen Beträge schlossen eine Wettbewerbsverzerrung aus, hält die Kommission entgegen, dass es in Anbetracht der von Deutschland vorgelegten Daten nicht ausgeschlossen ist, dass die Beihilfebeträge, die sich aus zumindest einigen Befreiungen ermitteln, beträchtlich über dem Schwellenwert liegen, der in der Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 über "De Minimis"-Beihilfen festgelegt ist. [...] Ferner weist die Kommission darauf hin, dass Unternehmen in finanziellen Schwierigkeiten nicht unter die Verordnung (EG) Nr. 1998/2006 fallen. Vielmehr zeitigt die Gewährung eines Vorteils an ein Unternehmen in Schwierigkeiten, das den Markt ohne die Maßnahme wahrscheinlich verlassen müsste, eine erhebliche Auswirkung auf den Wettbewerb. Vor diesem Hintergrund vertritt die Kommission bei derzeitigem Verfahrensstand die Auffassung, dass die Maßnahme den Wettbewerb zumindest zu verzerrern droht.

*Schlussfolgerung*

- (58) Infolgedessen stellt die deutsche Befreiungsregelung nach Auffassung der Kommission in diesem Stadium eine staatliche Beihilfe dar.

**5.2 Vereinbarkeit mit dem Binnenmarkt**

- (59) Eine Befreiung von der Rabattverpflichtung wird nach deutschem Recht gewährt, wenn ein Unternehmen durch eben diese Verpflichtung eine unangemessene finanzielle Belastung erfährt, von der ausgegangen wird, wenn das Unternehmen eine Zahlungsunfähigkeit durch Eigenmittel, Beiträge seiner Anteilseigner oder sonstige Maßnahmen nicht vermeiden kann.
- (60) Die Kommission stellt fest, dass dieses Konzept der Definition von Unternehmen in Schwierigkeiten nach den Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten sehr ähnlich ist.
- (61) Die Kommission hält fest, dass ein Unternehmen in Schwierigkeiten wie folgt definiert wird: „wenn es nicht in der Lage ist, mit eigenen finanziellen Mitteln oder Fremdmitteln, die ihm von seinen Eigentümern/Anteilseignern oder Gläubigern zur Verfügung gestellt werden, Verluste aufzufangen, die das Unternehmen auf kurze oder mittlere Sicht so gut wie sicher in den wirtschaftlichen Untergang treiben werden, wenn der Staat nicht eingreift“ (Randnr. 9 der Leitlinien).

- (62) Darüber hinaus muss ein Unternehmen, das einen Antrag auf Befreiung von der Rabattverpflichtung stellt, eine Erklärung abgeben, in der es erklärt, ein Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne der Leitlinien zu sein.

- (63) Vor diesem Hintergrund kann die Kommission annehmen, dass alle Begünstigten der Regelung als Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne der Leitlinien anzusehen sind, was folglich die einzige Rechtsgrundlage für eine Vereinbarkeit mit dem Binnenmarkt wäre. Folglich ist trotz der Behauptungen, dass es sich bei der Maßnahme um eine Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse handle, nicht zu prüfen, ob die Bedingungen des Rahmens für derlei Dienstleistungen eingehalten werden <sup>(21)</sup>.

- (64) Derzeit kann die Kommission nicht erkennen, wie die gewährten Befreiungen die rechtlichen Anforderungen für eine Rettungsbeihilfe im Sinne der Leitlinien erfüllen würden. Abschnitt 3. 1 dieser Leitlinien zufolge ist eine Rettungsbeihilfe entweder nach sechs Monaten zurückzuzahlen oder unter Vorlage eines Umstrukturierungsplans innerhalb dieses Zeitraums zu befolgen. Dies trifft auf die gewährten Befreiungen nicht zu.

- (65) Auch scheinen die Befreiungen die rechtlichen Anforderungen für eine Umstrukturierungsbeihilfe im Sinne der Leitlinien nicht zu erfüllen. Die Kommission erinnert daran, dass Abschnitt 3.2 dieser Leitlinien zufolge eine Umstrukturierungsbeihilfe die Anmeldung eines Umstrukturierungsplans erfordert, der die langfristige Rentabilität, Ausgleichsmaßnahmen zur Vermeidung von Wettbewerbsverfälschungen sowie einen konkreten und tatsächlichen Eigenbeitrag und die Einhaltung des Grundsatzes der einmaligen Beihilfe gewährleistet. Deutschland hat keinerlei Informationen beigebracht, die darauf schließen lassen, dass diese Anforderungen im vorliegenden Fall erfüllt sind.

- (66) Vor diesem Hintergrund kommt die Kommission zu dem Schluss, dass derzeit keine Gründe für die Feststellung bestehen, dass die gewährten Befreiungen mit dem Binnenmarkt vereinbar sind.

**6. SCHLUSSFOLGERUNG**

- (67) Aus den oben genannten Erwägungen kommt die Kommission zu dem Schluss, dass die in Rede stehende Maßnahme eine staatliche Beihilfe darstellt. Ferner zweifelt sie an der Vereinbarkeit der Maßnahme mit dem Binnenmarkt.

In Anbetracht der vorstehenden Ausführungen fordert die Kommission Deutschland im Rahmen des Verfahrens nach Artikel 108 Absatz 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der

<sup>(21)</sup> Die Kommission erinnert jedenfalls daran, dass – wie zuvor in Erwägungsgrund 55 ausgeführt – Betrauungsakte für jeden Empfänger, mit denen den Empfängerunternehmen gemeinschaftliche Aufgaben übertragen werden, fehlen.

Europäischen Union auf, innerhalb eines Monats nach Erhalt dieses Schreibens Stellung zu nehmen und alle sachdienlichen Angaben für die beihilferechtliche Würdigung der Maßnahme zu übermitteln. Deutschland wird aufgefordert, unverzüglich eine Kopie dieses Schreibens an die potenziellen Beihilfeempfänger weiterzuleiten.

Die Kommission erinnert die Bundesregierung an die aufschiebende Wirkung von Artikel 108 Absatz 3 AEUV und verweist auf Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates, wonach alle rechtswidrigen Beihilfen unter Umständen vom Empfänger zurückzufordern sind.

Die Kommission weist Deutschland darauf hin, dass sie die Beteiligten durch Veröffentlichung des vorliegenden Schreibens und einer aussagekräftigen Zusammenfassung dieses Schreibens im *Amtsblatt der Europäischen Union* von der Beihilfesache in Kenntnis setzen wird. Ferner wird sie die Beteiligten in den EFTA-Staaten, die das EWR-Abkommen unterzeichnet haben, durch Veröffentlichung einer Bekanntmachung in der EWR-Beilage zum *Amtsblatt der Europäischen Union* und die EFTA-Überwachungsbehörde durch Übermittlung einer Kopie dieses Schreibens von dem Vorgang in Kenntnis setzen. Alle Beteiligten werden aufgefordert, innerhalb eines Monats ab dem Datum dieser Veröffentlichung Stellung zu nehmen.»

**AIDE D'ÉTAT — SLOVAQUIE****Aide d'État SA.33797 (2013/C) (ex 2013/NN) — Aide présumée à NCHZ****Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2013/C 297/06)

Par la lettre du 2 juillet 2013, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la Slovaquie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur l'aide à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne  
Direction générale de la concurrence  
Greffes des aides d'État  
1049 Bruxelles  
BELGIQUE

Fax: + 32 22961242  
E-mail: stateaidgreffe@ec.europa.eu

Ces observations seront communiquées à la Slovaquie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

**TEXTE DU RÉSUMÉ****PROCÉDURE**

Par courrier électronique du 13 octobre 2011, la Commission a été saisie d'une plainte concernant une aide supposée illégale accordée à Novácké chemické závody, a.s. v konkurze (ci-après «NCHZ»). Le 17 octobre 2011, la Commission a fait parvenir à la Slovaquie la plainte ainsi qu'une demande de renseignements. Par la suite, plusieurs échanges de renseignements ont eu lieu entre la Commission, le plaignant et la Slovaquie.

Après l'expiration de la loi, la commission de créanciers et, par conséquent, les créanciers garantis ont décidé de poursuivre les activités de NCHZ malgré le fait que ses recettes ne couvraient pas ses coûts d'exploitation.

En 2012, NCHZ a été vendue par adjudication à Via Chem, une entreprise tchèque.

**CONTEXTE/DESCRIPTION DES MESURES**

NCHZ était une usine chimique située en Slovaquie. Elle employait quelque 2 000 personnes. En 2009, la Commission lui a infligé une amende de 19,6 millions d'EUR pour avoir participé à une entente sur le marché du carbure de calcium et la société s'est déclarée en faillite.

Un mois après que la société a engagé la procédure de liquidation judiciaire, la Slovaquie a adopté une loi sur les entreprises stratégiques, qui accorde à l'État un droit de préemption sur l'achat d'entreprises stratégiques en faillite et qui exige que le curateur de la faillite veille à la poursuite des activités de la société stratégique au cours de la procédure (ci-après la «loi»). Le 2 décembre 2009, NCHZ a été reconnue par le gouvernement comme une société stratégique conformément à la loi. Cette loi est venue à expiration en décembre 2010. NCHZ a été la seule entreprise à laquelle la loi a été appliquée.

**APPRÉCIATION DES MESURES**

NCHZ n'a pas versé les cotisations de sécurité sociale de ses salariés et ne s'est pas acquittée de ses différentes dettes envers diverses entités publiques au cours de la procédure de liquidation judiciaire. Le montant de la dette publique pour la période 2009-2011 s'élève à 12,1 millions d'EUR. Compte tenu des difficultés financières rencontrées par NCHZ durant la période qui a précédé la déclaration en faillite, il semble évident qu'en autorisant la poursuite des activités de NCHZ, l'État a réellement pris le risque de voir s'accumuler des dettes publiques que NCHZ n'est peut-être pas en mesure d'honorer. Les dettes impayées auraient donc pu être évitées ou du moins fortement réduites en interrompant les activités de NCHZ pendant la procédure de liquidation.

Tout porte à croire également que la décision des créanciers de poursuivre les activités de NCHZ après l'expiration de la loi est imputable à l'État et a conféré à l'entreprise un avantage économique sélectif injustifié.

La Commission estime donc, à titre préliminaire, qu'en étant autorisée à poursuivre ses activités et son action sur le marché sans devoir payer de cotisations sociales et autres créances publiques pendant un laps de temps significatif, NCHZ a bénéficié d'un avantage par rapport à ses concurrents, qu'elle n'aurait pu obtenir dans des conditions normales de marché.

La Commission émet également des doutes supplémentaires sur le caractère inconditionnel de la soumission ayant permis la vente de NCHZ, étant donné que certains soumissionnaires ont pu surenchérir à un stade ultérieur, quand toutes les offres avaient déjà été présentées. Par conséquent, la Commission doute que le prix payé pour les actifs de l'entreprise par le

soumissionnaire retenu constitue un prix de marché garantissant la maximisation des revenus destinés à couvrir les droits des créanciers, y compris de l'État. En outre, des indices sérieux donnent à penser que la continuité économique entre NCHZ et la nouvelle entité n'a pas été interrompue.

La Commission a donc décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale pourra faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.



## TEXTE DE LA LETTRE

«Komisia chce informovať Slovensko, že po preskúmaní informácií poskytnutých Vašimi orgánmi o uvedenom opatrení rozhodla o začatí konania stanoveného v článku 108 ods. 2 Zmluvy o fungovaní Európskej únie.

## 1. POSTUP

- (1) E-mailom z 13. októbra 2011 bola Komisii doručená sťažnosť, ktorá sa týkala údajnej neoprávnenej pomoci poskytnutej Nováckym chemickým závodom, a.s. v konkurze (ďalej len „NCHZ“).
- (2) Komisia zaslala sťažnosť Slovensku 17. októbra 2011 spolu so žiadosťou o informácie. Slovenské orgány požiadali o slovenskú verziu dokumentov, ktorá im bola zaslaná e-mailom 16. januára 2012.
- (3) Slovenské orgány predložili vyžiadané informácie 17. februára 2012. Ďalšie žiadosti o informácie zaslala Komisia 22. marca 2012 a 21. júna 2012. Slovensko odpovedalo 23. apríla 2012 a 11. septembra 2012.
- (4) Navrhovateľ doplnil svoju sťažnosť 14. júna 2012. Na žiadosť navrhovateľa sa 24. januára 2013 uskutočnilo stretnutie Komisie a navrhovateľa. Navrhovateľ poslal e-mailami z 8. a 22. marca 2013 doplňujúce informácie.

## 2. SÚVISLOSTI

## 2.1. Príjemca

- (5) NCHZ (činnosti ktorých v súčasnosti vykonáva spoločnosť Fortischem, a.s.) sú výrobcom chemických látok, ktorý má svoj podnik organizovaný v troch divíziách. Hlavným predmetom činnosti spoločnosti je výroba karbidu vápnika a technických plynov, výroba polyvinylchloridu (PVC) a produktov jeho spracovania a rastúci podiel základných a špeciálnych nízkotonážnych chemických látok.
- (6) NCHZ boli chemickým závodom (založeným v roku 1940), ktorý sa nachádza v Trenčianskom kraji na západnom Slovensku [v regióne oprávnenom na pomoc podľa článku 107 ods. 3 písm. a) ZFEÚ]. Mali približne 2 000 zamestnancov. Spoločnosť, ktorá sa javí ako v súkromnom vlastníctve<sup>(1)</sup>, vstúpila do konkurzného konania 8. októbra 2009 a vyhlásila, že nie je schopná udržať svoju prevádzku z dôvodu pokuty vo výške 19,6 milióna EUR uloženej Komisiou za jej účasť na kartelovej dohode týkajúcej sa karbidu vápnika.<sup>(2)</sup> Komisia však konštatuje, že pokuta nepredstavovala jediný veľký záväzok NCHZ a že NCHZ podali návrh na vyhlásenie konkurzu pred splatnosťou pokuty za kartel.
- (7) Jeden mesiac po vyhlásení konkurzu NCHZ Slovensko prijalo zákon č. 493/2009 Z. z. z 5. novembra 2009 o niektorých opatreniach týkajúcich sa strategických spoločností (ďalej len „zákon“), ktorým sa štátu poskytuje prednostné právo na kúpu strategických spoločností

v konkurznom konaní a od správcu konkurznej podstaty sa vyžaduje, aby počas konania zabezpečil pokračovanie prevádzky strategickú spoločnosť. NCHZ boli vyhlásené za strategickú spoločnosť podľa zákona 2. decembra 2009.

- (8) Podnik spoločnosti NCHZ bol predaný vo verejnom obstarávaní českej spoločnosti Via Chem Slovakia 16. januára 2012. Podnik NCHZ pokračoval v prevádzke počas celého konkurzného konania a bol prevedený na Via Chem Slovakia ako fungujúci podnik. Nový subjekt, ktorý pokračuje v podnikaní NCHZ s novým vlastníkom, sa volá Fortischem, a.s.

## 2.2. Predaj NCHZ

- (9) Počas konkurzného konania boli zorganizované dve verejné súťaže na predaj podniku NCHZ. Jedna bola neúspešná, pretože v poslednej fáze sa zúčastnil len jeden uchádzač a správca odmietol jeho ponuku. Podnik bol predaný v druhej verejnej súťaži v januári 2012.
- (10) Predaj bol verejne oznámený v miestnych, ako aj medzinárodných médiách. Ponuku predložilo päť uchádzačov. Jeden z uvedených piatich uchádzačov nesplnil formálne podmienky účasti vo verejnej súťaži. Dvaja uchádzači sa klasifikovali do poslednej fázy<sup>(3)</sup>, jeden ponúkol 2,046 milióna EUR a druhý 2,2 milióna EUR. Vybraná bola najvyššia ponuka. Verejnú súťaž vyhral Via Chem Slovakia, spoločnosť zaregistrovaná v Českej republike.
- (11) Podľa podmienok verejnej súťaže mali potenciálni uchádzači dve možnosti: mohli predložiť ponuku s prevzatím „záväzkov nadobúdateľa“ špecifikovaných v článku 1.7 podmienok verejnej súťaže (ďalej len „záväzky“), resp. mohli predložiť ponuku bez prevzatia záväzkov. Záväzky obsahovali podmienky, že
  - i) počas piatich rokov od nadobudnutia podniku NCHZ sa výroba udrží aspoň na úrovni 75 % výroby v roku 2010;
  - ii) uskutoční sa investícia vo výške aspoň 11 miliónov EUR do opatrení na dodržanie súladu s predpismi v oblasti životného prostredia, ktoré sú potrebné na pokračovanie chemickej výroby; a
  - iii) kupujúci nepredá podnik NCHZ ďalej, ani ho neprevedie počas obdobia piatich rokov spôsobom, ktorý by mohol ohroziť pokračovanie jeho prevádzky.
- (12) V pravidlách verejnej súťaže sa stanovovalo, že ak bude najvyššia ponuka od uchádzača, ktorý neprevezme záväzky, uchádzač s najvyššou ponukou, ktorý ich prevezme, má možnosť dorovnať najvyššiu ponuku. Podľa informácií, ktoré má Komisia k dispozícii, sa zdá, že podnik NCHZ bol predaný uchádzačovi, ktorý neprevzal záväzky.

<sup>(1)</sup> Vlastníkom spoločnosti bola Disor Holdings Limited, spoločnosť bez vykazovanej podnikateľskej činnosti registrovaná na Cypre.

<sup>(2)</sup> Pokuta bola uložená rozhodnutím Komisie z 22.7.2009 vo veci COMP(39.396 – Reagenty na báze acetylidu vápenatého a horčička pre oceľársky a plynársky priemysel (Ú. v. EÚ C 301, 11.12.2009, s. 18).

<sup>(3)</sup> Ostatní dvaja neboli schopní predložiť dostatočný depozit/záruku za sumu 1 milión EUR.

- (13) Všetok majetok spoločnosti bol predaný *en bloc* úspešnému uchádzačovi – Via Chem Slovakia. Zdá sa, že všetci zamestnanci boli prevzatí a kupujúci na seba prevzal aspoň časť súčasných záväzkov. NCHZ ako subjekt teda evidentne zostal bez akýchkoľvek podnikateľských činností a je naďalej v konkurznom konaní, v ktorom sa použijú výnosy z predaja chemického podniku NCHZ na uspokojenie veriteľov v možnom rozsahu. Podnik NCHZ, ktorý nadobudla Via Chem Slovakia, sa v súčasnosti prevádzkuje pod názvom spoločnosti Fortischem, a.s.

### 3. OPIS OPATRENÍ

- (14) Na základe informácií, ktoré poskytol sťažovateľ a slovenské orgány v kontexte predmetnej veci, sa zdá, že NCHZ mohli mať prospech z niekoľkých opatrení, ktoré môžu predstavovať štátnu pomoc.
- (15) Listom z 23. apríla 2012 Slovensko informovalo Komisiu o tom, že NCHZ dlžia rôznym štátnym subjektom alebo štátnym spoločnostiam 12 094 340,74 EUR. Tieto záväzky predstavujú len záväzky, ktoré vznikli počas konkurzného konania (nepredstavujú celkovú výšku záväzkov voči štátu). Tieto záväzky sú vymedzené v § 87 slovenského zákona o konkurze<sup>(1)</sup> (ďalej len „slovenský zákon o konkurze“) ako „pohľadávky proti podstate“. Zahŕňajú okrem iného pohľadávky, ktoré vzniknú po vyhlásení konkurzu v súvislosti so správou a speňažovaním majetku v konkurze, a pohľadávky, ktoré vzniknú po vyhlásení konkurzu, ako sú dane, poplatky, clá, poisťné na zdravotné poistenie, poisťné na sociálne poistenie, mzdy alebo platy zamestnancov spoločnosti v konkurze. Akékoľvek záväzky, ktoré vzniknú z dôvodu pokračovania prevádzky spoločnosti počas konkurzného konania a nemôžu byť uhradené z výnosov z tohto pokračovania prevádzky, sa takisto posudzujú ako pohľadávky voči podstate.
- (16) Verejné záväzky NCHZ, ktoré vznikli počas konkurzného konania, sú uvedené v tabuľke 1.

Tabuľka 1

#### Záväzky NCHZ voči štátu alebo štátnym spoločnostiam, ktoré vznikli počas konkurzného konania (stav k aprílu 2012)

Štátne orgány/štátna spoločnosť	Výška záväzku v EUR
Sociálna poisťovňa	[...] (*)
Slovenský vodohospodársky podnik, š.p.	[...]
Všeobecná zdravotná poisťovňa	[...]
Environmentálny fond	[...]
Daň z príjmu	[...]

(1) Zákon č. 7/2005 Z. z. z 9. decembra 2004 o konkurze a reštrukturalizácii a o zmene a doplnení niektorých zákonov.

Štátne orgány/štátna spoločnosť	Výška záväzku v EUR
Správa štátnych hmotných rezerv	[...]
Daň z motorových vozidiel r. 2012 preddavky	[...]
Spoločná zdravotná poisťovňa	[...]

(\*) Dôverné informácie

- (17) Podľa § 88 ods. 5 slovenského zákona o konkurze správca uspokojuje záväzky vznikajúce v dôsledku prevádzky podniku z výťažkov danej prevádzky v poradí, v ktorom nadobúdajú splatnosť.
- (18) Z informácií, ktoré má Komisia k dispozícii, sa zdá, že aspoň určité štátne inštitúcie sa snažili vymôcť pohľadávky v rámci konkurzného konania. Pokračovanie prevádzky NCHZ však neprineslo dostatočné výnosy na pokrytie všetkých prevádzkových nákladov vrátane príspevkov na sociálne zabezpečenie a ostatných pohľadávok štátu, ktoré vznikli počas konkurzného konania. Zdá sa, že výnosy sa použili najmä na pokrytie nákladov priamo súvisiacich s prevádzkou podniku (zásobovanie surovinami, energia atď.) s cieľom udržať si obchodnú činnosť, zatiaľ čo záväzky voči štátu neboli uhradené a počas pokračovania prevádzky NCHZ v konkurze ďalej rástli.
- (19) Pokračovanie prevádzky NCHZ, ktoré bolo hlavnou príčinou týchto akumulovaných záväzkov, bolo založené na dvoch rôznych opatreniach počas konkurzného konania: na zákone (od decembra 2009 do decembra 2010), a na uznesení veriteľov (od januára 2011).

#### 3.1. Prevádzka podľa zákona

- (20) Od nadobudnutia účinnosti zákona dňa 1. decembra 2009 a rozhodnutia vlády z 2. decembra 2009 do uplynutia účinnosti zákona 31. decembra 2010 NCHZ využívali výhody spojené so statusom „strategickej spoločnosti“. V zmysle zákona bol správca konkurznej podstaty povinný zabezpečiť pokračovanie prevádzky strategickej spoločnosti, aj keby jej výnosy plne nepokrývali jej prevádzkové náklady vrátane daní a príspevkov na sociálne zabezpečenie.
- (21) Zákon sa mal vzťahovať na obchodné spoločnosti strategickeho významu, ktoré sú predmetom konkurzného konania. Účelom zákona bolo udržať prevádzku uvedených podnikov, ktoré sú v konkurze, ale ktoré slovenská vláda vyhlásila za strategické. Okrem toho, zákonom sa slovenskej vláde poskytovalo prednostné právo na kúpu strategických spoločností, ktoré sa dostali do konkurzu.
- (22) Na to, aby spoločnosť patrila do rozsahu pôsobnosti zákona, museli byť splnené všetky tieto požiadavky:

- spoločnosť je obchodnou spoločnosťou, na majetok ktorej bol vyhlásený konkurz;
- spoločnosť je dôležitá na ochranu zdravia, pre bezpečnosť štátu alebo riadny chod hospodárstva;

— spoločnosť má viac ako 500 zamestnancov, alebo významným spôsobom dodáva energiu, plyn, teplo, produkty rafinárskeho priemyslu pre obyvateľstvo, pre ostatný priemysel a celoštátnu dopravu, alebo prevádzkuje vodné dielo, verejnú čistiareň odpadových vôd alebo verejný vodovod;

— spoločnosť musí byť vyhlásená za strategickú slovenskou vládou.

(23) NCHZ bola jedinou spoločnosťou, ktorá mala prospech z tohto zákona. Zákon bol prijatý 5. novembra 2009 a nadobudol účinnosť 1. decembra 2009. Vláda vyhlásila vo svojom rozhodnutí č. 534/2009 2. decembra 2009 NCHZ za strategickú spoločnosť.

(24) Pri rozhodovaní o strategickom význame NCHZ slovenská vláda poukázala na skutočnosť, že konkurz spoločnosti by mohol viesť k strate viac ako 1 700 priamych pracovných miest a ohroziť ďalších 5 000 pracovných miest u dodávateľov NCHZ na Slovensku. Uviedla tiež, že ukončenie výroby v NCHZ by negatívne ovplyvnilo výkonnosť a konkurencieschopnosť chemického priemyslu na Slovensku, čím by sa výrazne zhoršila pozícia celej slovenskej ekonomiky. <sup>(1)</sup>

### 3.2. Prevádzka na základe uznesenia veriteľského výboru

(25) Po uplynutí účinnosti zákona 31. decembra 2010 správca konkurznej podstaty, ktorý bol viazaný pokynmi veriteľského výboru, rozhodol o pokračovaní prevádzky NCHZ v súlade s ustanoveniami slovenského zákona o konkurze.

(26) Podľa slovenského zákona o konkurze si veritelia všetkých nezabezpečených pohľadávok prihlásených v konkurznom konaní volia veriteľský výbor na účely výkonu svojich práv v konkurze. Výbor má právomoc vydávať záväzné pokyny správcovi konkurznej podstaty za okolností, ktoré sú výslovne stanovené v slovenskom zákone o konkurze, okrem iného v situácii, keď náklady na prevádzku podniku v konkurze presiahnu výnosy z jeho prevádzky. V takej situácii si správca vyžiada pokyny týkajúce sa rozsahu, v ktorom sa má pokračovať v prevádzke spoločnosti (§ 88 slovenského zákona o konkurze). Pokyny musia byť schválené zabezpečenými veriteľmi a potom konkurzným súdom. Každý zabezpečený veriteľ má právo využiť na rozhodnutia výboru veto.

(27) V prípade konkurzného konania NCHZ bol výbor zložený z 5 subjektov, z ktorých štyri sa javia ako subjekty v súkromnom vlastníctve <sup>(2)</sup>. Verejným členom výboru bol Fond národného majetku. Okrem toho, podľa informácií, ktoré má Komisia k dispozícii, NCHZ mal sedem zabezpečených veriteľov. Štyria z týchto zabezpe-

čených veriteľov boli štátnymi podnikmi – Fond národného majetku, Environmentálny fond, Slovenská záručná a rozvojová banka, a.s., a mesto Nováky.

(28) Správca v súlade so svojou povinnosťou podľa slovenského zákona o konkurze informoval zabezpečených aj nezabezpečených veriteľov o tom, že náklady na prevádzku podniku NCHZ sú vyššie ako výnosy z prevádzky. Nezabezpečení veritelia rozhodli o pokračovaní prevádzky spoločnosti. Uvedené uznesenie nevetoval žiadny zo zabezpečených veriteľov. Uznesenie neskôr schválil súd v uznesení z 23. februára 2011.

(29) Pokračovanie prevádzky NCHZ viedlo k rastúcemu verejnému dlhu (zvyšujúce sa ďalšie neuhradené príspevky na sociálne poistenie a iné dane), pričom podľa sťažovateľa pokračovanie prevádzky nezvyšovalo výšku záväzkov voči súkromným členom veriteľského výboru.

### 4. PRIPOMIENKY SLOVENSKA

(30) Slovensko tvrdí, že správca konkurzného konania NCHZ bol povinný pokračovať v prevádzke spoločnosti na základe zákona o strategických spoločnostiach do 31. decembra 2010.

(31) Následne správca požiadal veriteľský výbor o pokyny v súvislosti s pokračovaním prevádzky spoločnosti. Výbor súhlasil a toto uznesenie potvrdil súd v Trenčíne. <sup>(3)</sup> Spoločnosť teda pokračovala v prevádzke do jej predaja dňa 16. januára 2012. Slovensko neposkytlo plán reštrukturalizácie, na základe ktorého výbor rozhodol o prevádzke spoločnosti.

(32) Slovensko tvrdí, že v rámci riadenia a vymáhania pohľadávok voči NCHZ hlavný veriteľ, ktorým je Sociálna poisťovňa <sup>(4)</sup>, postupovala v súlade so zákonom č. 461/2003 Z. z. o sociálnom zabezpečení v znení neskorších predpisov (ďalej len „zákon o sociálnom poistení“) a v súlade so slovenským zákonom o konkurze. Sociálna poisťovňa vyčerpa všetky zákonné dostupné nápravné opatrenia. Neakceptovala neplatenie poistného a riadne zaevidovala svoju pohľadávku u správcu.

(33) Sociálna poisťovňa nemala záznam o žiadnych pohľadávkach voči NCHZ, ktoré vznikli pred vyhlásením konkurzu, ktoré by bolo potrebné prihlásiť v konkurznom konaní v súlade s § 28 slovenského zákona o konkurze.

(34) Z toho dôvodu bola jediným dostupným spôsobom zabezpečenia jej pohľadávok registrácia v prebiehajúcom konkurznom konaní ako pohľadávok proti podstate. Sociálna poisťovňa <sup>(5)</sup> (prostredníctvom pobočky v Prievdzi) tak konala priebežne, v súlade s § 87 a 88 slovenského zákona o konkurze (podrobnosti sú uvedené v tabuľke 2).

<sup>(1)</sup> Odôvodnenie rozhodnutia vlády č. 534/2009 z 2. decembra 2009 o vyhlásení NCHZ za strategickú spoločnosť.

<sup>(2)</sup> Súkromnými členmi veriteľského výboru boli INVEST – KREDIT, s.r.o. (vo vlastníctve DISOR HOLDINGS LIMITED, jediného akcionára NCHZ); Novácka Energetika, a.s. (pôvodne dcérska spoločnosť NCHZ, väčšinovým vlastníkom je od januára 2011 STUPEFY HOLDINGS LIMITED); M-ENERGO, s.r.o. (väčšinový akcionár STUPEFY HOLDINGS LIMITED) a DAK KABIA, s.r.o.

<sup>(3)</sup> Ú. v. č. 37, B, 23.02.2011.

<sup>(4)</sup> Odpovede Slovenska obsahovali odôvodnenie najmä so zreteľom na najväčšieho veriteľa – Sociálnu poisťovňu.

<sup>(5)</sup> Zdá sa, že Sociálna poisťovňa nie je zabezpečeným veriteľom, pretože väčšina záväzkov voči nej vznikla po začatí konkurzného konania.

- (35) Podľa § 87 ods. 3 slovenského zákona o konkurze pohľadávky proti podstate uspokojuje správca z výťažku zo speňaženia majetku dotknutej podstaty podľa poradia ich splatnosti. Správca zodpovedá veriteľovi pohľadávky proti podstate za škodu, ktorá mu vznikne tým, že jeho pohľadávka proti podstate nebola riadne a včas uspokojená v súlade s týmto ustanovením, ibaže preukáže, že postupoval s odbornou starostlivosťou. V pobočke v Prievidzi sa 24. augusta 2011 uskutočnilo zasadnutie zástupcov Sociálnej poisťovne a NCHZ. Na zasadnutí správca informoval zástupcov Sociálnej poisťovne, že nebude schopný uspokojiť pohľadávky proti podstate, pretože musí uprednostniť pokračovanie prevádzky podniku, aby mohla byť spoločnosť predaná za čo najlepšiu cenu.
- (36) Podľa § 47 ods. 1 slovenského zákona o konkurze vyhlásením konkurzu sa prerušujú všetky súdne a iné konania, ktoré sa týkajú majetku podliehajúceho konkurzu patriaceho úpadcovi. Časové lehoty určené alebo stanovené v týchto konaniach počas obdobia prerušenia neplynú.
- (37) Podľa § 47 slovenského zákona o konkurze Sociálna poisťovňa nesmie uplatniť pohľadávku rozhodnutím podľa zákona o sociálnom poistení ani následne vymáhať pohľadávku v rámci začatia exekučného konania (pozri § 48 slovenského zákona o konkurze).
- (38) Pobočka Sociálnej poisťovne v Prievidzi však 15. novembra 2011 podala na Okresnú prokuratúru v Prievidzi sťažnosť na osoby oprávnené konať v mene NCHZ s tým, že sa údajne v období od júna 2011 do septembra 2011 dopustili trestného činu neodvedenia poisťného a neplatenia poisťného podľa § 277 a 278 zákona č. 300/2005 Z. z. („trestný zákon“) v znení neskorších predpisov. Vyšetrovateľ Okresného riaditeľstva Policajného zboru 7. februára 2012 zastavil trestné konanie, pretože nebolo možné zistiť skutočnosti, ktoré by umožňovali trestné stíhanie dotknutých osôb.

Tabuľka 2

**Výška pohľadávok prihlásených v konkurznom konaní v tisícoch EUR<sup>(1)</sup> Sociálnou poisťovňou v období od 09/2009 do 01/2012**

Druh pohľadávky	Dátum prihlásenia u správcu konkurznej podstaty	Suma v 000 EUR
Sociálne poistenie a dôchodkové poistenie	11. 10. 2010	[...]
Sociálne poistenie a dôchodkové poistenie	24. 6. 2011	[...]
Sociálne poistenie a dôchodkové poistenie	december 2011	[...]
Garančné poistenie	11. 10. 2010	[...]
Garančné poistenie	24. 6. 2011	[...]
Garančné poistenie	18. 1. 2012	[...]
Celková výška pohľadávok zaevidovaných do 31. 1. 2012		[...]

<sup>(1)</sup> Všetky číselné údaje sú zaokrúhlené.

- (39) Pokiaľ ide o predaj NCHZ, Slovensko tvrdilo, že predaj sa uskutočnil otvoreným, transparentným a bezpodmienečným spôsobom a že vo verejnej súťaži bol riadne vybraný uchádzač s najvyššou ponukou. Pokiaľ ide o druh predaja, Slovensko tvrdí, že tento prípad by sa mal vnímať ako osobitný prípad majetkového obchodu, v ktorom sa prevádza celý majetok spolu s právami a určitými záväzkami spojenými s týmto majetkom.
- (40) Slovensko potvrdilo, že všetky nepeňažné záväzky týkajúce sa zmlúv so zamestnancami boli takisto prevedené na nového kupujúceho. Slovensko takisto objasnilo, že sa nevykonalo ocenenie, v ktorom by sa vyhodnotil súčet majetku alebo spoločnosti ako fungujúceho podniku. Nakoniec Slovensko potvrdilo, že všetky záväzky voči štátu, ktoré vznikli počas konkurzného konania, zostali v NCHZ a budú vyrovnané z výťažku z predaja.

## 5. POSÚDENIE

### 5.1. Existencia štátnej pomoci

- (41) V zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ ak nie je zmluvami ustanovené inak, pomoc poskytovaná v akejkoľvek forme členským štátom alebo zo štátnych prostriedkov, ktorá naruša hospodársku súťaž alebo hrozí narušením hospodárskej súťaže tým, že zvýhodňuje určitých podnikateľov alebo výrobu určitých druhov tovaru, je nezlučiteľná s vnútorným trhom, pokiaľ ovplyvňuje obchod medzi členskými štátmi.
- (42) S cieľom dospieť k záveru o existencii štátnej pomoci sa musí posúdiť, či sú v tomto prípade splnené kumulatívne kritériá uvedené v zozname v článku 107 ods. 1 ZFEÚ (t. j. prevod štátnych prostriedkov, selektívna výhoda, možné narušenie hospodárskej súťaže a vplyv na obchod v rámci EÚ), konkrétne v súvislosti s neplatením príspevkov na sociálne zabezpečenie a iných záväzkov voči štátu počas pokračovania prevádzky NCHZ v konkurze i) v zmysle uplatnenia zákona na základe rozhodnutia vlády, ktorým vyhlásila NCHZ za strategickú spoločnosť v zmysle zákona (pozri časť 5.2); a ii) pokračovaním prevádzky na základe rozhodnutia veriteľského výboru so súhlasom verejných veriteľov (pozri časť 5.3).
- (43) So zreteľom na finančné ťažkosti NCHZ, ktoré predchádzali požiadaniu o vyhlásenie konkurzu, sa zdá, že bolo jasné, že vyhlásením NCHZ za strategickú spoločnosť vláda podstúpila skutočné riziko akumulovania verejných záväzkov, ktoré NCHZ nemôže byť schopná splniť. Z informácií, ktoré má Komisia k dispozícii, vyplýva, že existovalo podstatné riziko, že pokračovanie prevádzky NCHZ počas konkurzného konania by neprišlo dostatočné výnosy na pokrytie všetkých prevádzkových nákladov vrátane príspevkov na sociálne zabezpečenie a iných štátnych pohľadávok a že by pribúdajúce záväzky voči štátu neboli riadne uhradené. Keďže tento scenár sa počas roka 2010 naozaj naplnil, riziko ďalšieho pribúdania neuhradených záväzkov voči štátu bolo na konci roka 2011 ešte zreteľnejšie, keď veriteľský výbor po uplynutí účinnosti zákona rozhodol o pokračovaní prevádzky NCHZ. Veritelia NCHZ boli vlastne osobitne upozornení na túto záležitosť správcom.

(44) Z informácií doručených Slovenskom nie je jasné, či počas konkurzného konania neboli uhradené len verejné záväzky a či je takéto odlišné zaobchádzanie s rôznymi záväzkami počas konkurzného konania v súlade so slovenským zákonom o konkurze. Komisia preto vyzýva Slovensko, aby poskytlo viac informácií a dôkazy v tomto smere. Napriek tomu je zo skutočností, ktoré má Komisia k dispozícii, jasné, že pokračovanie prevádzky spoločnosti v konkurze viedlo k pribúdaniu verejného dlhu. Výška neuhradeného verejného dlhu akumulovaného počas obdobia konkurzného konania (roky 2009 – 2012) dosahuje celkovo viac ako 12 miliónov EUR.

(45) Takisto sa upozorňuje, že je nepravdepodobné, že by sa akumulované záväzky (dosahujúce viac ako 12 miliónov EUR) získali znovu z výťažku z predaja podniku NCHZ (2,2 milióna EUR). Ako sa uvádza ďalej, Komisia má takisto pochybnosti o tom, či bolo cieľom verejnej súťaže týkajúcej sa predaja podniku NCHZ maximalizovanie výťažku z predaja.

## 5.2. Uplatňovanie zákona na NCHZ

(46) Počas 13 mesiacov (od nadobudnutia účinnosti zákona 1. decembra 2009 do jej uplynutia 31. decembra 2010) zákon poskytoval základ pre pokračovanie prevádzky NCHZ napriek tomu, že náklady na prevádzku podniku boli stále vyššie ako výnosy z nej získané, a preto viedli k pribúdaniu dlhu.

(47) V súlade s § 5 písm. a) zákona je správca konkurznej podstaty povinný zabezpečiť prevádzku spoločnosti, ktorú vláda vyhlásila za strategicky dôležitú. Správca vo svojej odpovedi na žiadosť o informácie uviedol, že pokračovanie prevádzky spoločnosti v konkurze bolo nevyhnutným následkom dodržiavania jeho povinností vyplývajúcich priamo zo zákona a dodržiavaním súladu s nimi. Z toho dôvodu napriek tomu, že bol v situácii, v ktorej by správca normálne zastavil prevádzku a zrušil podnik (pretože nebol schopný uhradiť všetky svoje dlhy), NCHZ mohli pokračovať v prevádzke a udržať si svoje obchodné vzťahy.

### 5.2.1. Poskytnutie štátnych prostriedkov

(48) Ako sa uviedlo, Slovensko prijalo zákon a vyhlásilo NCHZ za strategickú spoločnosť na základe uvedeného zákona. Správca bol preto povinný z dôvodu uplatňovania zákona pokračovať v prevádzke NCHZ počas konkurzného konania.

(49) V zmysle uvedeného vyhlásenia bola prevádzka spoločnosti udržaná napriek existencii jasného rizika (ktoré sa aj naplnilo), že výnosy nebudú stačiť na pokrytie nákladov na prevádzku počas konkurzu vrátane odvodov na sociálne zabezpečenie a ostatných záväzkov voči štátu. Jedinou istotou týkajúcou sa pokračovania prevádzky obchodnej činnosti je skutočne vytváranie dlhov voči štátu, aspoň vo forme odvodov na sociálne zabezpečenie.

(50) Z toho vyplýva, že štát mohol zabrániť predvídateľnému riziku akumulovania nesplatených záväzkov voči štátu tak, že by nepriznal NCHZ status strategickú spoločnosti,

ktorý v skutočnosti znamenal uloženie povinnosti správcovi zo strany vlády, aby pokračoval v prevádzke podniku NCHZ počas konkurzného konania.

(51) Komisia sa preto v tejto fáze domnieva, že vyhlásenie NCHZ za strategickú spoločnosť viedlo k poskytnutiu štátnych prostriedkov v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ. Toto poskytnutie malo formu vzdania sa výnosov z príspevkov na sociálne zabezpečenie a iných verejných pohľadávok, ktoré NCHZ neuspokojili počas konkurzného konania.

### 5.2.2. Hospodárska výhoda

(52) NCHZ neplatili príspevky na sociálne zabezpečenie za svojich zamestnancov ani neboli schopné plniť si iné záväzky, ktoré vznikli voči rôznym štátnym subjektom počas konkurzného konania. Napriek tomu, že pohľadávky boli prihlásené v konkurznom konaní, nevyrovnané pohľadávky neboli vybrané od októbra 2009. Správca bol podľa zákona povinný pokračovať v prevádzke spoločnosti. Komisia to chápe ako povinnosť zachovať existenciu spoločnosti bez prepustenia zamestnancov. Je jasné, že byť schopný pokračovať v prevádzke napríklad bez platenia príspevkov na sociálne zabezpečenie predstavuje pre NCHZ hospodársku výhodu.

(53) Prevádzka NCHZ bola stále stratová a výška dlhu voči štátu sa zvyšovala každý mesiac od vyhlásenia konkurzu. Súkromný veriteľ v pozícii štátu by sa snažil maximalizovať sumu, ktorú môže účinne získať od NCHZ, a minimalizovať ďalšiu expozíciu voči pribúdajúcemu dlhu. Z toho dôvodu Komisia nemôže vylúčiť, že by takýto súkromný veriteľ nepodporil vyhlásenie NCHZ za strategickú spoločnosť a z toho vyplývajúce pokračovanie prevádzky v konkurze. Neuhradenému dlhu sa mohlo predísť alebo sa mohol aspoň výrazne znížiť ukončením prevádzky NCHZ pri začatí konkurzného konania alebo kedykoľvek počas neho.

(54) Okrem toho, na základe informácií, ktoré má Komisia k dispozícii, sa zdá, že len Sociálna poisťovňa proaktívne prihlásila a snažila sa vymôcť svoje pohľadávky voči NCHZ. Komisia má pochybnosti v súvislosti s tým, či ostatní štátom ovládaní veritelia vymáhali svoje pohľadávky proti podstate spôsobom, ktorým by ich vymáhal súkromný veriteľ. Komisia vyzýva Slovensko, aby v tejto veci predložilo dôkazy.

(55) Podľa predbežného posúdenia Komisie tým, že NCHZ mohli pokračovať v prevádzke v zmysle zákona napriek tomu, že neboli schopné platiť príspevky na sociálne zabezpečenie a ostatné verejné záväzky počas značne dlhého časového obdobia, požívali výhodu voči svojim konkurentom, ktorú by za normálnych trhových podmienok nezískali.

(56) Okrem toho, uplatňovanie zákona na NCHZ nebolo založené len na úvahách, ktoré by zohľadnil súkromný veriteľ v podobnej situácii, ale zahŕňali aj iné politické

úvahy. V odôvodnení rozhodnutia vlády z 2. decembra 2009, ktorým sa NCHZ vyhlásila za strategickú spoločnosť v zmysle zákona, sa uvádza hrozba straty 1 700 pracovných miest priamo v NCHZ a ďalších 5 000 pracovných miest u dodávateľov NCHZ v prípade ich likvidácie. Uvádza sa v ňom aj to, že ukončenie výroby v NCHZ by negatívne ovplyvnilo výkonnosť a konkurencieschopnosť celého chemického priemyslu na Slovensku, čím by sa výrazne zhoršila pozícia celej slovenskej ekonomiky.

- (57) Zdá sa teda, že uplatnením zákona na NCHZ sa poskytla výhoda spoločnosti tým, že bola ochránená pred výsledkami štandardného konkurzného konania. Ak by sa zákon na NCHZ neuplatnil, veritelia spoločnosti mohli dokonca požiadať o okamžité ukončenie prevádzky namiesto pokračovania prevádzky spoločnosti, ktorým sa ďalej prehlbovali straty spoločnosti.

### 5.2.3. *Selektívnosť opatrení*

- (58) Pokiaľ ide o pokračovanie prevádzky NCHZ na základe zákona, podľa ustálenej judikatúry súdov EÚ skutočnosť, že zákon bol všeobecným opatrením, nevyklučuje skutočnosť, že sa ním priznáva selektívna výhoda konkrétnemu subjektu. Napriek tomu, že zákon bol všeobecným legislatívnym opatrením, okolnosti prípadu naznačujú, že bol v skutočnosti zameraný konkrétne na NCHZ. Najmä, bolo na slovenskej vláde, aby rozhodla o tom, či obchodná spoločnosť môže byť považovaná za spoločnosť so strategickým významom. Zákon sa teda nevzťahoval automaticky na každý podnik, ktorý spĺňal kritériá stanovené v článku 1 § 2 zákona. Kritériá, na základe ktorých vláda mala vyhlásiť podnik za strategicky dôležitý, boli zostavené tak, že poskytovali štátu širokú voľnosť pri prijímaní rozhodnutia.
- (59) Zdá sa, že toto zistenie potvrdzuje aj skutočnosť, že zákon bol prijatý jeden mesiac po vyhlásení konkurzu spoločnosti a že NCHZ sú zrejme jedinou spoločnosťou, na ktorú sa zákon uplatnil. Ak to tak nie je, Komisia vyzýva slovenské orgány, aby uviedli iné spoločnosti, na ktoré sa zákon uplatnil, a aby opísali okolnosti každého prípadu.
- (60) Komisia sa z toho dôvodu domnieva, že opatrenia umožňujúce akumulovanie neuhradených záväzkov NCHZ voči štátu predstavujú selektívne opatrenia v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ.

### 5.2.4. *Narušenie hospodárskej súťaže a vplyv na obchod medzi členskými štátmi*

- (61) Pokračovanie prevádzky NCHZ v zmysle zákona malo vplyv na zníženie nákladov, ktoré by inak NCHZ museli znášať. Prevádzka NCHZ neprinesla dostatočné výnosy na pokrytie všetkých prevádzkových nákladov vrátane príspevkov na sociálne zabezpečenie a ostatných pohľadávok štátu, ktoré vznikli počas konkurzného konania. Napriek neschopnosti NCHZ plniť si všetky záväzky a najmä záväzky voči štátu (ktoré zostali neuhradené 13 mesiacov, počas ktorých bol zákon účinný), zostali NCHZ aktívne na trhu, ponúkali svoje výrobky a konkurovali iným európskym výrobcem chemických látok.

- (62) Okrem toho, zákonom sa pravdepodobne výrazne znížilo riziko straty zákazníkov a dodávateľov počas konkurzného konania. Skutočnosť, že spoločnosť bola podľa zákona povinná pokračovať v prevádzke, podnietila obchodných partnerov NCHZ, aby si udržali svoj vzťah so spoločnosťou. Bezpečnosť dodávok pre zákazníkov NCHZ, osobitne dôležitá v chemickom priemysle, bola zabezpečená pokračovaním prevádzky podniku, ako sa ustanovilo zákonom. V prípade neexistencie zákona by bolo pravdepodobnejšie, že by zákazníci NCHZ hľadali alternatívne zdroje dodávok z obáv pred náhlým prerušením prevádzky z dôvodu zhoršujúcej sa finančnej a ekonomickej situácie spoločnosti v konkurze.

- (63) Zníženie nákladov jedného podniku predstavuje prevádzkovú pomoc a tak narušuje hospodársku súťaž, keďže konkurenti NCHZ museli znášať uvedené náklady alebo dôsledky platobnej neschopnosti. Ďalej, opatrenia mohli narušiť hospodársku súťaž tým, že umelo udržali NCHZ na trhu karbidu vápnika a na iných trhoch, na ktorých boli aktívne. Okrem toho sťažovateľ tvrdí, že počas tohto obdobia NCHZ výrazne podhodnocovali trhovú cenu.

- (64) Keďže v EÚ je len obmedzený počet výrobcov karbidu vápnika a s výrobkami sa obchoduje v rámci celej Európy, predmetné opatrenie takisto zjavne ovplyvňuje obchod medzi členskými štátmi.

### 5.2.5. *Záver o existencii štátnej pomoci*

- (65) Na základe uvedeného sa Komisia v tejto fáze domnieva, že vyhlásenie NCHZ za strategickú spoločnosť predstavuje selektívnu výhodu v prospech danej spoločnosti, bolo pripísateľné štátu a spôsobilo používanie štátnych zdrojov na narušenie hospodárskej súťaže na trhu otvorenom pre obchodovanie medzi členskými štátmi. Uvedené opatrenie preto predstavuje štátnu pomoc v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ.

### 5.3. **Pokračovanie prevádzky na základe uznesenia veriteľského výboru**

- (66) Po uplynutí účinnosti zákona už správca nebol zo zákona povinný pokračovať v prevádzke spoločnosti. Informoval veriteľov (zabezpečených aj nezabezpečených), že straty NCHZ sa priebežne zvyšovali od vyhlásenia konkurzného konania a že náklady na prevádzku podniku boli vyššie ako výnosy z jeho prevádzky. Napriek tomu, že veriteľský výbor si bol vedomý zlého stavu spoločnosti, všetci veritelia sa na veriteľskom výbore dohodli, že NCHZ by sa mali naďalej prevádzkovať. Uvedené rozhodnutie predstavovalo pre správcu záväzný pokyn. Následne ho potvrdil konkurzný súd v súlade so slovenským zákonom o konkurze.
- (67) Slovensko neposkytlo plán reštrukturalizácie, na základe ktorého výbor rozhodol o prevádzke spoločnosti. Ak takýto dokument existuje, Komisia žiada Slovensko, aby ho poskytlo.

#### 5.3.1. *Poskytnutie štátnych prostriedkov*

- (68) Počas konkurzného konania NCHZ sa poskytli tejto spoločnosti štátne prostriedky, a to formou vzdania sa príjmov z príspevkov na sociálne zabezpečenie a

iných akumulovaných záväzkov dlžných štátu. Neuhradenému dlhu sa však mohlo predísť alebo sa mohol aspoň výrazne znížiť ukončením prevádzky NCHZ počas konkurzného konania. Prevádzka spoločnosti bola udržaná napriek tomu, že správca objasnil, že výnosy nebudú stačiť na pokrytie nákladov na prevádzku počas konkurzu vrátane príspevkov na sociálne zabezpečenie a ostatných záväzkov voči štátu. Štát si bol jasne vedomý vysokého rizika ďalšieho akumulovania neuhradených verejných záväzkov, ktoré mohli vyplývať z pokračovania prevádzky NCHZ.

(69) Veriteľský výbor je v zásade zastupiteľský orgán nezabezpečených veriteľov, ktorý sa v prípade NCHZ skladal z väčšiny subjektov, ktoré sú zrejme v súkromnom vlastníctve. NCHZ však mali aj niekoľko zabezpečených veriteľov. Podľa slovenského zákona o konkurze môžu zabezpečení veritelia vetovať uznesenia prijaté veriteľským výborom v určitých záležitostiach, okrem iného v pokračovaní prevádzky spoločnosti napriek pretrvávajúcej stratovosti. Keďže sa štyri štátne subjekty zahrnuté medzi zabezpečených veriteľov rozhodli neuplatniť svoje veto na uznesenie o pokračovaní prevádzky, v tejto fáze Komisia nemôže vylúčiť možnosť, že pokračovanie prevádzky NCHZ možno pričítať štátu. Inými slovami, aj keď sa zdalo, že štát mohol prostredníctvom jedného z verejných zabezpečených veriteľov blokať pokračovanie prevádzky NCHZ, neurobil tak.

(70) Z toho dôvodu sa Komisia v tejto fáze domnieva, že riziko ďalšieho pribúdania verejných dlhov z dôvodu pokračovania prevádzky NCHZ možno pričítať tomu, že verejní zabezpečení veritelia neuplatnili svoje právo veta a táto situácia viedla k poskytnutiu štátnych prostriedkov v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ. Komisia zároveň vyzýva slovenské orgány, aby poskytli podrobnejšie informácie o príslušnom legislatívnom rámci, ktorým sa riadi voľba a úloha veriteľského výboru a práva zabezpečených veriteľov, a jeho uplatnení v prípade NCHZ (napr. pokiaľ ide o členov veriteľského výboru a ich hlasovanie v súvislosti s pokračovaním prevádzky NCHZ, zapojenie zabezpečených veriteľov počas konkurzu NCHZ, činnosti zabezpečených a nezabezpečených verejných veriteľov zamerané na maximalizovanie uspokojenia ich jednotlivých pohľadávok, ako aj celkový neuhradený verejný dlh NCHZ atď.).

### 5.3.2. Hospodárska výhoda

(71) Prevádzka NCHZ bola stále stratová a výška dlhu voči štátu sa zvyšovala každý mesiac od vyhlásenia konkurzu. Súkromný veriteľ v pozícii štátu by sa snažil maximalizovať sumu, ktorú môže účinne získať od NCHZ, a minimalizovať ďalšiu expozíciu vyplývajúcu z pribúdania dlhov. Komisia preto nemôže vylúčiť, že takýto súkromný investor by nepodporil pokračovanie prevádzky spoločnosti po uplynutí účinnosti zákona. Neboli dokonca poskytnuté žiadne dôkazy o tom, že pretrvávanie situácie sa umožnilo, aby sa podnik lepšie zotavil v neskoršej fáze.

(72) Podľa predbežného posúdenia Komisie tým, že NCHZ mohli pokračovať v prevádzke napriek tomu, že neboli

schopné platiť príspevky na sociálne zabezpečenie a ostatné verejné záväzky počas značne dlhého časového obdobia, požívali výhodu voči svojim konkurentom, ktorú by za normálnych trhových podmienok nezískali.

(73) To, že veriteľský výbor pozostávajúci z väčšiny evidentne súkromných veriteľov schválil pokračovanie prevádzky, neumožnilo Komisii zbaviť sa pochybností o tom, či rozhodnutie pokračovať v prevádzke je v súlade s zásadou veriteľa v trhovom hospodárstve. Pokračovanie prevádzky NCHZ viedlo k zvyšujúcemu sa verejnému dlhu (zvyšujúce sa ďalšie neuhradené príspevky na sociálne zabezpečenie a iné dane), pričom podľa sťažovateľa pokračovanie prevádzky nezvyšovalo výšku záväzkov voči (súkromným) členom veriteľského výboru. Niektorí súkromní veritelia mohli byť dokonca v lepšej pozícii, keďže správca má povinnosť udržať prevádzku spoločnosti, čo sa premieta do pokračovania vyplácania len tých veriteľov, ktorí sú pre prežitie spoločnosti nevyhnutní (ako sú dodávatelia surovín). Väčšina týchto dodávateľov je zrejme súkromná.

(74) Z toho dôvodu bola pozícia štátu podstatne odlišná od pozície ostatných veriteľov. Súkromný veriteľ v rovnakej pozícii ako štát by oveľa výraznejšie uprednostnil neumožnenie pokračovania prevádzky NCHZ ako väčšina existujúcich veriteľov NCHZ (najmä tých, ktorí boli zastúpení vo veriteľskom výbore).

(75) Okrem toho sťažovateľ tvrdí, že existujú náznaky, že členovia veriteľského výboru boli rôznymi spôsobmi napojení na vlastníka NCHZ. Komisia vyzýva Slovensko, aby poskytlo viac informácií o týchto údajných majetkových prepojeniach. Ak by sa potvrdili, mohli by vzniknúť ďalšie pochybnosti v súvislosti s tým, že rozhodnutie veriteľského výboru bol ovplyvnené inými úvahami, ako je maximalizovanie vymoženého dlhu.

(76) Komisia sa domnieva, že štát a štátom ovládané subjekty s pohľadávkami voči NCHZ by sa mali prvotne posúdiť ako jeden jediný subjekt tak, že rozhodnutie o neuplatnení práva veta na uznesenie veriteľského výboru je, ako také, krok pripísateľný štátu, ktorý by vykonal súkromný veriteľ v rovnakej pozícii ako štát (to znamená s podstatnými pohľadávkami proti podstate a možnosťou zastaviť prevádzku).

(77) Aj v prípade zvažovania situácie každého verejného veriteľa jednotlivo má však Komisia pochybnosti o tom, či by konanie v súvislosti s pokračovaním prevádzky NCHZ na základe uznesenia veriteľského výboru bolo v súlade so zásadou veriteľa v trhovom hospodárstve. Aspoň jeden z verejných veriteľov, ktorého pohľadávky voči NCHZ sa počas konkurzného konania zvyšovali (Environmentálny fond), bol takisto zabezpečeným veriteľom s právom veta na uznesenie veriteľského výboru. Súkromný investor v pozícii takéhoto veriteľa by pravdepodobne uprednostnil zastavenie pokračovania prevádzky NCHZ s cieľom zabrániť akumulovaniu ďalších dlhov.

(78) Okrem toho, na základe informácií, ktoré má Komisia k dispozícii, sa zdá, že len Sociálna poisťovňa proaktívne prihlásila a snažila sa vymôcť svoje pohľadávky voči

NCHZ. Komisia má preto pochybnosti v súvislosti s tým, či ostatní štátom ovládaní veritelia vymáhajú svoje pohľadávky proti podstate spôsobom, ktorým by ich vymáhal súkromný veriteľ. Komisia vyzýva Slovensko, aby v tejto veci predložilo dôkazy.

(79) V tejto fáze zastáva Komisia názor, že pokračovanie prevádzky NCHZ po uvedenom uplynutí účinnosti predstavovalo výhodu, ktorú by spoločnosť za normálnych trhových podmienok nemala k dispozícii.

(80) Z toho dôvodu sa Komisia v tejto fáze domnieva, že aj po uplynutí účinnosti zákona štát konal tak, aby poskytol hospodársku výhodu NCHZ v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ.

#### 5.3.3. Selektívnosť opatrení

(81) Pokiaľ ide o rozhodnutie verejných zabezpečených veriteľov neuplatniť veto na pokračovanie prevádzky NCHZ po uplynutí účinnosti zákona, uvedené opatrenie je zjavne selektívne, pretože sa týka správania štátu alebo štátom ovládaných subjektov voči NCHZ.

(82) Komisia sa z toho dôvodu domnieva, že pokračovanie prevádzky na základe uznesenia veriteľského výboru umožňujúce akumulovanie neuhradených záväzkov NCHZ voči štátu predstavuje selektívne opatrenie v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ.

#### 5.3.4. Narušenie hospodárskej súťaže a vplyv na obchod medzi členskými štátmi

(83) Pokračovanie prevádzky NCHZ na základe uznesenia ich veriteľov malo za následok zmiernenie tých nákladov, ktoré by inak NCHZ museli znášať, od januára 2011 do predaja podniku. Prevádzka NCHZ neprinesla dostatočné výnosy na pokrytie všetkých prevádzkových nákladov vrátane príspevkov na sociálne zabezpečenie a ostatných pohľadávok štátu, ktoré vznikli počas konkurzného konania. Napriek neschopnosti NCHZ plniť si všetky záväzky a najmä záväzky voči štátu (ktoré zostali neuhradené 12 mesiacov od uplynutia účinnosti zákona do predaja podniku), zostali NCHZ aktívne na trhu, ponúkali svoje výrobky a konkurovali iným európskym výrobcami chemických látok.

(84) Zníženie nákladov jedného podniku predstavuje prevádzkovú pomoc a tak narušuje hospodársku súťaž, keďže konkurenti NCHZ museli znášať uvedené náklady alebo dôsledky platobnej neschopnosti. Ďalej, opatrenia mohli narušiť hospodársku súťaž tým, že umelo udržali NCHZ na trhu karbidu vápnika a na iných trhoch, na ktorých boli aktívne. Okrem toho sťažovateľ tvrdí, že počas tohto obdobia NCHZ výrazne podhodnocovali trhovú cenu.

(85) Keďže v EÚ je len obmedzený počet výrobcov karbidu vápnika a s výrobkami sa obchoduje v rámci celej Európy, predmetné opatrenia takisto zjavne ovplyvňujú obchod medzi členskými štátmi.

#### 5.3.5. Záver o existencii štátnej pomoci

(86) Na základe uvedeného sa Komisia v tejto fáze domnieva, že neuplatnením práva veta, ktoré mali zabezpečení veritelia, bola NCHZ poskytnutá selektívna výhoda pripísateľná štátu a spôsobujúca používanie štátnych zdrojov na narušenie hospodárskej súťaže na trhu otvorenom pre obchodovanie medzi členskými štátmi. Uvedené opatrenie predstavuje štátnu pomoc v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ.

#### 5.4. Neoprávnená pomoc

(87) Komisia konštatuje, že ak by sa o identifikovaných opatreniach skutočne zistilo, že predstavujú štátnu pomoc, boli by udelené v rozpore s oznamovacou povinnosťou a povinnosťou zdržať sa, ktoré sú stanovené v článku 108 ods. 3 ZFEÚ. Komisia sa preto v tejto fáze domnieva, že opatrenia poskytnuté v prospech NCHZ zrejme predstavujú neoprávnenú štátnu pomoc.

#### 5.5. Zlučiteľnosť opatrení s vnútorným trhom

(88) Pokiaľ uvedené opatrenia predstavujú štátnu pomoc v zmysle článku 107 ods. 1 ZFEÚ, ich zlučiteľnosť sa musí posúdiť v súvislosti s výnimkami stanovenými v odsekoch 2 a 3 uvedeného článku.

(89) Podľa judikatúry Súdneho dvora je úlohou členských štátov uviesť možné dôvody na zlučiteľnosť s vnútorným trhom a preukázať, že podmienky tejto zlučiteľnosti sú splnené. <sup>(1)</sup> Slovenské orgány sa domnievajú, že opatrenia nepredstavujú štátnu pomoc a neuviedli žiadne možné dôvody, na základe ktorých možno posúdiť zlučiteľnosť.

(90) Komisia napriek tomu hodnotila, či by sa na posudzované opatrenia *prima facie* vzťahovali akékoľvek z dôvodov stanovených v ZFEÚ.

(91) Vzhľadom na to, že NCHZ boli predmetom konkurzného konania v čase udelenia opatrení, boli jasne podnikom v ťažkostiach v zmysle usmernení Spoločenstva o poskytovaní štátnej pomoci na záchranu a reštrukturalizáciu podnikov v ťažkostiach <sup>(2)</sup> (ďalej len „usmernenia o záchrane a reštrukturalizácii“).

(92) Z toho dôvodu by sa akékoľvek posúdenie zlučiteľnosti štátnej pomoci s vnútorným trhom malo v zásade vykonať na základe kritérií stanovených v uvedených usmerneniach.

(93) Komisia konštatuje, že sa zdá, že podmienky poskytovania pomoci na záchranu stanovené v časti 3.1 usmernení o záchrane a reštrukturalizácii neboli splnené: opatrenia najmä nepozostávajú z podpory likvidity vo forme záruk na pôžičku alebo vo forme pôžičiek a neboli doložené záväzkom Slovenska oznámiť plán reštrukturalizácie alebo plán likvidácie atď.

<sup>(1)</sup> Vec C-364/90, *Taliano/Komisia*, Zb. 1993, s. I-2097, bod 20.

<sup>(2)</sup> Ú. v. EÚ C 244, 1.10.2004, s. 2.



- (94) V súvislosti s pomocou na reštrukturalizáciu, ktorá je vymedzená v časti 3.2 usmernení o záchrane a reštrukturalizácii, Komisia konštatuje, že Slovensko neoznámilo žiadne z uvedených opatrení ako pomoc na reštrukturalizáciu, a preto nepreukázalo, že sú prítomné akékoľvek z potrebných prvkov, ktoré by sa mali zväziť ako také (plán reštrukturalizácie, vlastný príspevok, kompenzačné opatrenia atď.).
- (95) V bode 34 usmernení o záchrane a reštrukturalizácii sa vyžaduje, aby bola pomoc podmienená implementáciou plánu na reštrukturalizáciu, ktorý musí Komisia schváliť pre všetky prípady individuálnej pomoci. Ak by mali identifikované opatrenia predstavovať štátnu pomoc, potom by sa zdalo, že boli udelené bez dôveryhodného plánu na reštrukturalizáciu, ktorý by spĺňal podmienky stanovené v usmerneniach o záchrane a reštrukturalizácii. Táto okolnosť samotná by bola dostatočná na vylúčenie zlučiteľnosti opatrenia s vnútorným trhom.
- (96) Komisia okrem toho konštatuje, že Slovensko neupozornilo Komisiu na žiadne prvky zabezpečujúce súlad s potrebnými požiadavkami, aby bolo možné dospieť k záveru, že pomoc na reštrukturalizáciu je zlučiteľná: obnovenie dlhodobej životaschopnosti NCHZ, prijateľné úrovne vlastného príspevku, náležité kompenzačné opatrenia atď.
- (97) Komisii preto chýbajú dôkazy na to, aby dospela k záveru o tom, či by mohli byť uvedené opatrenia považované za zlučiteľné na základe usmernení o záchrane a reštrukturalizácii.
- (98) V tejto fáze má Komisia pochybnosti o zlučiteľnosti opatrení udelených v prospech NCHZ s vnútorným trhom.
- 5.6. Predmet verejnej súťaže na maximalizovanie výnosov z predaja**
- (99) Komisia má takisto pochybnosti, či cena 2,2 milióna EUR uhradená za majetok spoločnosti úspešným uchádzačom verejnej súťaže predstavuje trhovú cenu zabezpečujúcu maximalizovanie výnosov určených na uspokojenie veriteľov vrátane štátu.
- (100) Verejná súťaž sa uskutočnila s priloženými podmienkami, o ktorých je pravdepodobné, že znížili hodnotu majetku. Podľa podmienok verejnej súťaže sa mohli potenciálni uchádzači rozhodnúť, či predložia svoju ponuku s prevzatím „záväzkov nadobúdateľa“ alebo bez ich prevzatia (podrobnosti sú uvedené v bodoch 12 – 14).
- (101) Skutočnosť, že v pravidlách verejnej súťaže sa stanovovalo, že ak bude najvyššia ponuka od uchádzača, ktorý neprevezme záväzky, uchádzač s najvyššou ponukou, ktorý ich prevezme, má možnosť dorovnať najvyššiu ponuku. Sťažovateľ tvrdí, že táto podmienka spôsobuje, že vo verejnej súťaži nie je možné zaručiť, že sa v dôsledku postupu verejnej súťaže dosiahne najvyššia cena. V tejto fáze Komisia nemôže vylúčiť, že táto možnosť pre jedného uchádzača, aby zvýšil svoju ponuku po predložení všetkých ponúk, pravdepodobne odradila potenciálnych účastníkov a/alebo mala negatívny vplyv na ponuky, ktoré boli predložené.
- (102) Jedným z prvkov, ktorým sa zabezpečuje dosiahnutie najvyššej ceny vo verejnej súťaži, je neistota, pokiaľ ide o ceny ponúknuté ostatnými uchádzačmi. Ak uchádzač, ktorý predloží ponuku s prevzatím záväzkov, vie, že je potrebné, aby jeho ponuka bola len najvyššia spomedzi ponúk s prevzatím záväzkov a že bude môcť dorovnať svoju ponuku na úroveň najvyššieho uchádzača s ponukou bez prevzatia záväzkov, jeho ponuka je potenciálne nižšia než keby v podmienkach verejnej súťaže táto možnosť dorovnania stanovená nebola.
- (103) Okrem toho by táto podmienka mohla odradiť uchádzačov, ktorí nechcú prevziať záväzky, pretože vedia, že aj keby ich ponuka bola najvyššia, ich ponuka môže byť odmietnutá, pretože iný kupujúci, ktorý je pripravený záväzky prevziať, môže svoju ponuku zvýšiť. Okrem toho sa zdá, že ak by sa to stalo, uchádzač s ponukou bez prevzatia záväzkov by nedostal príležitosť predložiť novú ponuku a ponúknuť vyššiu kúpnu cenu.
- (104) Nakoniec sa zdá, že podmienkami verejnej súťaže sa uprednostňovali uchádzači preberajúci záväzky, keďže sa zdá, že v prípade, že dvaja uchádzači ponúknu rovnakú cenu, jeden s prevzatím záväzkov a druhý bez, ponuka so s prevzatím sa uprednostní pred tou druhou. Toto by sa javilo ako jasný náznak, že cena, ktorá by sa dosiahla bez prevzatia záväzkov, by mohla byť vyššia ako cena, ktorú ponúkol úspešný uchádzač. Možno sa odôvodnene domnievať, že povinnosť splniť preberané záväzky má finančné dôsledky pre kupujúceho, ktoré zohľadňuje pri podávaní ponuky. Bez prevzatia záväzkov by cena ponúknutá uvedeným kupujúcim bola preto pravdepodobne vyššia. V tomto smere Komisia konštatuje, že v konečnej fáze verejnej súťaže sa zúčastnili len dvaja uchádzači a že z informácií, ktoré má k dispozícii, sa zdá, že podnik bol predaný uchádzačovi, ktorý neprevzal žiadne záväzky.
- (105) Zdá sa teda, že tieto podmienky neumožňujú zahrnutie najvyššieho možného počtu uchádzačov, ktorí by navzájom súťažili so svojim najlepšimi ponukami, čo je predpokladom predaja za čo najvyššiu trhovú cenu.
- (106) Zdá sa preto pravdepodobné, že majetok NCHZ nebol predaný spôsobom, ktorým by sa zabezpečilo maximalizovanie výnosov pre podstatu v konkurze. Nízka cena skutočne uhradená za podnik nadobúdateľom dokonca podstatne znižuje možnosť, aby štát získal späť nevyrovnané príspevky na sociálne zabezpečenie a z konkurzného konania.
- 5.7. Hospodárska kontinuita medzi NCHZ a Fortischem**
- (107) Komisia má pochybnosti o tom, či predaj podniku možno považovať za ukončenie výhody poskytnutej pre hospodársku činnosť NCHZ.

- (108) Podľa judikatúry Súdneho dvora za predpokladu zriadenia nových spoločností na účely pokračovania v časti činnosti podniku, ktorému bola poskytnutá pomoc, keď sa dostal do konkurzu, uvedené spoločnosti môžu byť aj povinné vrátiť predmetnú pomoc, ak ju naďalej využívajú. Súdny dvor takisto zdôraznil, že to tak môže byť napríklad v prípade, okrem iného, že pokračujúce spoločnosti neplatia za majetok trhovou cenu. <sup>(1)</sup> Komisia odkazuje na predchádzajúcu časť a má pochybnosti týkajúce sa ceny uhradenej za podnik.
- (109) Je záležitosťou ustálenej praxe rozhodovania Komisie, že majetok predaný v celku tretej spoločnosti sa považuje za oslobodený od predtým udelenej štátnej pomoci len v prípade, ak bol prevedený po otvorenej, transparentnej a bezpodmienečnej verejnej súťaži, inak pretrvávajú narušenie hospodárskej súťaže <sup>(2)</sup>.
- (110) V každom prípade z predbežnej analýzy z hľadiska predaja vyplýva, že napriek tomu, že Slovensko tvrdí, že predaj bol prevodom aktív, v skutočnosti bola spoločnosť predaná ako podnik nepretržite pokračujúci v činnosti. Ako sa uvádza v bode 13, všetok majetok a aspoň časť prevoditeľných záväzkov bola predaná novému vlastníkovi. Rozsah činnosti zostáva rovnaký a všetci zamestnanci NCHZ očividne pokračujú v práci pre nový subjekt, Fortischem.
- (111) Dokonca sa zdá, že jedinými zmenami sú názov spoločnosti a právnickej osoby, ktorej patrí. V článku 1.2 sťažných podmienok sa stanovuje, že zámerom bolo predáť NCHZ v celku ako súbor hmotného a nehmotného majetku spolu s jeho personálom. V článku 3.1 kúpnej zmluvy medzi Via Chem Slovakia a NCHZ zo 16. januára 2012 sa uvádza, že podnik nepretržite pokračujúci v činnosti, ktorý sa prevádza podľa tejto zmluvy, zahŕňa všetok nehnuteľný majetok, hnutelný majetok, ostatné práva a majetkové hodnoty, ktoré i) slúžia na nepretržité pokračovanie v činnosti alebo podľa svojej povahy musí na taký účel slúžiť; a ii) od rozhodného dátumu patrí predávajúcemu. Podľa sťažovateľa je Fortischem v súčas-

nosti rovnakým subjektom ako NCHZ pred konkurzným konaním a počas neho, fungujúcim s rovnakými zamestnancami a s rovnakým portfóliom výrobkov na rovnakých výrobných a geografických trhoch. Hlavným rozdielom je, že Fortischem je oslobodený od záväzkov voči štátu, ktoré zostali v pôvodnom právnom subjekte NCHZ.

- (112) V dôsledku uvedeného sa Komisia predbežne domnieva, že v prípade že Slovensko poskytlo výhodu NCHZ, ktorá predstavuje neoprávnenú štátnu pomoc, vymáhanie neoprávnenej štátnej pomoci udelenej NCHZ by sa mohlo nárokovať od nového majiteľa spoločnosti namiesto „prázdnej škrupiny“ NCHZ, ktorá sa pravdepodobne zlikviduje ukončením konkurzného konania.

## 6. ROZHODNUTIE

Na základe uvedených úvah Komisia konajúca podľa postupu stanoveného v článku 108 ods. 2 Zmluvy o fungovaní Európskej únie žiada Slovensko, aby do jedného mesiaca od doručenia tohto listu predložilo svoje pripomienky a poskytlo všetky informácie, ktoré môžu pomôcť pri posudzovaní opatrení. Komisia žiada Vaše orgány, aby bezodkladne poslali kópiu tohto listu potenciálnym príjemcom pomoci.

Komisia si dovoľuje upozorniť na článok 14 nariadenia Rady (ES) č. 659/1999, v ktorom sa ustanovuje, že akúkoľvek neoprávnenú pomoc možno od príjemcov vymáhať.

Komisia upozorňuje Slovenskú republiku, že bude informovať zainteresované strany uverejnením tohto listu a jeho zmysluplného zhrnutia v *Úradnom vestníku Európskej únie*. Komisia bude informovať aj zainteresované strany v krajinách EZVO, ktoré sú signatármi dohody o EHP, a to uverejnením oznamu v dodatku EHP k *Úradnému vestníku Európskej únie*, ako aj Dozorný úrad EZVO, a to zaslaním kópie tohto listu. Všetky tieto zainteresované strany Komisia vyzve, aby predložili svoje pripomienky do jedného mesiaca od dátumu uverejnenia týchto informácií.»

<sup>(1)</sup> Vec C-227/72, *Nemecko/Komisia*, Zb. 2004, s. I -3925, bod 86.

<sup>(2)</sup> Rozhodnutie Komisie z 2.6.1999 vo veci C 46/1994 *Seleco*, Ú. v. ES L 227, 7.9.2000, s. 24,  
Rozhodnutie Komisie z 8.7.1999, vo veci C 43/1997 *Groeditzer Stahlwerke*, Ú. v. ES L 292, 13.11.1999, s. 27,  
Rozhodnutie Komisie z 21.6.2000, vo veci C 42/1998 *CDA*, Ú. v. ES L 18, 16.12.2000, s. 62,  
Rozhodnutie Komisie z 30.10.2001, vo veci C 36/2000 *Graf von Henneberg*, Ú. v. ES L 307, 8.11.2002, s. 1.



EUR-Lex (<http://new.eur-lex.europa.eu>) offre un accès direct et gratuit au droit de l'Union européenne. Ce site permet de consulter le *Journal officiel de l'Union européenne* et inclut également les traités, la législation, la jurisprudence et les actes préparatoires de la législation.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne, consultez: <http://europa.eu>



Office des publications de l'Union européenne  
2985 Luxembourg  
LUXEMBOURG

FR